

RAPPORT D'ACTIVITÉ

EA n° 4185

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 - FACULTÉ DE DROIT

2022

SOMMAIRE

1. PUBLICATIONS	3
2. RÉSEAUX ET PROJETS DE RECHERCHE	31
3. MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES	45
4. FORMATION PAR LA RECHERCHE	66
5. ORGANISATION DE L'ÉQUIPE	81
6. MOYENS DE L'ÉQUIPE	88
7. VIE DE L'EDIEC	95
NOUS SUIVRE SUR LE WEB	98
EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS	99

SOMMAIRE

1. PUBLICATIONS	3
1.1. OUVRAGES	3
1.2. RAPPORTS ET EXPERTISES	17
1.3. DIRECTIONS ÉDITORIALES	18
1.4. CONTRIBUTIONS ET ARTICLES	21
1.5. COMPTES RENDUS D'OUVRAGES	30
2. RÉSEAUX ET PROJETS DE RECHERCHE	31
2.1. COLLABORATION AVEC LA COMMISSION ON EUROPEAN FAMILY LAW	31
2.2. PROJETS EUROPÉENS	
La Chaire Jean Monnet ProValUE (2022-2025)	32
L'action Jean Monnet Network <i>Migration and Asylum Policies Systems</i> (2019-2022)	33
L'action Marie Skłodowska-Curie <i>Transition Governance and Law</i> (2019-2022)	35
2.4. PROJETS NATIONAUX	37
Le projet ANR JC JC MERCRO (2019-2022)	37
Le projet ANR ORA V <i>Guardint</i> (2019-2022)	39
2.5. PROJETS DU SITE	40
Le projet bourgeon UJML3 L'uniformité du DIP de l'UE (2023)	40
Bilan_projet bourgeon UJML3 <i>REPAIR</i> (2022)	42
Bilan_projet MSH-LSE <i>rgpdOS</i> (2022)	43
3. MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES	45
3.1. COLLOQUES, JOURNÉES D'ETUDES, ATELIERS, SÉMINAIRES ET CONFÉRENCES	45
3.2. COMMUNICATIONS	57
4. FORMATION PAR LA RECHERCHE	66
4.1. SOUTENANCES DE THÈSES	66
4.2. SOUTIEN AUX MASTERS	73
Soutien aux opérations pédagogiques et scientifiques	73
Publication en ligne des meilleurs mémoires des Masters adossés à l'EDIEC	74
5. ORGANISATION DE L'ÉQUIPE	81
5.1. ORGANIGRAMME FONCTIONNEL	81
5.2. STATUTS	82
5.3. LISTE DES MEMBRES PAR CENTRE AU 31/12/2022	84
Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CDI	84
Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CEE	85
Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CREDIP	86
Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants de l'IDCEL	87
6. MOYENS DE L'ÉQUIPE	88
6.1. DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE	89
Fonds documentaire de l'équipe	89
Fonds documentaire de l'Institut de droit comparé Édouard Lambert	90
6.2. SUPPORTS DE COMMUNICATION	91
Site web	91
Réseaux sociaux	92
Publications institutionnelles	93
6.3. BUDGET INITIAL 2023	94
7. VIE DE L'EDIEC	95
NOUS SUIVRE SUR LE WEB	98
EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS	99

1. PUBLICATIONS

1.1. OUVRAGES

Arnaud Billion,

Sous le règne des machines à gouverner, le droit entre intelligence artificielle et raison naturelle, Larcier, juin 2022, 248 p., 9782802771678

Présentation de l'éditeur

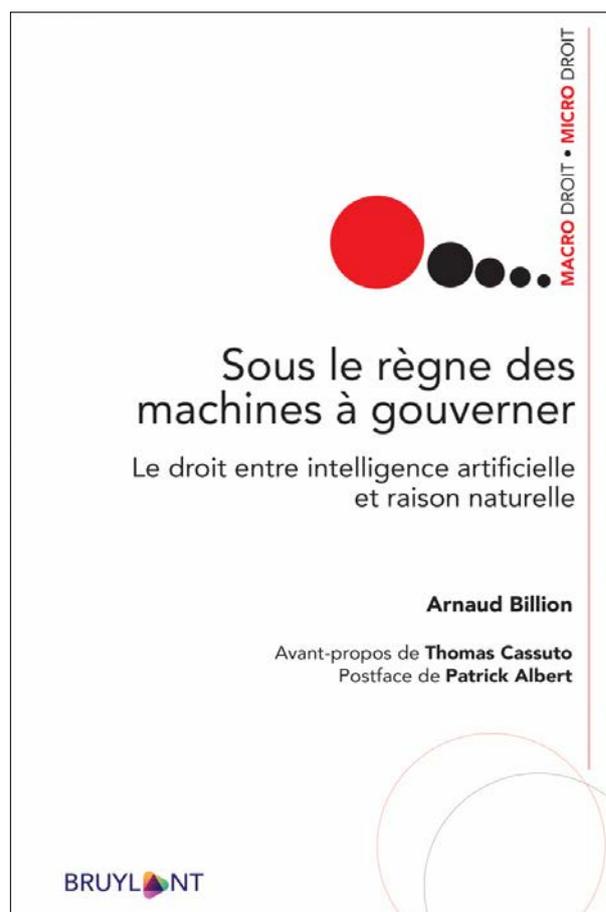
La place de l'intelligence artificielle (IA) dans nos sociétés est en débat.

L'Union européenne y participe par un Règlement spécifique, proposé par la Commission en avril 2021. Le juriste veut en effet se saisir de l'informatique, mais cela pourrait être une erreur : nous ne pourrions pas réguler l'IA, parce que nous sommes nous-mêmes sous le règne de « machines à gouverner ».

Ces machines sont faites de lois, procédures et logiciels, qu'animent logique et formalisme, dont le langage commun est la prescription. Or, il est vain de prétendre leur parler à l'oreille : elles ne comprennent ni ce que nous voulons, ni ce qu'elles commandent.

L'ouvrage désigne les machines à gouverner sous toutes leurs formes, et dévoile les moyens dont nous les dotons. Leur pouvoir est exact mais inopportun, systématique mais irraisonné. Nous dissipons alors l'illusion prescriptive, et prévoyons l'échec de toute gouvernance. Heureusement, les penseurs classiques se portent au secours de la modernité et nous rendent les moyens d'un gouvernement vraiment rationnel.

L'auteur s'adresse à toute personne concernée par le décalage entre l'intention politique et sa réalisation, tout contributeur à une société juridique et informatique plus humaine. Il nous enjoint de participer à un immense chantier : ramener l'intelligence artificielle sous la raison naturelle.



Patrick Wautelet et Cécile Corso (dir.), *L'accès aux droits de la personne et de la famille en Europe / Access to Personal and Family Rights in Europe*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Pratique du droit européen », 2022, 336 p., 9782802771289

Présentation de l'éditeur

La mobilité des personnes et des familles suscite d'épineuses questions juridiques. Une adoption réalisée dans le pays d'origine peut se heurter dans le pays d'accueil à un refus de reconnaissance. Un créancier alimentaire peut, après s'être installé à l'étranger, se retrouver démuné pour mettre à exécution le titre qu'il a obtenu dans l'État d'origine. Plus grave encore, un lien de filiation valablement établi dans un pays peut perdre cette qualité dans l'État où les parents se sont installés avec l'enfant.

De nombreuses règles existent tant au niveau international qu'entre États membres de l'Union européenne, qui ont l'ambition d'apporter des solutions à ces difficultés.

L'expérience apprend toutefois que la mise en oeuvre concrète de ces règles suscite d'importantes interrogations et ne conduit pas toujours au résultat espéré. Les citoyens éprouvent souvent des difficultés à comprendre les règles qui s'appliquent à eux. Ils peuvent peiner à identifier des praticiens susceptibles de les aider. Enfin, la coordination entre agences et autres institutions nationales présente également des défauts.

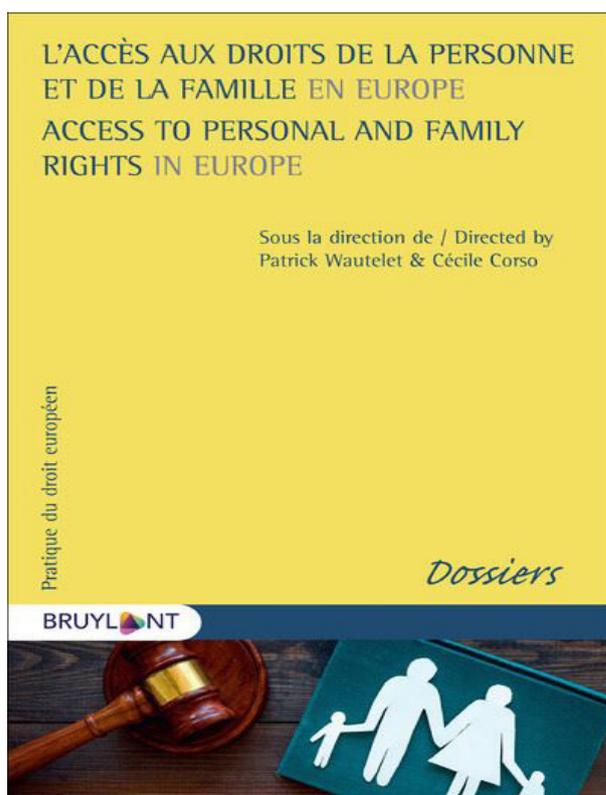
Le présent ouvrage, qui est issu d'un projet collectif porté par des associations de terrain et des universités, envisage les questions de droit familial international nées de la mobilité sous l'angle de l'accès aux droits. Pour nourrir les réflexions des auteurs, un travail préalable a été réalisé en soumettant un questionnaire détaillé à des

praticiens de sept États membres.

Ce questionnaire visait à découvrir les difficultés qu'éprouvent les praticiens (juristes et non juristes) à accéder au droit.

Les contributions rassemblées dans le présent ouvrage abordent des questions liées au statut de l'enfant, aux relations entre parents et enfants ainsi qu'aux relations de couple.

L'ensemble offre une approche originale des relations familiales internationales, que complète utilement la Plateforme européenne pour l'accès aux droits de la personne et de la famille en Europe (EPAPFR, www.epapfr.com) dont l'objectif est de mettre en réseau les ressources permettant d'apporter une réponse aux questions de droit familial intéressant les personnes en mobilité.



When families and individuals move, thorny legal issues may arise : the host country may refuse to recognize an adoption which was carried out in the country of origin. A maintenance creditor may find himself unable to enforce a title he obtained in the country of origin. Even more seriously, a parent-child relationship validly established in one country may be ignored in the State where the parents have settled with the child.

Numerous rules exist both at international level and between Member States of the European Union to provide solutions to these difficulties. Experience shows, however, that the practical implementation of these rules does not always lead to the desired result. Citizens often find it difficult to understand which rules apply to them. They may struggle to identify experienced practitioners who can assist them. Finally, the collaboration between agencies and other national institutions involved in family law may be hindered by the language barrier and diverging institutional culture.

This book, which is the result of a collective project involving civil society organisations and universities, looks at international family law issues from the perspective of access to rights. Using the results of a questionnaire, which has been submitted to practitioners in seven Member States to discover the difficulties they met in accessing the law, the various contributions collected in this book address issues related to the status of the child, the relationship between parents and children and the relationship between couples. The book offers an original approach to international family relations, which is complemented by an online platform (<https://epapfr.com>) whose objective is to network resources to provide answers to family law issues of interest to people on the move.



Cet ouvrage conclut le projet européen de recherche **EPAPFR (European Platform for Access to Personal and Family Rights : Plateforme européenne pour l'accès aux droits personnels et familiaux en Europe)**, financé par la DG justice.

Le projet, conduit par **Cécile Corso**, chercheur associé au CREDIP, a réuni autour de l'association Femmes informations juridiques internationales (FIJI, Auvergne-Rhône-Alpes), porteur du projet, six partenaires :

- le **CREDIP (Cyril Nourissat, Alain Devers, Jean-Sylvestre Bergé et Ludovic Paillet)**
- l'**Association pour le droit des étrangers** (ADDE, Bruxelles) ;
- le **Service social international** (SSI, Veliko Tarnovo, Bulgarie) ;
- la **Faculté de droit, science politique et criminologie de l'université de Liège** (ULg) ;
- le **Deutsches Institut für Jugendhilfe und Familienrecht** (DIJuF, Heidelberg) ;
- et le **Dipartimento di Scienze giuridiche dell'Università degli Studi di Verona**.

Le projet **EPAPFR** a pour objectif de contribuer à l'accompagnement de toute personne confrontée à des difficultés relatives au droit international privé de la famille en Europe (UE), en favorisant la coordination et la coopération des dispositifs juridiques, médicaux et sociaux implantés sur le territoire des États membres, qu'ils soient de nature associative ou institutionnelle.

Le **congrès inaugural** de la **Plateforme européenne pour l'accès aux droits personnels et familiaux en Europe**, a eu lieu les 19 et 26 février 2021.

La plateforme est désormais en ligne : <https://epapfr.com>

Justice Programme (2014-2020) : **European Platform for Access to Personal and Family Rights**

Porteur du projet : **Cécile Corso**

Bénéficiaire UJML3 : **CREDIP**

Référence : **Grant Agreement No. 764214**

Financement : **59 715 / 283 000 euros**

Durée : **3 ans**

Thierry Debard et Serge Guinchard (dir.),
Lexique des termes juridiques 2022-2023,
Dalloz, 30^e édition, 25 août 2022, p. 1138.

Depuis plus de cinquante ans et au fil des éditions - diffusées à plus d'un million d'exemplaires -, le Lexique des termes juridiques s'est imposé comme un outil de référence pour tous les étudiants en droit.

Traduit dans de nombreuses langues dont l'arabe, l'espagnol, le japonais et le portugais, l'ouvrage est devenu un véritable instrument d'information, permettant à chacun de connaître et de comprendre l'organisation judiciaire et les mécanismes juridiques afin de mieux faire valoir ses droits, donnant ainsi un contenu concret à l'adage « nul n'est censé ignorer la loi ».

Le Lexique des termes juridiques 2022-2023 permet un accès simple et complet à toutes les définitions, aux concepts et aux notions clés de tous les domaines du droit. Avec plus de 6 000 entrées, l'étudiant à la recherche d'une notion inconnue ou oubliée pourra la découvrir ou se la remémorer et acquérir ainsi des certitudes ou automatismes, utiles à la rigueur du juriste.

Cette 30^e édition met en avant plus de 180 définitions en lien avec l'actualité juridique (réforme des institutions, procédure civile, environnement, justice pénale des mineurs...). Les références aux codes et aux grands arrêts permettent de faire le lien entre les définitions, les textes législatifs et la jurisprudence.



Yves El Hage,

Le droit international privé à l'épreuve de l'internet, LGDJ, Collection « Bibliothèque de droit privé », avril 2022, 688 p., 9782275108414

Présentation de l'éditeur

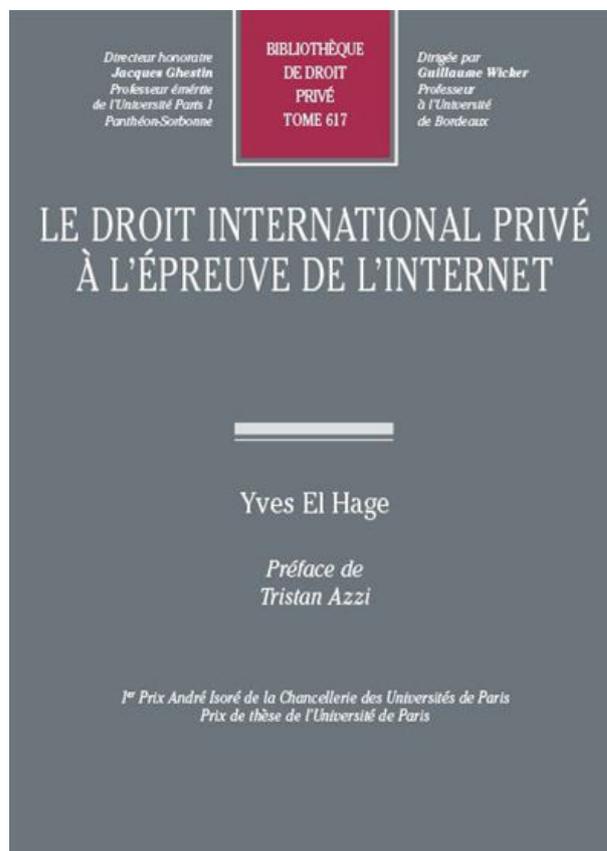
Le droit international privé est confronté depuis près de trois décennies à un phénomène d'ampleur pour lequel il n'avait pas été pensé à l'origine : l'internet. À travers le réseau des réseaux, la discipline fait face à deux défis de taille, l'immatérialité et l'universalité des activités en ligne. À défaut de pouvoir localiser l'activité en ligne avec certitude, comment déterminer l'ordre juridique le plus proche de la situation ?

L'adaptation des règles du droit international privé au contexte de l'internet, en l'absence d'intervention du législateur, incombe au juge. L'entreprise n'est toujours pas achevée et ses résultats demeurent pour l'instant largement insatisfaisants. On observe notamment une jurisprudence qui tend à limiter les inconvénients liés à la plurilocalisation des activités en ligne au moyen d'une approche dite « mosaïque », ce qui n'est autre qu'un retour au territorialisme le plus strict dans le cadre d'un réseau que l'on prétend pourtant a-territorial. Les défauts techniques de cette approche sont patents, en particulier du point de vue de la prévisibilité des solutions.

Face au problème persistant de l'internet, on pourrait songer à mettre en oeuvre une solution radicale : se concentrer uniquement sur la situation géographique des parties et, plus spécialement, sur le pays d'établissement du demandeur. Il apparaît en effet plus simple de localiser l'une des personnes impliquées dans l'activité en ligne, plutôt que l'activité en elle-même. La solution, toutefois, ne permet pas de concilier l'ensemble des intérêts en présence. La conciliation du

droit international privé avec l'internet serait mieux réalisée en empruntant une autre voie, plus respectueuse du principe de proximité. Cette voie réside dans la prise en compte du lieu où l'activité en ligne litigieuse a son « impact le plus significatif », cela afin de localiser la situation juridique et de déterminer le droit applicable ou les juridictions compétentes. Reste encore à préciser comment identifier celui-ci. Les nouveaux outils de mesure d'audience géographique, à cet égard, peuvent jouer un rôle déterminant.

L'ouvrage revient sur certains concepts-clés de la théorie générale du droit international privé, comme la localisation matérielle ou le principe de proximité, afin de formuler des solutions concrètes dans le domaine des activités en ligne.



Frédérique Ferrand, Cécile Chainais, Serge Guinchard et Lucie Mayer (dir.), *Procédure civile*, Précis Dalloz, 36^e édition, 2022, 1998 p.

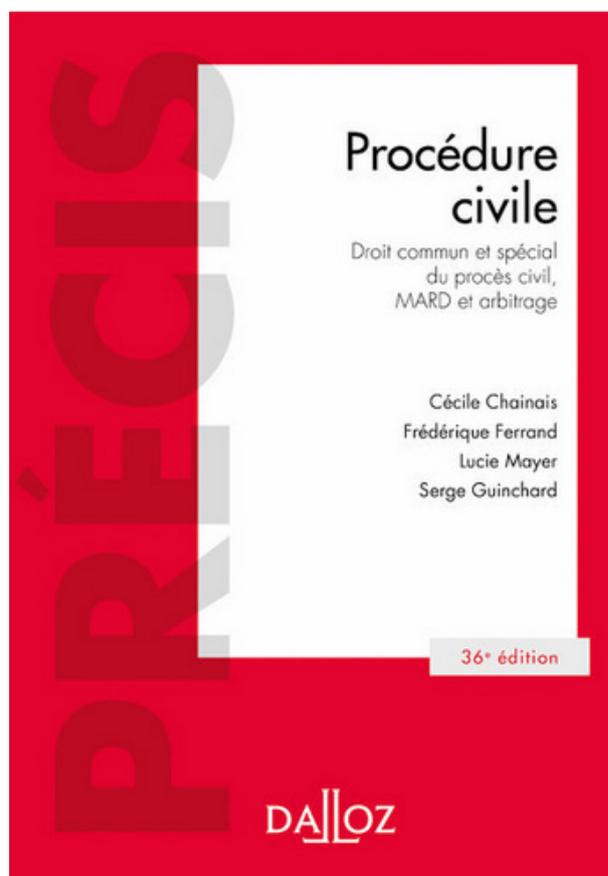
La procédure civile a longtemps été perçue comme l'enfant terrible de la famille juridique : aride et complexe, elle serait réservée aux « procéduriers », ces plaideurs qui en utilisent les artifices lorsque leur cause semble perdue...

Il n'en est rien : envisagée ici par des « processualistes », cette discipline apparaît sous son jour le plus noble et le plus accessible à tous — étudiants, praticiens et universitaires. Les précisions techniques sont explorées à la lumière des grands principes qui gouvernent le procès. La perspective est salutaire à l'heure où se déploie une vision du contentieux souvent inspirée par la seule régulation des flux judiciaires plutôt que par le dialogue et la loyauté.

Récemment remanié en profondeur à l'occasion du centenaire de l'ouvrage (30^e éd.) puis des 40 ans du Code de procédure civile (33^e éd.), le Précis de procédure civile revisite les sources classiques de la procédure, tout en examinant ses évolutions contemporaines (enjeux européens, essor du numérique dans la justice, développement des modes amiables de règlement des différends).

Pédagogique, l'ouvrage met en évidence, en première partie, l'existence d'un « modèle » du procès civil, qui se déploie, dans le respect des garanties et principes fondamentaux, aux trois stades du procès - action, instance et activité juridictionnelle - et, en seconde partie, les adaptations de ce modèle à la diversité des juridictions et des contentieux (procédures accélérées, actions de groupe, arbitrage...).

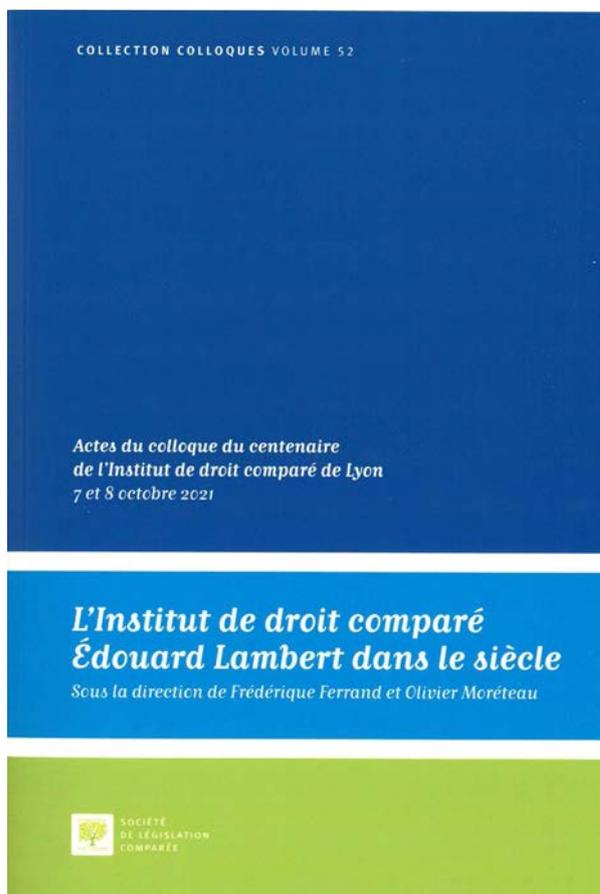
La présente édition est à jour de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 « pour la confiance dans l'institution judiciaire » ainsi que des décrets d'application qui ont suivi (notamment le décret n° 1322 du 11 octobre 2021 et le décret n° 245 du 25 février 2022 favorisant le recours à la médiation).



Frédérique Ferrand, Olivier Moréteau (dir.), *L'Institut de droit comparé Edouard Lambert dans le siècle, Actes du colloque du centenaire de l'Institut de droit comparé de Lyon 7 et 8 octobre 2021*, Société de Législation Comparée, collection Colloques, tome 52, Paris 2022, 288 p.

En 1921 était créé par Édouard Lambert, au sein de l'Université de Lyon, l'Institut de droit comparé au sein duquel Lambert poursuit son travail de recherche et de formation de juristes de tous pays, en abordant le droit non pas de manière théorique mais pragmatique, sans négliger l'impact du politique et du religieux et en mettant l'accent sur la réalité économique et sociale.

Les présents Actes du colloque du centenaire invitent d'abord à un retour aux sources sur le grand comparatiste et sa conception du droit comparé. Ils abordent ensuite le rayonnement du droit comparé sous divers prismes, avant de se pencher sur l'actualité et l'avenir de la méthode comparative, en interrogeant la place de ladite méthode dans l'enseignement du droit, son rôle dans la légistique et la jurisprudence nationale et internationale, et bien sûr son importance centrale tant dans la formulation de principes et règles européennes en droit de la famille comme en procédure civile, que dans l'harmonisation plus générale des droits.



Julie Ferrero et **Kiara Neri** (dir.), *Les juges européens face aux migrations / The European Judges Faced with Migrations*, Anthémis, 2022, 412 p.

Les vagues successives de migrations vers l'Europe ont, au-delà des passions qu'elles suscitent, généré de nombreux défis pour le droit. La problématique migratoire se situe au carrefour d'enjeux majeurs et parfois contradictoires renvoyant dos à dos le respect dû à souveraineté de l'État et la nécessité de protéger les droits humains. Protection des frontières étatiques, règles relatives à l'attribution de la nationalité ou encore invocation de l'intégrité territoriale vont se heurter à l'exigence de respect des engagements internationaux et aux garanties accordées à la personne humaine par le droit de la mer, le droit des réfugiés ou le droit international des droits de l'homme.

Face à de tels enjeux, les juges se trouvent propulsés à la croisée des défis évoqués.

Le présent ouvrage a pour objectif de mettre en lumière les modalités d'exercice de l'office des juges européens lato sensu en matière migratoire pour comprendre comment, dans cet enchevêtrement de textes, de contraintes et parfois de contradictions, le juge détermine, organise et articule le droit applicable, voire construit des politiques jurisprudentielles qui complètent ou concurrencent les politiques nationales et/ou européennes. L'ouvrage s'articule autour de trois thématiques essentielles : la compétence des juges européens (partie 1), leurs méthodes (partie 2) et leur jurisprudence (partie 3).

The successive waves of migration to Europe have, beyond the passions they arouse, generated many challenges for the law. Migration lies at the crossroads of major and sometimes contradictory issues pitting the respect due to the sovereignty of the State against the need to protect human rights. Protection of state borders, rules relating to the attribution of nationality or invocation of territorial integrity come up against the requirement of respect for international commitments and the guarantees granted to an individual by the law of the sea, refugee law or international human rights law. Faced with such issues, judges find themselves at the crossroads of these challenges.



Panagiota Katsorchi, *Le réseau des règles de droit international européen de la concurrence*, Larcier, 2022, 880 p.

Loin d'être une accumulation aléatoire de normes, les règles de droit international européen de la concurrence créées par les accords internationaux de l'Union européenne font partie d'un réseau normatif.

Il s'agit d'un réseau de forme étoilée – au centre duquel se trouve l'Union européenne – composé de règles de droit de la concurrence adoptées par l'Union européenne et ses partenaires. L'étude de ces règles ainsi que des instruments internationaux qui les mettent en place, montre que ce réseau se développe de manière équilibrée autour de deux axes : les règles en matière de coopération entre autorités de la concurrence et les règles de fond. L'efficacité de ces règles peut être assurée par leur application à des litiges entre entreprises, par la gestion des conflits et par les possibilités de coopération qu'elles ouvrent entre autorités de la concurrence.

L'objet du présent ouvrage est de démontrer que l'activité normative de l'Union européenne a conduit à la création d'un réseau de règles de droit international européen de la concurrence cohérent, à l'origine d'un espace juridique où existent des règles susceptibles d'appréhender les comportements anticoncurrentiels et les concentrations qui échappaient jusqu'ici au contrôle national. Dans ce contexte sont analysés les règles de fond en matière d'ententes, d'abus de position dominante et de concentrations, le rapprochement des législations comme objet et comme effet des règles du réseau, l'invocabilité de ces règles, la coopération entre autorités de la concurrence et l'échange d'informations confidentielles.



Kiara Neri (dir.), *Maritime Safety and Security Law Journal*, Issue 10, 2022, 58 p.

The articles of the present special issue of the *MarSafeLaw Journal* are part of MERCRO research project funded by the French National Agency for Research. The project addresses the legal repercussions of the superposition of legal regimes on the efficiency of the police at sea. The MERCRO project posits that the law of the sea is built on a sectoral basis, resulting in a multiplicity of legal regimes. The superposition of these regimes can affect the efficiency of police maritime operations. In particular, the existence of several layers of regulation complicates the organisation of maritime police operations and impairs both the efficiency of operations and the protection of the rights and freedoms of individuals. Furthermore, research at the international and European levels is sectoral. Indeed, a large number of legal studies have focused on one specific aspect of police operations at sea, for example, in the context of migration, maritime crime or the protection of the environment. Their sectoral approach, however, does not allow grasping the legal framework governing police operations at sea in its entirety. This fragmented approach is no longer sufficient.

It is against this backdrop that the MERCRO project aims to break down barriers between the different approaches and different legal regimes. The articles in this special issue were presented at a conference held in Lyon in June 2021. In the first two articles, the authors focus on the technical and practical challenges raised by the existence of two or more legal regimes applicable to the same maritime zone or to the same activity. The

first article addresses the consequences of the existence of several actors applying the same rule. Efthymios PASTAVRIDIS examines the challenges raised by the privatisation of policing at sea, in the form of the delegation of police powers to private vessels. Ioannis STRIBIS addresses the technical and practical challenges where there are several sets of rules applicable to a single activity, specifically the implementation of UN arms embargo on Libya by EUNAVFOR MEDIRINI. Pascale RICARD and Sacha ROBIN analyse the challenges caused by the superposition of applicable legal regimes in maritime disputed areas.



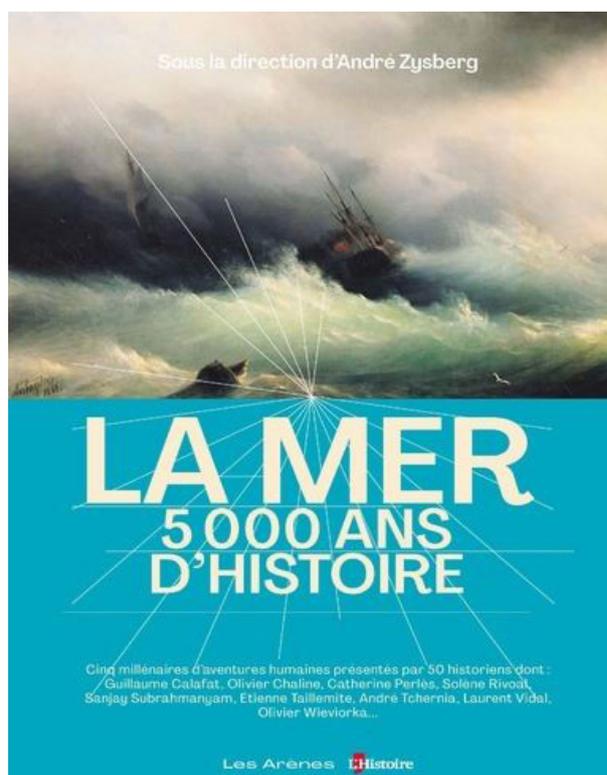
Kiara Neri, André Zysberg (dir.), *La mer 5000 ans d'histoire*, Les Arènes Eds, 2022, 640 p.

Rédigé par un comité de spécialistes et en coédition avec le magazine L'Histoire, ce récit érudit propose une somme d'informations historiques sur le lien entre l'homme et la mer.

Une somme historique par les plus grands spécialistes du sujet.

La Mer, 5 000 ans d'histoire interroge les liens que les sociétés humaines ont tissés avec la mer. Cet ouvrage montre comment les hommes n'ont eu de cesse de se l'approprier par le voyage, le commerce, la pêche, la guerre, mais aussi comment, en retour, elle a nourri les imaginaires et les croyances, influencé les modes de vie. Il explique comment s'est structuré notre rapport à cette nature indomptable, nourricière et menacée.

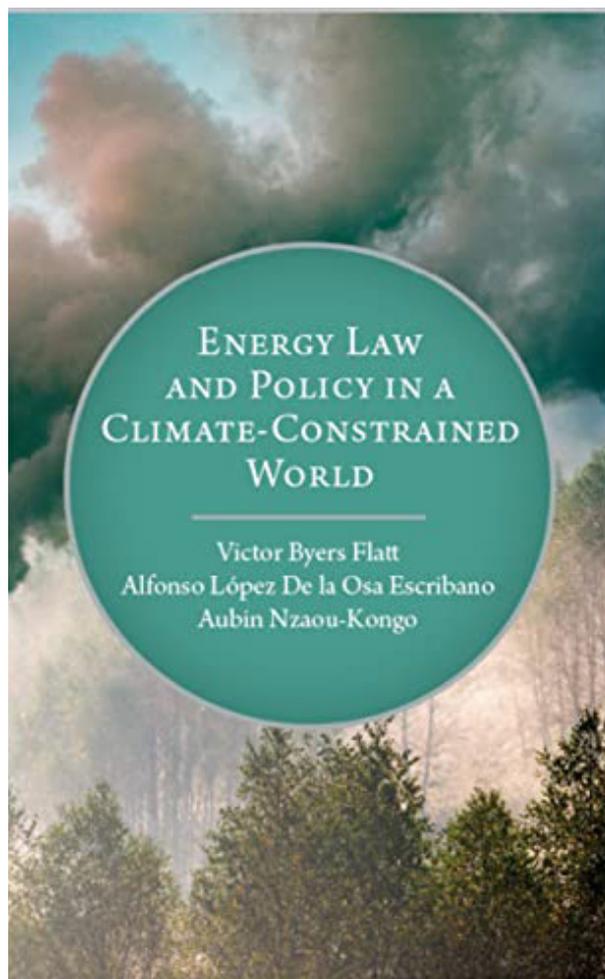
Sélectionnés parmi plus d'une centaine d'articles de la revue L'Histoire, ces textes couvrent l'ensemble des périodes historiques : des premiers navigateurs du Néolithique aux nouveaux pirates de la mer Rouge en passant par les thalassocraties antiques et les Grandes Découvertes.



Aubin Nzaou-Kongo, Victor Flat, Alfonso De la Osa Escribano,

Energy Law and Policy in a Climate-Constrained World, Kindle edition, novembre 2022, 190 p.

Energy law and policy is in transition, the scope which is wide and vast. This discipline itself is accompanying a profound social, environmental, and economic change or transformation. One could not diminish the significance of aspects of the transition that are not apparent in the overall picture. This book addresses different aspects of the phenomenon and tackles the energy field from the double perspective of law and policy. Scholars from France, the U.K., and the U.S. have written chapters on different areas of energy law and policy, analyzing different instruments, provisions, and objectives, and questioning the role of actors and institutions. This perspective stems from a broader view of the energy transition and security, but mostly from different approaches relying on law, politics, science, etc. This book presents reflections on concepts, foreign policy, regional and international cooperation, and the specific role the state is to play when it comes to such thing as energy law and policy.



NUMÉRO SPÉCIAL | Le journal du CDI (en ligne)

ÉDITORIAL

Si le droit international relatif aux droits humains est parvenu à consacrer un ensemble d'obligations à la charge des États, renforcées par des mécanismes de promotion et de protection, on s'interroge de plus en plus sur l'effectivité de ce droit face à la prolifération de leurs atteintes quelles qu'elles soient.

« Comment le droit international fonctionne en temps de crise ? » s'interrogeait Jean-Marc Sauvé, Vice-Président honoraire du Conseil d'État dans son discours de clôture de la 12^e Conférence annuelle de la Société européenne de droit international tenue à Riga en septembre 2016. Sa question qui concernait essentiellement le continent européen, doit être étendue à l'échelon international en raison de l'extension croissante de profonds troubles, de tensions, de catastrophes, d'exactions, de crimes que ne cesse d'affronter la société internationale et qui interpelle son droit.

Certes, les crises « peuvent avoir des vertus purgatives et réparatrices, lorsqu'elles préparent une nouvelle phase d'essor et de progrès ». Certaines crises internationales ont effectivement conduit à l'élaboration et/ou au renforcement de certaines normes internationales de répression, de condamnation et de protection. Toutefois, trop de crises sont encore « destructrices » démontrant la fragilité de certaines règles pourtant bien consacrées dans l'ordre juridique international. Ce constat concerne plus particulièrement les droits humains, les réponses apportées à leur non-respect restent souvent trop imprégnées de considérations politiques.

L'examen de la société internationale est consternant : trop d'individus, appréhendés isolément ou collectivement, subissent des situations contraires à leurs droits, certaines les plaçant dans de réelles situations de dangers et révélant des états de dysfonctionnement du droit international. C'est à partir de ce constat que prit forme l'idée de lancer un travail de recherches avec

les étudiantes et les étudiants du master 1 et 2 DIP de l'année universitaire 2020-2021. Celui-ci fut basé sur l'observation de situations de péril encouru par certains individus, peuples et nations.

Les thèmes retenus, loin d'être exhaustifs, sont néanmoins très diversifiés. Ceux-ci portent tant sur des analyses de cas concrets de personnes en péril, que sur des perspectives de danger que le droit international devra être amené à couvrir. Les analyses, choisies par leurs auteurs, ne couvrent pas toutes des cas de dysfonctionnement du DIP, certaines se sont efforcées de démontrer l'effectivité de certaines réponses juridiques. L'année universitaire passée fut donc très chargée pour les 21 étudiantes et étudiants qui ont accepté ce projet et nos rencontres ont été régulières pour finalement permettre la tenue d'un colloque qui a eu lieu en juin 2021.

Ce numéro spécial du Journal de CDI reprend les contributions qui y furent présentées.

Cette publication me permet de remercier encore Guillaume, Camélia, Mona, Zoé, Emmanuelle, Valéria, Guilhem, Agathe, Hugo, Léa, Hamza, Héloïse, Ingrid, Caroline, Simon, Mathilde, Daouda, Benjamin, Lola, Léa, Léna pour leur investissement, leur enthousiasme et leur énergie.

Je remercie également mes collègues, particulièrement Madame Neri qui m'a toujours apporté son soutien sans faille, Monsieur Laval pour sa participation, Madame Peyre pour avoir supervisé certains travaux. J'adresse une profonde reconnaissance à Madame Harbuta qui a beaucoup travaillé avec moi à la réalisation du colloque et à Monsieur Musy qui a eu la charge de la mise en forme des articles. J'adresse également mes sincères remerciements à Mesdames Gervasoni et Brossard pour leur aide.

Sandrine Cortembert



SOMMAIRE

ÉDITORIAL par **Sandrine CORTEMBERT**

INTRODUCTION par **Laurine HARBUTA**

Nations en péril : une rencontre manquée entre le discours et les faits ? par **Guillaume GARNIER**

Les nations sans État par **Camélia FOUDA MANY**

Discrimination, préjugés et marginalisation de la minorité ethnique Roms par **Mona ASSANI**

Les droits des peuples autochtones des Nations Unies aux réticences étatiques : une reconnaissance globale mais d'application inégale (Réflexion à partir des cas australien, bolivien et canadien) par **Zoé ESCOBAR-CAMELEYRE, Emmanuelle GAUCHERAND & Valéria VIGIL**

Les Aïnous, de l'identité niée à la reconnaissance de peuple autochtone par **Guilhem MERCIER**

Ethnocide : entre mythe et réalité par **Agathe DESMIER, Hugo GRILLON & Hamza MAZLUM**

Les Ouïghours, vers une reconnaissance du génocide ? par **Héloïse DO NASCIMENTO**

Le péril du groupe ethnique Rohingya et son appréhension par le droit par **Ingrid CHALAYE & Caroline RENAUD**

La Justice transitionnelle, un moyen de réconciliation ? par **Simon APPRIOU**

La justice et les enfants-soldats par **Mathilde GRATIEN**

Les oubliés de la décolonisation : le cas de Madagascar par **Daouda DANGNOSSI & Benjamin ALLAHAMNE MINDA**

Les peuples menacés par le changement climatique : le cas des îles confrontées par la montée des eaux par **Lola GERNIGON & Léa CHAPTAL**

Les aides au développement de l'Union européenne en Afrique : une externalisation déguisée de la politique migratoire par **Léa MOCHEFF & Léa SAGE**

1.2. RAPPORTS | ÉVALUATIONS | EXPERTISES

Alain Devers

Participation à la **Consultation ouverte par la Chancellerie au sujet du projet de code de droit international privé**, Novembre 2022

Cyril Nourissat

Remise au garde des Sceaux du **projet de code de droit international privé** le 30 mars 2022

Antoine Petel

Participation in the Data Act white paper, Center For IT and IP Law, KU Leuven

Blanche Sousi

Direction du **Groupe de travail « NFTs et marché de l'art »** créé en novembre 2021 par l'Institut Art & Droit : travaux en cours en 5 commissions (Technique informatique, Droit d'auteur, Fiscalité, Droit des contrats et de la consommation, Réglementation)

1.3. DIRECTIONS ÉDITORIALES

Louis d'Avout

Co-responsable de la revue des ouvrages de la *RTDCiv.*, depuis 2011

Membre du Comité français de droit international privé et du Haut conseil allemand pour le droit international privé (*deutscher Rat für Internationale Privatrecht*)

Marie-Laure Basilien-Gainche

Membre du comité de rédaction de la Revue des droits de l'homme

Membre du comité de rédaction de la revue *Cultures et conflits*

Membre du comité scientifique du *European Journal of Migration Law*

Nicolas Bouche

Titulaire de la chronique « Protections diverses, concurrence déloyale, parasitisme », *Propriété industrielle*

Titulaire de la chronique « Un an de droit international privé de la propriété industrielle », *Propriété industrielle*, depuis février 2015

Titulaire de la chronique « Un an de procédure en droit de la propriété intellectuelle », *Procédures*, depuis janvier 2017

Blandine de Clavière

Coordinatrice de la chronique annuelle « L'application du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire français » (avec **Blandine Thellier de Poncheville**), *Revue du droit de l'Union européenne*

Alain Devers

Co-titulaire de la chronique annuelle de « Droit international privé notarial », *JCP N*

Frédérique Ferrand

Directrice de publication des collections de périodiques numériques de l'EDIEC : *Bulletins trimestriels*, *Cahiers*, *Mémoires* et *Rapports annuels d'activité* (depuis 2011)

Co-responsable avec **G. Rouhette** de la rubrique « Justices du Monde » de la revue *Justices*, puis de la *Revue générale des procédures* (1994-2000)

Membre du conseil scientifique de la revue *Droit et Procédures* (depuis 2002)

Co-responsable avec **G. Mecarelli** de la rubrique internationale de la revue *Droit et Procédures* (depuis 2002)

Correspondante pour la France des revues allemandes :

- *Zeitschrift für Europäisches Privatrecht (ZEuP)*, revue de droit privé européen (depuis 1992)
- *Zeitschrift für Zivilprozess International (ZZP Int.)*, membre du conseil scientifique pour la France, revue de procédure civile internationale (depuis 1995)
- *Zeitschrift für Familienrecht (FamRZ)*, membre du comité des correspondants (depuis 1999)

Correspondante pour la France de la revue anglaise de droit de la famille *Child and Family Law Quarterly* (depuis 2007)

Membre du comité de rédaction de la *Revue internationale de droit processuel* (depuis 2011)

Membre du conseil scientifique de la collection « Croisée des droits », Bruylant (depuis 2013).

Membre du conseil scientifique de la *Montesquieu Law Review*, études de droit français en anglais (depuis 2014)

Jeremy Heymann

Membre du Conseil scientifique du nouveau Journal du Droit transnational / Journal of Transnational Law.

Cotitulaire de la chronique trimestrielle « Droit européen des contrats » (avec Fabien Marchadier, Jean-Pierre Marguénaud et Aline Tenenbaum), *Revue des contrats*

Co-rédacteur (avec Simon Chardenoux) de la rubrique « Droit international privé » au sein de la chronique semestrielle « Application du droit de l'Union européenne par la Cour de cassation » / dir. Ségolène Barbou des Places et Anne-Sophie Choné-Grimaldi, *Europe*

Rédacteur des rubriques « Transport ferroviaire », « Transport fluvial » et « Transport aérien » au sein de la chronique annuelle « Les transports » / dir. Isabelle Bon-Garcin, *JCP E*

Michaël Karpenschif

Codirecteur scientifique de l'hebdomadaire *JCP A*

Membre du Comité de rédaction du mensuel *ACCP (Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics, Le Moniteur)*

Pierre-François Laval

Co-direction de la Chronique de jurisprudence internationale, in *Revue générale de droit international public*, Ed. Pedone, année 2022

Gaëlle Marti

Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa*

Codirectrice de la *Revue d'actualité des droits fondamentaux de l'ALYDE* (depuis 2021)

Coresponsable de la chronique « Droit et Intelligence Artificielle » (avec Lucie Cluzel-Métayer et Samir Merabet), *JCP G*

Cyril Nourissat

Codirecteur du *Jurisclasseur Europe Sources et Textes*

Membre du comité de rédaction de la revue *Procédures* (depuis 2003)

Membre du conseil scientifique de la *Revue Lamy Droit des affaires* (depuis 2007)

Membre du conseil scientifique de la *Revue Lamy de la concurrence*

Membre du comité scientifique de la revue *Deffrénois* (depuis 2008)

Responsable de la chronique trimestrielle « Droit processuel de la concurrence », *Revue Lamy de la concurrence* (depuis 2004)

Responsable de la chronique trimestrielle « Droit international et européen des contrats d'affaires », *Revue Lamy Droit des affaires* (depuis 2007)

Titulaire de la chronique trimestrielle de Droit pénal européen, *Revue pénitentiaire et de droit pénal* (depuis 2005)

Co-titulaire de la chronique semestrielle de « Droit du commerce international », *JCP G*

Co-titulaire de la chronique annuelle de « Droit international privé notarial », *JCP N* (depuis 2010)

Aubin Nzaou-Kongo

Co-Directeur de la revue internationale *The IUCN AEL Journal of Environmental Law*

Editeur correspondant de l'encyclopédie *The African Handbook of Climate Change Adaptation* (Springer Nature)

Titulaire de la chronique « International Organisations/African Union » *Yearbook of International Environmental Law* (Oxford University Press)

Titulaire de la chronique « National Review/ Energy and Climate Law & Policy » *Yearbook of International Environmental Law* (Oxford University Press)

Editeur correspondant de la revue

International Legal Materials (American Society of International Law—Cambridge University Press)

Membre du comité éditorial de la revue *African Review of Law* (African Institute)

Membre du comité éditorial de l'*Annuaire congolais de droit International*

Loïc Robert

Codirecteur de la *Revue d'actualité des droits fondamentaux de l'ALYDE* (depuis 2021)

Blanche Sousi

Directrice de publication de *Banque-Notes Express*, Centre européen de recherches en banque et finance

Hélène Surrel

Membre du comité scientifique de la revue *Titre VII* en ligne

Titulaire de la chronique semestrielle « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH », revue *Titre VII* en ligne

Co-directrice (avec **Laure Milano**) de la chronique annuelle sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, *RDP*

Édouard Treppoz

Co-titulaire de la chronique « Contrats internationaux », *Revue des contrats* (depuis 2009)

Titulaire de la chronique « Droit européen de la propriété intellectuelle », *RTDEur.* (depuis 2010)

1.4. CONTRIBUTIONS | ARTICLES

Nouwagnon Olivier Afogo

Le Conseil de sécurité et la lutte contre la piraterie maritime et les vols à main armée en mer dans le golfe de Guinée : quelques remarques sur la Résolution 2634 (2022). *Multipol*, Blog, 13 juin 2022.

Louis d'Avout

« La portée internationale des voies d'exécution civiles », in **Claude Brenner, Charles Gijssbers et Maud Laroche** (dir.), *Mélanges en l'honneur de Philippe Théry. Les coutures du droit*, Paris, LGDJ, collection « Mélanges », 2022, 528 p.

Louis d'Avout et Rebecca Legendre

Mobilité européenne et filiation : l'état civil à la carte ? Note sous CJUE, gr. ch., 14 décembre 2021, *VMA c/ Stolichna obshtina, rayon « Pancharevo »*, aff. C-490/20, D., 2022, p. 331-336

Marie-Laure Basilien-Gainche

« The French Management of the COVID-19 Crisis. Normalisation of the Regimes of Exception & Degradation of the Rule of Law », in **Joelle Grogan & Alice Donald** (eds.), *The Routledge Handbook on Law and the COVID-19 Pandemic*, Routledge, Londres, 2022, pp. 434-444.

« Limits at the limes. Diffracting sovereignty at borders », *Political Anthropology Research on International Social Sciences (PARISS)*, vol. 2, n°2, 2021, pp. 205-235.

« La valeur de l'Etat de droit et l'Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice : entre illusions perdues et testaments trahis », *Annuaire Français des Relations Internationales*, vol. 28, 2022, pp. 571-584.

« Expulsions » avec **Joseph Basilien**, "Migrants" & "Non-refoulement" avec **Almodis Peyre**, in **Carine Laurent, Yannick Lécuyer & Delphine Tharaud** (dir.), *Dictionnaire de la Convention européenne des droits de l'homme*, Paris, Pedone, 2022, pp. 155-156,

pp. 248-250 & pp. 273-275 respectivement.

« **L'informalisation des politiques migratoires : le piège de la soft law** », Les notes de Migreurop, n° 14, juillet 2022.

Florian Berger

« **Bien-être animal et libertés de circulation : un déséquilibre conceptuel persistant** », p. 677-690 in *Revue semestrielle de droit animalier*, n° 2/2021 : Le bien-être animal dans l'Union européenne : le temps d'accélérer la cadence ?, Actes de la quatrième journée de la Jeune recherche de l'AFEE [en ligne], p. 535-768

Nicolas Bouche

Obtentions végétales. Vice du calendrier des dates de clôture et de soumission du matériel végétal – Note sous OCVV, ch. rec., 1^{er} juin 2021, *Mountain Blue Orchards Pty Ltd c/ OCVV (Ridley 0501)*, aff. A009/2020, *Propriété industrielle*, 2022, commentaire 6

Éric Carpano

« **Rule of law, market and EU integration crisis** », p. 178-186 in Diane Fromage (ed.), Jacques Ziller, a European scholar, Florence, European University Institute, 2022, 283 p.

Yusra Chaaban

Le développement durable dans le cadre des initiatives présidentielles (en arabe), *Gomhuria online*, 10 avril 2022.

« **Initiative : Des prisons sans femmes endettées** »... Existe-t-il une peine alternative ? (sur les peines alternatives au prison en Égypte) (en arabe), *Gomhuria online*, 15 avril 2022.

Les initiatives présidentielles et le développement durable, (en français), *Ahram*, 20 avril 2022.

La violence conjugale d'un point de vue égyptien (en arabe), *Alarab 2030*, 16 mai 2022.

La place des facultés de droit au sein de la société égyptienne (en arabe), *Gomhuria online*, 01 juin 2022.

Lutte contre la corruption dans l'éducation, (en arabe), *rscsegypt*, 5 septembre 2022

Contentieux à distance... entre justice et communications, (en arabe), *Gomhuria online*, 4 septembre 2022

Démarrage de la mise en œuvre de la décision contentieuse à distance. 31 août 2022

Le dialogue national est une étape sur la voie de la démocratie, (en arabe), *rscsegypt*, 24 juillet 2022

À la recherche d'une identité égyptienne, (en arabe), *Gomhuria online*, 17 juillet 2022

Sur la protection des consommateurs en droit égyptien, (en arabe), *alarab2030*, 3 juillet 2022

« Egyptian civil law », in *The Routledge Companion to International Housing Markets*, 1ère édition, 294 pages, 22 juin 2022

La femme égyptienne dans la stratégie 2030, (en français), *hebdo ahram*, 15 juin 2022

Sandrine Cortembert

Éditorial. **Le Journal du CDI**, n° spécial « Peuples, Nations, individus en péril ». 2022, p. 3.

Cécile Corso

« Presentation of the European Platform Access to Personal and Family Rights (EPAPFR) », p. 7-15 in **Patrick Wautelet et Cécile Corso** (dir.), *L'accès aux droits de la personne et de la famille en Europe / Access to Personal and Family Rights in Europe*, Bruxelles, Bruylant, collection « Pratique du droit européen », 2022, 336 p.

Alain Devers

Déterminer la loi applicable à un divorce dans un contexte international, *Droit de la famille*, 2022, fiche pratique 2

La notion de résidence habituelle de l'époux (enfin !) devant la CJUE – Note sous CJUE, 25 novembre 2021, *IB c/ FA*, aff. C-289/20, *Droit de la famille*, 2022, commentaire 10 Successions. Vérification d'office par le juge national de sa compétence. Note sous CJUE, 7 avril 2022, *V.A. et Z.A. c/ TP*, aff. C-645/20. *Droit de la famille*, LexisNexis ; Ed. du Juris-Classeur, 2022, commentaire 100.

La règle de compétence du forum actoris à l'épreuve du principe de non-discrimination. Note sous CJUE, 10 février 2022, aff. C-522/20. *Revue du Droit de la Famille*, Lexis-Nexis, 2022, commentaire 62.

Falilou Diop

« Unité économique et actions privées : l'extension aux filiales de la responsabilité consécutive au comportement anticoncurrentiel d'une société mère », Commentaire de CJUE, 6 octobre 2021, *Sumal c/ Mercedes Benz Trucks España*, aff. C-882/19, ECLI:EU:C:2021:800, *RLC*, 2022/112, n° 4187, p. 17-22

« Aspects relatifs à la propriété intellectuelle dans le projet de Code de droit international privé », *Dalloz Actu*, Juillet 2022.

Étienne Durand

Loi Climat et résilience : focus sur les nouvelles dispositions de soutien aux énergies renouvelables, *AJCT* 2022, p. 26-30

« Europe 2020 et énergie », in **Didier Blanc (dir.)**, Chronique « Protection par la solidarité », 2^e partie, *Rev. dr. UE*, 2022, n° 655, p. 93-96

« Aides aux énergies fossiles : la sécurité d'approvisionnement n'excuse pas tout ! », Note sous CJUE, 27 janvier 2022, *Fondul Proprietatea SA*, aff. C-179/20. *Energie - Environnement - Infrastructures*, LexisNexis, 2022, commentaire 36.

« *Lois Climat – Perspectives françaises*

», in M Torre-Schaub, A. Jézéquel, B. Lormeteau, A. Michelot (dir.) *Dictionnaire juridique du changement climatique*, Mare & Martin, 2022, pp. 335-337.

«Energie», in D. Blanc (dir.) *chron. Politiques publiques de l'Union européenne*, RDUE 2022/2.

Yves El Hage

« L'influence de la jurisprudence européenne sur les équilibres politiques en droit international privé de la cyberconsommation », in Mathieu Combet (dir.), *Le droit européen de la consommation au XXI^e siècle. État des lieux et perspectives*, Bruxelles, Bruylant, collection « Droit de l'Union européenne », sous-collection « Colloques », 2022, 587 p., pp. 501-514

Compétence en matière de cyberdélits : le méli-mélo de la jurisprudence européenne. *Recueil Dalloz*, Paris, Dalloz, 2022, pp. 1082-1087.

« Affaire Gtflix Tv : les juridictions françaises pourront finalement se prononcer sur le litige », *JCP G*, n° 34, 2022, p. 1510.

« La réglementation des NFT à la lumière du droit international privé : réglementation étatique ou extra-étatique ? », *Revue de Droit bancaire et financier* n° 4, 2022, dossier 38

« Cyberdélits : nouvelle avancée du critère du centre des intérêts de la victime ? », *Rev. crit. DIP* 2022, p. 803

« Sur l'adhésion de l'Union européenne à la convention de La Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale », *Rev. crit. DIP* 2022, p. 815

Frédérique Ferrand

« Des divergences de jurisprudence au sein des Hautes juridictions. Pathologie, remèdes et sanctions à la lumière de la CEDH », p. in Claude Brenner, Charles Gijssbers et Maud Laroche (dir.), *Mélanges en l'honneur de Philippe Théry. Les coutures du droit*, Paris, LGDJ, collection « Mélanges », 2022, 528 p.

Rubrique « Appel – Droit d'appel », in *Répertoire de Procédure civile*, Dalloz, avril 2022, 174 pages

Rubrique « Appel – Délais de l'appel », in *Répertoire de Procédure civile*, Dalloz, juillet 2022, 44 pages

« L'audition de l'enfant dans les procédures familiales en France – Des améliorations nécessaires », in *Festschrift Maarit Jänterä-Jareborg*, 2022, iUstus éd., Uppsala, pp. 101-115.

« L'office du juge : un regard renouvelé par la comparaison », in *Cahiers de la justice*, 2022/3, pp. 501-515.

« The distinction between facts and law on cassation The evolution of the control exercised by the French Court of cassation », in K. Makridou et G. Diamantopoulos (dir.), *Cassation French and Greek Civil Procedural Law*, Sakkoulas éd., 2022, pp. 1-61.

« Das neue französische Bioethik-Gesetz Nr. 2021-1017 v. 2.8.2021 », *FamRZ* 2022, 1422-1428.

Avant-propos, in F. Ferrand et O. Moréteau (dir.), *L'institut de droit comparé Édouard Lambert dans le siècle*, Actes du colloque du centenaire de l'Institut de droit comparé de Lyon, SLC éd., Paris, 2022, pp. 7-11.

Marylou Françoise

« Proposition d'un régime européen de l'office du juge en conflit de lois », in F. Ancel et G. Cerqueira (dir.), *L'office du juge et la règle de conflit de lois*, Collection Colloques, vol. 54, 2022, pp. 87-108.

Ymane Glaoua

Recevabilité à agir dans l'œuvre de collaboration « Les misérables » : c'est la faute à Cityprod ! Note sous CA Paris, pôle 5-2, 28 janvier 2022, RG n° 20/09967 et CA Paris, pôle 5-2, 28 janvier 2022, RG n° 20/09968, *Les MAJ de l'IRPI* [en ligne], n° 36, mars 2022, p. 6

Julie Grangeon

« Le *private enforcement* au secours de la protection des consommateurs, approche de droit étranger : les États-Unis », p. 424-445 in **Mathieu Combet** (dir.), *Le droit européen de la consommation au XXI^e siècle. État des lieux et perspectives*, Bruxelles, Bruylant, collection « Droit de l'Union européenne », sous-collection « Colloques », 2022, 587 p.

Jeremy Heymann

Raiponce au prisme du droit des personnes. Le nom et la GPA dans les contes de fées, *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la culture juridique*, 2019-2020, n° 39-40, 2022, p. 301-310

« Vers un renforcement du *forum actoris* au profit du consommateur ? », in **Mathieu Combet** (dir.), *Le droit européen de la consommation au XXI^e siècle. État des lieux et perspectives*, Bruxelles, Bruylant, collection « Droit de l'Union européenne », sous-collection « Colloques », 2022, pp. 515-529

In memoriam Pierre Gothot (1935-2021), *JDI Clunet*, janvier-mars 2022, n° 1/2022

« Vol avancé de plus d'une heure = vol annulé ! », note sous CJUE, 21 déc. 2021, aff. C-263/20, *Airhelp Limited/Laudamotion GmbH*: RAE 2021/4, p. 917 et s.

Note sous CJUE, 7 avril 2022, aff. C-561/20, Q, R et S c. *United Airlines Inc.*, *JCP G*, 27 juin 2022, n° 22.

« Perte de la nationalité d'un État membre et citoyenneté de l'Union : une marge de manoeuvre étatique toujours plus restreinte », *RAE*, 2022/1, p. 133.

« De nouveaux rapports tumultueux entre le droit de l'Union et l'arbitrage. L'impérialisme revendiqué du règlement dit "Bruxelles I" », note sous CJUE, gde ch., 20 juin 2022, aff. C-700/20, *London Steam-Ship Owner's Mutual Insurance Association*, *JCP G*, 2022, 972.

« Titre 01. Les sources », in **Ph. Delebecque** (dir.), *Droit des transports 2023-2024*, Paris, Dalloz, coll. Dalloz Action, 2022, p. 2-21

«French Cour de Cassation on Brussels

I Recast and Nationality Based Jurisdiction», in *The EAPIL Blog*, 12 oct. 2022

Pierre-François Laval

« Conflit armé », in **C. Laurent-Boutot, Y. Lecuyer, D. Tharaud** (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'Homme*, éd. Pedone 2022

« Révolution et droit international », in *La crise politique en Biélorussie. Révolution ou transition*, éd. Presses de Science Po, 2022

« Remarques sur la notion de crédibilité dans le contentieux de l'asile », in **J. Ferrero, K. Neri** (dir.), *Les juges européens face aux migrations*, éd. Anthémis, 2022

Conclusions, *Le Journal du CDI*, n° spécial « Peuples, Nations, individus en péril », actes du colloque du 30 juin 2021 (UJM3) 2022, p. 63-65.

« Le conflit Ukraine/Russie devant les juridictions internationales », in *Annuaire Français du Droit International 67-2021 (AFDI)*, CNRS édition, 2022

« André Gros, juriconsulte du Ministère des affaires étrangères », in *Law(s) and International relations : actors, institutions and comparative legislations*, éd. Pedone, 2022

« Allégations de génocide au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie) - commentaire de la Cour internationale de Justice, ordonnance en indication de mesures conservatoires du 16 mars 2022 », in *Chronique de jurisprudence internationale, Revue générale de droit international public*, 2022-2, Ed. Pedone

« Les migrations face à l'exception de sécurité nationale », in *Migrations et droit international*, actes du colloque annuel de la SFDI, Paris, éd. Pedone, 2022

« Le mandat des juges de la Cour internationale de Justice (durée, réélection, limite d'âge, fonctions). Regard extérieur », in *La Cour internationale de Justice à 75*

ans. Colloque à l'occasion des 40 ans du CEDIN, éd. Pédone, 2022

« Au sujet de quelques constantes de l'externalisation. Brèves remarques sur l'accord de partenariat Royaume-Uni/Rwanda du 13 avril 2022 », in K. **Abderemane**, P.-F. **Laval** (dir.), *La déclaration Union européenne-Turquie : ambiguïtés et défaillances d'un modèle de gestion des flux migratoires*, éditions Bruylant Larcier, collection « Droit international », 2022

« **Provinces ukrainiennes et « référendums d'annexion » – au-delà des limites imposées par le droit international** », Le club des juristes, le blog, 12 octobre 2022

« Independence:International Adjudication », in *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law*, Max Planck Institute, Oxford University Press, novembre 2022

« Réagir à la guerre et faire revenir la paix ? A propos des " sanctions russes " », in L. **Potvin-Solis** (dir.), *L'Union européenne et la paix*, Larcier, 2022

« **Guerre en Ukraine : faut-il créer un tribunal spécial international pour juger le crime d'agression commis par la Russie ?** », Le club des juristes, le blog, 9 décembre 2022

Xavier Aumeran, Olivier Costa, **Pierre-François Laval**, Mathilde Sénéchal, Guerre en Ukraine et sanctions sportives, *Recueil Dalloz*, 2022, 26, pp.1319

Bernadette Le Baut-Ferrarese

« The europeanisation of renewable Energy consumption targets renewed by directive (EU) 2018/2001 », V. B. **Flatt** A. **Lopez de la Osa Escribano**, **A. Nzaou-kongo** (dir.), Westphalia Press, 2022, pp. 1-22.

Bernadette Le Baut-Ferrarese et **Étienne Durand**

« Le consommateur d'énergie », in **Mathieu Combet** (dir.), *Le droit européen de la consommation au XXI^e siècle. État des lieux et perspectives*, Bruxelles, Bruylant,

collection « Droit de l'Union européenne », sous-collection « Colloques », 2022, 587 p, pp. 145-164.

Rosalie Le Moing

L'ambivalence du rôle de la doctrine à l'égard du droit du maintien de la paix et de la sécurité internationales, *Paix et sécurité européenne et internationale*, université Côte d'Azur, 2022, n° 17

Efthymia Lekkou

Le contrat administratif européen, in *Les concepts fondateurs et les principes directeurs du droit administratif européen*, (sous la dir. sc. de Mathias Amilhat), Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2022.

Laura Letourneux

« Protecting the Borders from the Outside : An Analysis of the Status Agreements on Actions Carried Out by Frontex Concluded between the EU and Third Countries », in *European Journal of Migration and Law*, volume 24, issue 3, septembre 2022, pp. 330-356.

Gaëlle Marti

« Justice et IA : de la promesse de l'aube aux liaisons dangereuses », in *Revue pratique de la prospective et de l'innovation*, n° 1, mars 2022

« Vers une obsolescence étatique programmée ? Le dépassement de l'État à l'ère du tout numérique », in **Maxence Chambon** et **Pierre-Marie Raynal** (dir.), *L'identité de l'État dans la mondialisation*, Paris, Pédone, 2022, pp. 77-86

« Souveraineté européenne : réflexions sur les usages d'un discours politique », in **François-Vivien Guiot** (dir.), *La souveraineté européenne. Du discours politique à une réalité juridique ?*, Paris, Mare & Martin, collection « Horizons européens », 2022, pp. 231-243

Justice et intelligence artificielle : de la promesse de l'aube aux liaisons dangereuses.

Revue pratique de la prospective et de l'innovation, LexisNexis SA, 2022, n°1, mai 2022 (dossier 5)

Chronique « droit et intelligence artificielle », *JCP G*, 17 juin 2022, doctrine 760

Chronique « Intelligence artificielle et droit », **S. Merabet et L. Cluzel-Métayer** (dir.), *JCP G*, n° 48, 2022

« L'hospitalité à géométrie variable. La politique européenne d'asile à l'égard des personnes déplacées d'Ukraine », *Revue Esprit*, décembre 2022

« L'« arme » budgétaire au secours de l'État de droit », *RTDeur, Revue trimestrielle de droit européen*, 2022, 03, pp.353

Bérénice Hamidi et Gaëlle Marti

Recadrer les scènes de viol. Entretien avec Sarah Al-Matari, *La Vie des idées* [en ligne], 25 février 2022

« **#MeToo : on constate un écart entre l'image que nous nous faisons des violences sexistes et sexuelles et leur réalité** », Entretien dans *Le Monde*, 5 octobre 2022

Guilhem Mercier

Les Aïnous, de l'identité niée à la reconnaissance de peuple autochtone. **Le Journal du CDI**, n° spécial « Peuples, Nations, individus en péril ». 2022, p. 30-32.

Athénaïs Morales

Concurrence déloyale et approche mosaïque. Note sous CJUE, 21 décembre 2021, *Gtflix Tv c/ DR*, aff. C-251/20, *Gaz. Pal.*, 22 février 2022, n° 6, p. 27-29, GPL43216

Kiara Neri

« La mer et le droit à la paix », p. 135-149 in **Nicolas Guillet** (dir.), *Mer et droits fondamentaux de la personne humaine*, Bayonne, Institut francophone pour la Justice et la Démocratie-Institut Louis Joinet, collection « Colloques & Essais » : n° 144, 2022, 180 p.

Private Ships Faced with Large-Scale Res-

cue Operations at Sea – A Challenge for the Law of the Sea, *federalismi.it* [en ligne], 17 janvier 2022, n° 2/2022 : *Non-State Actors and Human Security in Navigable Spaces*, p. 75-91

« *XXe-XXIe siècle : à qui appartient la mer ?* », in *L'Histoire*, n°500, octobre 2022

Cyril Nourissat

« Questions générales sur l'accès aux droits et la mise en œuvre des règlements de l'Union européenne », in **Patrick Wautelet et Cécile Corso** (dir.), *L'accès aux droits de la personne et de la famille en Europe / Access to Personal and Family Rights in Europe*, Bruxelles, Bruylant, collection « Pratique du droit européen », 2022, 336 p., pp. 17-24

Libel shopping. Propos dénigrants diffusés sur Internet – Note sous CJUE, gr. ch., 21 décembre 2021, *Gtflix Tv*, aff. C-251/20, *Procédures*, 2022, commentaire 65

Insolvabilité transfrontière. Délai de production des créances dans une procédure secondaire d'insolvabilité – Note sous CJUE, 9^e ch., 25 novembre 2021, *NK*, aff. C-25/20, *Procédures*, 2022, commentaire 12

Contentieux du divorce. Divorce d'un époux résidant dans deux États membres de l'Union européenne – Note sous CJUE, 3^e ch., 25 novembre 2021, *IB c/ FA*, aff. C-289/20, *Procédures*, 2022, commentaire 11

À propos de la « numérisation » de la coopération judiciaire transfrontière civile, commerciale ou pénale. *Procédures*, LexisNexis, 2022, alerte 15.

Discrimination en raison de la nationalité et règles de compétence directe. Nationalité et compétence internationale. Note sous CJUE, 3^e ch., 10 février 2022, *OE*, aff. C-522/20. *Procédures*, LexisNexis, 2022, commentaire 96.

Juridiction compétente pour connaître d'une demande d'indemnisation en raison du retard d'un vol aérien. Note sous CJUE, 9^e ch., 3 février 2022, *JW e.a. c/ LOR*

Polish Airlines, aff. C-20/21. *Procédures*, LexisNexis, 2022, commentaire 97.

Vers un Code de droit international privé..., *Defrénois*, n° 18, 5 mai 2022, p. 1, n° DE-F207i8.

« II. – Circulation des personnes, services et capitaux », p. 638-654 in **Delphine Dero-Bugny** et **Cyril Nourissat**, Cour de justice et Tribunal de l'Union européenne (Première partie), *Journal du droit international (Clunet)*, avril 2022, chronique 3, p. 619-654

Gautier Bourdeaux, **Cyril Nourissat** et **Michel Menjucq**

Chronique « Droit du commerce international », *JCP G*, 2021, doctrine 148

Delphine Dero-Bugny et **Cyril Nourissat**

Cour de justice et Tribunal de l'Union européenne (Première partie). *Journal du droit international (Clunet)*, LexisNexis, 2022, n° 2, chronique.

Aubin Nzaou-Kongo

« Introduction », in *Energy Transition Law and Policy in a Climate-Constrained World*, V. Flatt, A. López de la Osa Escribano & A. Nzaou-Kongo, eds., 2022

« The Players in the New Energy System », in *Energy Transition Law and Policy in a Climate-Constrained World*, V. Flatt, A. López de la Osa Escribano & A. Nzaou-Kongo, eds., 2022

« Epilogue », in *Energy Transition Law and Policy in a Climate-Constrained World*, V. Flatt, A. López de la Osa Escribano & A. Nzaou-Kongo, eds., 2022

« Economic Sovereignty and Oil and Gas Law. Essays on Normative interactions between International Law and Constitutional Law », in *Essays in Honor of Stephen T. Zamora*, Alfonso Lopez de la Osa et James W. Skelton (ed.), 2022

« **The African Union Energy and Climate Review** », in *Yearbook of International Environmental Law*, yvac038, 2022

« **The Congo (RC) Energy and Climate Review** », in *Yearbook of International Environmental Law*, yvac026, 2022

Benjamin Boumakani et **Aubin Nzaou-Kongo**

« **Mediating Energy Resources Development and Environmental Concerns: An Initial Step Towards the Energy Transition** », in *Carbon & Climate Law Review*, Vol. 16, Issue 2, 2022, pp.129-141

Melissa K. Scanlan et **Aubin Nzaou-Kongo**

« **Prosperity in the Fossil-Free Economy: Cooperatives and the Design of Sustainable Businesses** », in *The Journal of World Energy Law & Business*, Yale University Press, volume 15, Issue 6, 2022, pp. 502-504

Ludovic Paillet

« La fondamentalisation des droits du consommateur », in **Mathieu Combet** (dir.), *Le droit européen de la consommation au XXI^e siècle. État des lieux et perspectives*, Bruxelles, Bruylant, collection « Droit de l'Union européenne », sous-collection « Colloques », 2022, 587 p., pp. 58-68

RGPD – Traitement transfrontalier – Autorités de contrôle. Commentaire de CJUE, 15 juin 2021, *Facebook Ireland*, aff. C-645/19, *JDI Clunet*, janvier-mars 2022, n° 1/2022, commentaire 5, pp. 187-209

Cyberdélits : l'instrumentalité du for du lieu de matérialisation du dommage. *Légipresse*, Victoires Éditions, 2022, pp.163.

« L'invocation du principe de confiance mutuelle en droit de la coopération judiciaire en matière civile : un mal pour un bien ? », in **F. RIEM** et **M. PELEMANS**, *La confiance mutuelle dans l'Union européenne. De l'objectif politique au principe juridique*, Mare et Martin, 2022, p.51

« Le fabuleux destin des motifs du droit dérivé devant le juge judiciaire français ou la densification normative des considérants », in **H. Gaudin**, **E. Prevedourou** et **Ch. Deliyanni**, *Le droit européen, source de*

droits, source du droit, *Etudes en l'honneur de Vassilio Skouris*, Mare et Martin, 2022.

« Quelle réparation pour le préjudice moral du fait d'une violation du droit de la protection des données ? », in *Dalloz Actu*, 26 oct. 2022

« Bis repetita placent ? Redondances et précisions sur les conditions de conservation et d'accès aux données de trafic et de localisation aux fins de lutter contre la criminalité », in *RTD eur*, 2022. 721

Antoine Petel

Proposition législative de « règlement sur les données » : quels impacts pour les administrations ?, *La Semaine Juridique - Administrations et collectivités territoriales*, LexisNexis, 2022, étude 2172.

L'« Acte sur la gouvernance des données » : l'Union européenne dévoile le premier pilier du marché européen des données, *La Semaine juridique - édition générale*, LexisNexis, 2022, 698.

Chapter 5 of the Data Act – What is the European concept of “B2G data sharing” in the Data Act proposal?, Data Act Blog Post Series, Center For IP and IT Law, KU-Leuven, June 2022

Quelle réglementation européenne sur l'intelligence artificielle ?, *I2D - Information, données & documents*, 2022/1 (n° 1), p. 22-28.

Marché européen des données : ce qu'il faut savoir, *Revue pratique de la prospective et de l'innovation*, 2 novembre 2022, pp. 38-40

Almodis Peyre

L'impact du Brexit sur les mineurs isolés à la frontière franco-britannique. *Observatoire du Brexit*, 2022.

Entrées « migrants » et « non-refoulement », in C. Laurent-Boutot, Lecuyer Y. et D. Thauraud (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'homme*, Paris, Pedone, octobre 2022, 478 p.

Loïc Robert

« The Hungarian Transit Zones in European Courts' recent case Law », in J. Ferrero et K. Neri (dir.), *Les juges européens face aux migrations – The European judges faced with migrations*, Anthémis, 2022, pp. 255-274

Mathieu Rouy

« **L'intensité de protection du bien-être animal dans l'Union européenne à l'épreuve de la liberté de religion** », p. 623-639 in *Revue semestrielle de droit animalier*, n° 2/2021 : Le bien-être animal dans l'Union européenne : le temps d'accélérer la cadence ?, Actes de la quatrième journée de la Jeune recherche de l'AFEE [en ligne], p. 535-768

Union européenne : le recours intenté par la ville de Paris à l'encontre du règlement (UE) 2016/646 est irrecevable – Cour de justice de l'Union européenne 13 janvier 2022. *AJCT*, 2022, n° 5, p. 280.

Panayotis Soldatos

De l'accord d'association UE-Ukraine à l'invasion russe : vaste programme pour une stratégie européenne de sphère géopolitique optimale et autonome, *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 15 mars 2022

La présidence semestrielle française du Conseil de l'Union européenne et ses éventuels prolongements : l'ambition et la réalité, *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 7 juin 2022.

« Qu'avons-nous fait de l'héritage, à la fois pragmatique et visionnaire, de Jean Monnet dans cette Union européenne aujourd'hui en rupture de philosophie fondatrice ? » 12 septembre 2022, à Paris, au site www.fenetreurope.com et sur www.soldatos.net

« **La Communauté politique européenne : décryptage d'une quête française de relance de l'intégration européenne** », in www.fenetreurope.com, Paris, décembre 2022

Blanche Sousi

Non, l'euro n'a pas 20 ans ! Il en a 23,
Banque-Notes Express [en ligne], 6 janvier 2022

L'Union européenne pionnière à l'ère du numérique : DSA, DMA, MiCA, DORA.
Banque-Notes Express, 2022.

« **Le Règlement MiCAR vient d'être adopté : les NFTs sont-ils réglementés ? Non, mais ...** », in *Banque-Notes Express*, 30 octobre 2022

Hélène Surrel

Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH (juillet à décembre 2021), in *Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, Titre VII, n° 8, avril 2022.

Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH, in *Les cahiers du Conseil constitutionnel*, Titre VII, n° 9, octobre 2022

« Domicile », « Donnée personnelle », in Carine LAURENT-BOUOT, Yannick LÉCUYER et Delphine THARAUD (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'homme*, A. Pedone, 2022, pp. 119-125

Laure Milano, Hélène Surrel, Katarzyna Blay-Grabarczyk et Fabien Marchadier

« La recherche d'un équilibre entre liberté de la presse et droits concurrents », RDP, 2022, pp. 912-920.

1.5. COMPTES RENDUS D'OUVRAGES | RECENSIONS | PEER REVIEW

Frédérique Ferrand

Gilles Cuniberti et **Sara Migliorini**, L'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, Commentaire du règlement UE n° 655/2014, Belgique, France, Luxembourg, Bertrange, Legitech éd., 2021, 531 p., in *RTD Eur*, 03 - octobre 2022, p. XII

Laurence Francoz Terminal

Peer review d'une contribution pour la revue *International Journal of Law, Policy and the Family*

Jeremy Heymann

Compte-rendu de l'ouvrage de **Symeon C. Symeonides**, *Choice of law in practice : a twenty-year report from the trenches*, préf. M. W. Reimann, 3 vol., Leiden, Koninklijke Brill, 2020, 1896 p., in *Rev. cit. DIP* 2022, pp. 462-464.

Ludovic Paillet

« *The practice of Judicial Interaction in the Field of Fundamental Rights. The Added Value of the Charter of Fundamental Rights of the EU* », **Frederica Casarosa et Madalina Moraru** (dir.), Cheltenham : Edward Elgar, 2022, *RTD eur.* 2022, p.VII.

2. RÉSEAUX ET PROJETS DE RECHERCHE

2.1. COLLABORATION AVEC LA COMMISSION ON EUROPEAN FAMILY LAW

La *Commission on European Family Law* est un groupe d'universitaires rédigeant, en trois langues (anglais, allemand, français) des principes européens en droit de la famille après avoir entrepris des recherches comparatives intenses donnant lieu à la publication des rapports nationaux. Au cours de cette collaboration EDIEC/CFL, cinq ouvrages sont parus, chez Intersentia, dans la collection dédiée *European Family Law* :

– *Principles of European Family Law Regarding Property, Maintenance and Succession Rights of Couples in de facto Unions*, Katharina Boele-Woelki, Frédérique Ferrand, Cristina González-Beilfuss, Maarit Jänterä-Jareborg, Nigel Lowe, Dieter Martiny et Velina Todorova, Anvers/Oxford, Intersentia, *European Family Law* : 46, 2019, 282 p. : *The CEFL has developed a comprehensive and original set of rules which may be a source of inspiration for legislating the rights and duties of couples who have not formalised their relationship. In their provisions on specific issues, the Principles opt for workable solutions which aim to avoid unnecessary hardship and disputes.*

– *Principles of European Family Law Regarding Property Relations Between Spouses*, Katharina Boele-Woelki, Frédérique Ferrand, Cristina González-Beilfuss, Maarit Jänterä-Jareborg, Nigel Lowe, Dieter Martiny et Walter Pintens, Anvers/Oxford, Intersentia, *European Family Law* : 33, 2013, 420 p. : *This book contains the Principles of European Family Law regarding Property Relations between Spouses. In these Principles, the CEFL has developed an all-inclusive set of rules for two matrimonial property regimes: the participation in acquisitions and the community of acquisitions.*

– *La capacité de l'enfant dans les droits français, anglais et écossais*, Laurence Francoz Terminal, Anvers/Oxford, Intersentia, *European Family Law* : 21, 2008, 557 p. : *L'étude de la capacité de l'enfant dans les droits français, anglais et écossais met en lumière trois approches différentes*

de la minorité. L'étude entreprise met en relief l'idée force que la capacité octroyée au mineur ne saurait l'être au détriment de la protection de sa personne, et dans une moindre mesure de celle de son patrimoine.

– *Principles of European Family Law regarding Parental Responsibilities*, Katharina Boelewoelki, Frédérique Ferrand, Cristina González-Beilfuss, Maarit Jänterä-Jareborg, Nigel Lowe, Dieter Martiny et Walter Pintens, Anvers/Oxford, Intersentia, *European Family Law* : 16, 2007, 323 p. : *In these Principles, the CEFL has developed a comprehensive and original set of rules in the field of parental responsibilities based on respect for the rights of the child, nondiscrimination and, as far as possible, self-determination. In their provisions on specific issues the Principles opt for solutions which seem to be workable and shall avoid unnecessary hardship and disputes.*

– *Principles of European Family Law Regarding Divorce and Maintenance Between Former Spouses*, Katharina Boele-Woelki, Walter Pintens, Frédérique Ferrand, Cristina Gonzálezbeilfuss, Maarit Jänterä-Jareborg, Nigel Lowe et Dieter Martiny, Anvers/Oxford, Intersentia, *European Family Law* : 7, 2004, 170 p. : *The CEFL presents its first Principles of European Family Law in the field of divorce and maintenance between former spouses. The Principles aim to bestow the most suitable means for the harmonisation of family laws in Europe. In this respect they may serve as a frame of reference for national, European and international legislatures alike.*

2.2. PROJETS EUROPÉENS

La Chaire Jean Monnet ProValUE (2022-2025)

Programme Erasmus+ : **Promotion et préservation des valeurs de l'Union européenne**
Titulaire de la Chaire : **Gaëlle MARTI**
Projet n° 101083352
Financement : **50 000 euros**
Durée : **3 ans**



Présentation

La Chaire Jean Monnet est intitulée **ProValUE** pour « **promotion et préservation des valeurs de l'Union européenne** ». Elle s'inscrit dans un contexte marqué par un double mouvement paradoxal : le premier tend à remettre en cause la primauté des valeurs de l'Union au sein de certains Etats membres (Pologne et Hongrie notamment) tandis que le second vise à l'inverse à engager une réflexion collective sur l'avenir de l'Union et sur le socle de valeurs sur lequel celle-ci repose (cf. la Conférence sur l'avenir de l'Union). Ce double mouvement invite à approfondir la question des valeurs de l'Union afin d'en promouvoir la diffusion (à l'intérieur de l'Union mais aussi en dehors de ses frontières) et d'en assurer la préservation, dans un contexte de « polycrise » à l'échelle européenne.

La Chaire ProValUE, vise à :

- **pérenniser et développer l'excellence de la formation à l'intégration européenne**, en général, et au droit communautaire, en particulier, dans l'établissement
- **diversifier et ouvrir la formation aux questions européennes à de nouveaux publics** (étudiants non spécialisés en droit de l'Union européenne, professionnels, jeunes enfants, société civile) pour rapprocher l'Union européenne de ses citoyens.
- **initier des partenariats et des coopérations européennes** dans le but de créer un réseau de chercheurs sur les thèmes couverts par la Chaire
- soutenir la diffusion des actions, événements et activités de recherche de ProValUE à grande échelle.

1/ Le **pilier FORMATION** vise à assurer un meilleur accès au droit et aux politiques de l'Union européenne pour des publics variés et de tous âges, afin de renforcer le sentiment d'appartenance à l'UE.

Ce pilier comprend plusieurs activités :

- Formation initiale : **amélioration de la qualité et de l'attractivité du droit de l'UE** pour les étudiants.
- Formation continue : création d'une formation en ligne «**Expert européen**» pour les professionnels (journalistes, décideurs publics)
- Projet pilote «**Rêve(s) d'Europe**» pour sensibiliser les jeunes enfants à l'Europe
- Organisation d'événements «société civile» dans le cadre de la «Semaine européenne».

2/ Le **pilier RECHERCHE** vise à soutenir l'activité de recherche d'universitaires expérimentés et de jeunes chercheurs spécialisés dans le droit européen.

Le thème «Promouvoir et préserver les valeurs de l'UE» donnera lieu à trois colloques internationaux (avec publication) :

- Conflits de valeurs dans l'UE (2022/2023)
- Valeurs et citoyenneté dans l'UE (2023/2024)
- Récit des valeurs et constitutionnalisation de l'UE (2024/2025)

Pour suivre les activités de la **chaire ProValUE**, retrouvez la page web dédiée sur le site web du Centre d'études européennes.

L'action Jean Monnet Network Migration and Asylum Policies Systems (2019-2022)



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Programme Erasmus+ : *Jean Monnet Network on Migration and Asylum Policies Systems (MAPS)*
Bénéficiaire du projet : Kiara Neri
Référence : 599856-EPP-1- 2018-1-IT-EPPJMO-NETWORK
Financement : 24 520 euros
Durée : 3 ans



Jean Monnet Network MAPS is born within the context of the past experiences of Jean Monnet activities carried out in University of Naples "L'Orientale". European universities have joined this project, including: National and Kapodistrian University of Athens; University of A Coruña; University Jean Moulin Lyon 3; University of Malta; Universität Innsbruck; Queen Mary University London; University Goce Delchev; University Sarajevo School of Science and Technology (SSST); Stiftung Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder).

MAPS aim to create an international platform of know-how on legal tools and best practices for stakeholders and in order to provide a coherent framework for risk assessment and sustainable management of different implementation on migration and asylum policies in EU member States.

This project is committed to promote both new content and new research and debating activities at international as well as national level in the field of the European integration studies. In particular, a comparative research will investigate differences in the asylum and migration laws and policies of Member States including their implementation under stress as a consequence of the ongoing crises in Syria, Iraq, Central and East Africa.

Starting from EU proposal of May 4, 2016 to amend the asylum system, Dublin IV, MAPS aims at highlighting key changes relating to general principles and safeguards of asylum system and the Corrective Allocation Mechanism (CAM) as regards as clearly differentiate between deficiencies in the legal design of the system and in its implementation, analysing weaknesses and the compliance with international law obligations to protect asylum claimants, refugees and migrants in general.

MAPS purpose is to become a reference points in the European Union on migration/ asylum issues areas and will take the role of multipliers and disseminate knowledge at national as international level through collecting and capitalizing information as well as provide analysis and perspectives on best practices.

At present, there is a lack of coordination between the academic institutions, the policy-makers and the civil society organizations specialized in migration and asylum seekers at national as international level, and different implementation systems of reception, asylum and inclusion policies in EU member States imply the restrain of migrants' integration process.

Among the main activities:

- teaching and e-learning;
- research groups on specific issues;
- international events (seminars, workshops and summer schools)

PROJECT COORDINATOR – CHIEF LEADER

University of Naples “L’Orientale” – Prof. Giuseppe Cataldi

PROJECT STEERING COMMITTEE

- University of Naples “L’Orientale” – Prof. Giuseppe Cataldi
- National and Kapodistrian University of Athens – Prof. Maria Gavouneli;
- The University of A Coruña – José Manuel Sobrino Heredia;
- **University Jean Moulin Lyon 3 – Dr. Kiara Neri**;
- University of Malta – Dr. Ivan Sammut;
- Universität Innsbruck – Innsbruck University – Prof. Dr. Peter Hilpold;
- Queen Mary University London – Dr. Violeta Moreno-Lax;
- University Goce Delchev – Ana Nikodinovska Krstevska;
- University Sarajevo School of Science and Technology – SSST – Dr. Maja Savic-Bojanic;
- Stiftung Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder) (Foundation European University Viadrina Frankfurt (Oder)), Prof. Dr iur. Jens Lowitzsc

DEPUTY COORDINATORS

- Dr Michele Corleto, researcher in international law – University Pegaso
- Dr Marco Fasciglione, researcher in international law – CNR/IRISS
- Dr Marianna Pace, Postdoctoral Research Fellow in international law, University of Naples “L’Orientale”

PROJECT MANAGER

- Prof. Anna De Meo
- Prof. Luigi Mascilli Migliorini
- Prof. Maria Cristina Ercolessi
- Prof. Fabio Amato
- Prof. Anna Liguori
- Prof. Adele Del Guercio
- Prof. Miguel Mellino
- Prof. Daniela Pioppi

TEACHING STAFF

- Staff member Partner: National and Kapodistrian University of Athens – Prof. Maria Gavouneli;
- The University of A Coruña – José Manuel Sobrino Heredia;
- **University Jean Moulin Lyon 3 – Dr. Kiara Neri**;
- University of Malta – Dr. Ivan Sammut;
- Universität Innsbruck – Innsbruck University – Prof. Dr. Peter Hilpold;
- Queen Mary University London – Dr. Violeta Moreno-Lax;
- University Goce Delchev – Ana Nikodinovska Krstevska;
- University Sarajevo School of Science and Technology – SSST – Dr. Maja Savic-Bojanic;
- Stiftung Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder) (Foundation European University Viadrina Frankfurt (Oder)), Prof. Dr iur. Jens Lowitzsch

RESEARCH TEAMS

Research team Unior: Prof. Anna De Meo; Prof. Luigi Mascilli Migliorini; Prof. Maria Cristina Ercolessi; Prof. Fabio Amato; Prof. Anna Liguori; Prof. Adele Del Guercio; Prof. Miguel Mellino; Prof. Daniela Pioppi; Prof. Valentina Grado; Dr Marianna Pace; Dr Angela Pacelli; Dr Anna Fazzini, Dr Giuliana Doria, Dr Michele Corleto, Dr Marco Fasciglione, Dr Valentina Rossi, Dr Giorgia Bevilacqua, Prof. Oriana Capezio

EXECUTIVE COMMITTEE

Giuliana Doria, Phd candidate – University of Naples “L’Orientale” (Tutor); Anna Fazzini, Phd candidate – University of Naples “L’Orientale” (Tutor); Angela Pacelli, Phd candidate – University of Naples “L’Orientale” (Tutor); Lorenzo Riccio, Phd candidate – University of Naples “L’Orientale” (Tutor)

PROJECT MANAGER

Dr. Benedetta Bovenzi, University of Naples “L’Orientale”

RÉALISATIONS

Parution chez Anthemis, sous la dir. de **Julie Ferrero** et **Kiara Neri**, **Les juges européens face aux migrations - The European judges faced with migrations**

25 mai 2022, Lyon

Ukraine : réflexions sur une guerre européenne
Journée d'étude réalisée dans le cadre du projet MAPS financé par les Actions Jean Monnet (dir. sc. Hugo Flavier et **Pierre-François Laval**)

19-20 mai 2022, Naples

Workshop avec les communications d'Ester del Nonno et Kiara Neri

24-25 mars 2022, Malte

Workshop

22 octobre 2021, La Corogne

Workshop avec les communications de **Pauline de Bilbao** et **Almodis Peyre**

23 septembre 2021, Chtip

Workshop avec les communications de **Liliana Haquin Sáenz** et **Mehtap Kaygusuz**

26 mars 2021, Lyon

Workshop *European Judges and Migration* (dir. sc. **Kiara Neri**)

26-27 novembre et 10 décembre 2020 :
Visioconférences, *Le rôle des agences de l'Union européenne dans le cadre de la migration* (EASO, FRA et FRONTEX)

24-25 février 2020, Sarajevo

Workshop avec les communications de **Kiara Neri** et **Loïc Robert**

23-24 septembre 2019, Naples

Réunion de lancement avec la participation de **Gaëlle Marti** et **Almodis Peyre**

L'action Marie Skłodowska-Curie *Transition Governance and Law* (2019-2022)

Programme Horizon 2020, MSC Individual Fellowship :
Transition Governance and Law
Porteur du projet : **Aubin Nzaou**
Référence : **MSCA-IF-GF-2018-845-118**
Financement : **257 000 euros**
Durée : **3 ans**



This project entitled “NGOs & Transition Governance in Law”, or abbreviated “TransGov & Law” or TGL, aims to study the role of NGOs in the governance of the energy transition from a legal point of view. In international law, the energy transition appears implicitly in Article 2 of the Paris Agreement on Climate, as one of the viable solutions likely to favor the realization of the long-term objective of limiting the rise of the average global temperature to 2° C compared to the pre-industrial level. This Agreement calls for, particularly about Articles 10 to 16, the establishment of a Global Partnership between the various actors involved in the fight against climate change. The TGL project is part of this perspective by focusing specifically on the issue of the participation of civil society (NGOs) in the implementation of the energy transition.

The energy transition is part of the European Union’s realization of an “Energy Union”, which is one of the ten priorities of this organization for 2014-2019, based on three pillars. However, the success of this transition depends on the participation of all stakeholders, whether public (States, local authorities ...) or private (civil society, NGOs, companies, etc.).

The study of the phenomenon of climate change and its consequences for the future of the planet mobilizes the researchers of the exact sciences as much as those of

the human and social sciences. Lawyers must take their full part, especially in international law (seeing that it is a global problem), but also in European law and in French and comparative law. It is important to reflect on the role of the various actors, particularly the NGOs, the rules adopted or to be adopted, the areas covered and the modalities for implementing the energy transition. I engaged in such research as part of my PhD thesis, in which I demonstrated that although the reconciliation of environmental and economic goals remains of great interest in the context of the exploitation of natural resources, it must nevertheless now be integrated into a larger framework of the energy transition. I wish to develop this reflection by orienting it on the role of the NGOs in the governance of the energy transition; a theme that is only very little explored by the legal doctrine but appearing fundamental for its success.

The TGL project aims to identify, question, and examine the role of NGOs in, at the same time, the manufacture and implementation of energy law resulting from the energy transition commitment. The new energy system, which must be set up at the international, European and national levels, derives from the legal rules. The energy transition is, in other words, mainly a legal transition. The question of the governance of this transition therefore arises. It first raises the question of the emergence of an

energy democracy: should States be the only ones to participate in this transition? It then raises the question of the reciprocal role of soft law and hard law, as well as their possible interactions in the governance of the energy transition. Based on the observation that the implementation of the latter depends to a large extent on the involvement of NGOs, the TGL project intends to show that this involvement can only be effective if certain mechanisms are put in place to this effect. Most of these mechanisms are directly related to State action, which should be verified. It is in light of these mechanisms that the analysis of the role of NGOs, as responsible partners of governments in the implementation of a sustainable transition, can be identified. But again, it is questionable whether, since the Paris Climate Agreement, States have put in place formal procedures and mechanisms for the involvement of NGOs at all levels, both in terms of rules only for the application of these rules. Finally, in the event that measures have been taken, is there a framework for dialogue or public

debate conducive to the expression, training and contribution of NGOs in this process, and then favorable to the constitution of a network of exchange and institutional partnership on the energy transition? My work will finally lead to reflect on the role of NGOs in the implementation *stricto sensu* of the energy transition. From this perspective, it will be necessary to find out whether the NGOs have put in place instruments for evaluating public policies on energy transition, likely to affect the whole process. In this context, it will also be asked whether the NGO-specific instruments of action promote the formation of advisory groups and take into consideration the jurisdictional procedures that guarantee the public interest, or private interests, in the area of energy transition. This analysis will also focus on the ambivalent role of NGOs in energy transition, especially when it comes to lobbies for sensitive issues.

Dr. Aubin Nzaou

SUPERVISORS

Professor Victor B. Flatt: Dwight Olds Chair in Law and Director of the *Center for the Environment, Energy and Natural Resources* (EENR) at the University of Houston.

Professor Bernadette Le Baut-Ferrarese: Member of the *Center for European Studies* (CEE) at University of Lyon, co-director of the Master degrees "Climate Change Law" and "Energy Law"

Main realizations 2022

June 9, 2022 : Professor Cary Coglianese (Edward B. Shils Professor of Law and Professor of Political Science; Director, Penn Program on Regulation Litigating EPA Rules) : [A Fifty-Year Retrospective of Environmental Rulemaking in the Courts](#)

June 2, 2022 : Professor Katrina Wyman (New York University School of Law): [The US Struggle to Establish a Comprehensive Legal Framework to Address Climate Change](#)

May 19, 2022 : Professor Deepa Badrinarayana (Chapman University, Fowler School of Law) : [The Pursuit of Environmental Justice](#)

May 13, 2022 : [Transition énergétique : les échelles de gouvernance](#) (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese et Aubin Nzaou-Kongo), colloque, Lyon 3

May 5, 2022 : Professor Smita Narula (Pace University Elisabeth Haub School of Law) : [Can a Right to a Healthy Environment Deliver Climate Justice?](#)

April 14, 2022 : Professor Michele Okoh (Duke University School of Law) : [Forgotten Waters](#)

April 5, 2022 : Professor Daniel E. Walters (Penn State Law) : [Grid Governance in the Energy Trilemma Era: Remediating the Democracy Deficit](#)

March 22, 2022 : Professor Michael P. Vandenberg, Vanderbilt University Law School : [Governance by Contract : The Growth of Environmental Supply Chain Contracting](#)

March 17, 2022 : Professor Daniel Magraw (Johns Hopkins School of Advanced International Studies) : [The Right to a Healthy Environment](#)

February 17, 2022 : Cymie R. Payne, Associate Professor (Rutgers University, School of Environmental and Biological Sciences and School of Law) : [Governing Climate Change and Marine Biodiversity Loss: Can We Walk and Chew Gum at the Same Time?](#)

January 20, 2022 : Professor Michael Livermore (University of Virginia School of Law) : [Reviving Rationality: Saving Cost-Benefit Analysis for the Good of the Environment and Our Health](#)

Toutes les activités TGL

2.4. PROJETS NATIONAUX

Le projet ANR JC JC MERCRO (2019-2022)

ANR Appel à projets générique 2018 : **La mer à la croisée des chemins : l'impact juridique de la superposition de régimes juridiques sur l'effectivité de la police en mer (MERCRO)**

Porteur de projet et coordinatrice : **Kiara Neri**

Référence : **ANR-18-CE39-0012-01**

Financement : **230 000 euros**

Durée : **3 ans**



La mer a toujours été un enjeu majeur pour les États et pour la communauté internationale, mais on constate qu'aujourd'hui plus que jamais, la mer est le lieu de tous les défis (économique, sécuritaire, environnemental, humain, etc.). Le défi sécuritaire est devenu un enjeu majeur pour l'Europe, le présent projet propose de se concentrer sur la criminalité en mer et sur les entraves juridiques à l'efficacité de la police sur cet espace. En effet, la porteuse du projet a eu l'occasion de constater, dans des travaux de recherches antérieurs¹, l'existence d'un nombre important de règles internationales applicable à la lutte contre la criminalité en mer, aggravée par la multiplication des acteurs de la répression. C'est précisément cet enchevêtrement de régimes juridiques distincts qui va être à l'origine de la grande complexité pour les États d'agir en mer. L'objectif recherché sera ainsi d'étudier l'impact de la superposition de corps de règles de droit international sur l'efficacité de la police en mer et de préconiser des solutions.

L'hypothèse de recherche est la suivante : le morcellement et la sectorialisation du droit de la mer et la superposition de régimes juridiques distincts entravent l'efficacité de la lutte contre la criminalité en mer. Le projet se concentrera ainsi sur les effets du morcellement et étudiera des solutions potentielles, telles que le recours au Conseil de sécurité des Nations unies. Les verrous scientifiques et les défis techniques reposent sur la manière dont la doctrine internationaliste approche depuis plus d'un siècle le droit de la mer. En effet, les chercheurs se sont spécialisés dans un domaine précis du droit de la mer, ou dans une zone géographique, ou encore dans la lutte contre un crime en particulier. Dès lors, la difficulté méthodologique sera de dépasser ce cloisonnement des savoirs et des scientifiques, hérités du morcellement du droit et de penser la lutte contre la criminalité en mer dans sa globalité.

L'objectif du projet sera de produire des résultats scientifiques importants et de faire évoluer l'état de l'art sur la question.

- Deux ouvrages scientifiques seront publiés à la suite de la tenue des conférences internationales, ainsi qu'un article dans une revue scientifique de rang A
- Le projet s'est fixé des objectifs pratiques afin que les résultats soient connus des praticiens (décideurs et acteurs de la police en mer), mais surtout qu'ils soient adaptés aux problématiques qu'ils rencontrent et qu'ils leur proposent des solutions concrètes et pratiques

- Dès lors, le projet procèdera au recensement complet des règles et régimes juridiques de droit international applicables à la lutte contre la criminalité en mer. Ce recensement s'accompagnera de la rédaction d'un rapport et d'un tableau synthétique diffusé auprès des praticiens
- Par ailleurs, les membres du projet s'engagent à rédiger des recommandations contenant une série de solutions pratiques aux problématiques envisagées

1. K. NERI (dir.), *Le Conseil de sécurité des nations unies et la mer / United Nations Security Council and the Sea*, Naples, Editoriale Scientifica, 2018, 320 p. ; K. NERI, « La responsabilité de l'État dans le cadre des opérations d'interdiction maritime », p. 557-608 in K. TRAPP et E. PAPANASTAVRIDIS (dir.), *La criminalité en mer / Criminal Acts at Sea*, Centre de recherche et d'études, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, 2014 ; K. NERI, *L'emploi de la force en mer*, Bruxelles, Bruylant, 2013, 625 p.

TRAVAUX

14 et 15 juin 2022

La réalité de la police en mer / The reality of law enforcement at sea : feedbacks from the field

Colloque final du projet de recherche MERCRO

dir. sc. **Gaëtan Balan** et **Kiara Neri**

19 avril 2022

Police en mer et police des pêches / Law enforcement at sea and fisheries

Workshop MERCRO 4

dir. sc. **Kiara Neri**

29 mars 2022

Sauvetage et migration en mer / Rescue and Migration at Sea

Workshop MERCRO 3

dir. sc. **Kiara Neri**

19 janvier 2022

Le cadre des arrestations et de l'interception en mer

Workshop MERCRO 2

dir. sc. **Kiara Neri**

24 et 25 juin 2021

The superposition of legal regimes at sea: Theoretical and practical challenges

Workshop MERCRO 1

dir. sc. **Kiara Neri**

11 mars 2019

L'adaptation du droit de la mer aux enjeux contemporains

Conférence du Commissaire général **Thierry Duchesne** et première réunion du projet

dir. sc. **Kiara Neri**



Le projet ANR ORA V *GUARDINT* (2019-2022)

Programme ANR ORA V : ***Oversight and intelligence networks: Who guards the guardians? (GUARDINT)***

Bénéficiaire : **Marie-Laure Basilien-Gainche**

Référence : **ANR-18-ORAR-0006-02**

Financement : **29 000 euros**

Durée : **3 ans**



PRÉSENTATION DU PROJET : *Researching surveillance, intelligence & oversight*

GUARDINT is a European research project that examines surveillance, intelligence and oversight. The main goal is to build empirical and conceptual tools to better understand the limits and potential of intelligence oversight mechanisms.

Teams from leading research institutions in France, Germany and the United Kingdom are contributing to the 3-year collaborative project. Cross-disciplinary in nature, our work encompasses policy and legal analysis as well as sociological and historical research.

[Learn more about the project](#)

WORKSHOP 2022 | AVIGNON | 7-9 NOVEMBRE 2022

L'équipe **GUARDINT France** (CERI de Sciences Po Paris & EDIEC de Lyon 3) a organisé le dernier workshop fermé sur la collaboration internationale des services de renseignement et la mise en place de procédures de contrôle.

Le workshop a réuni des chercheurs de Sciences Po, du King's College, de la Queen Mary University of London, de la Montclair State University (USA), Massey University (Nouvelle Zélande), ainsi que du think tank allemand participant au projet ORA à savoir le **Stiftung Neue Verantwortung (NV)**. Par ailleurs, le workshop a accueilli des représentants des services et des représentants d'organismes de contrôle. Ces derniers ont demandé à rester anonymes.

Les universitaires ayant participé au workshop sont les suivants : Prof. Didier Bigo (Sciences Po Paris), Prof. Elspeth Guild (Queen Mary University of London), Prof. Arnaud Kurze (Montclair State University), Bernardino León Reyes (PhD, Sciences Po Paris), Prof. Damien Rogers (Massey University), Roxana Vermel (Sciences Po Paris), Prof. Ben Wagner (TU Delft), Dr. Thorsten Wetzling (SNV).

Les objectifs du workshop étaient multiples : examiner les procédures de collaboration entre les services de renseignement des différents États impliqués, qu'elles soient formelles ou informelles, notamment dans une perspective transnationale ; réfléchir sur la mise en réseau

d'organismes existants (tant institutionnels qu'universitaires) pour les impliquer dans un travail collectif en vue d'élaborer des régulations et des mécanismes de contrôle ; trouver les moyens de lutter contre les pratiques de violation des droits fondamentaux des populations qui sont l'objet d'opérations coercitives et intrusives.

Le **workshop de novembre 2022** a permis de réunir les chercheurs et experts afin de discuter le rapport final qui examine les raisons avancées par les services de renseignement pour justifier de telles opérations de collaboration et qui explore les problématiques tant juridiques que politiques qui s'y rattachent. Le rapport final inclut une topographie de la problématisation de l'état actuel de la collaboration transnationale pour contrôler les activités de renseignement ainsi que des propositions pour la mise en place d'un oversight transnational des services secrets dans les démocraties occidentales, mettant l'accent sur des mesures à la fois bottom-up et top-down.

Les résultats des travaux menés lors du workshop de novembre 2022 seront disséminés publiquement à travers les réseaux institutionnels, universitaires et professionnels.

2.5. PROJETS DU SITE

Le projet bourgeois UJML3 *L'uniformité du DIP de l'UE (2023)*

Programme **BOURGEOIS** UJML3 2022 : *L'uniformité du droit international privé de l'Union européenne à l'épreuve de sa recontextualisation*

Porteur du projet : **Jeremy HEYMANN**

Référence : -

Financement : **9100 euros**

Durée : **1 an**



La construction par la Communauté économique européenne (devenue l'Union européenne) d'un système de Droit international privé, principalement fondé sur des objectifs de coopération judiciaire transfrontière et de libre circulation des décisions de justice, s'est conçue, dès les origines (1968), dans une perspective d'uniformité.

Depuis lors, l'ensemble des normes adoptées et des valeurs défendues par l'Union européenne en cette matière contribue à toujours plus d'uniformité, au moyen d'instruments législatifs (les règlements de l'Union) dont la nature même est censée garantir la réalisation de cet objectif. Pourtant, il apparaît que la diversité des cultures et ordres juridiques nationaux – au demeurant protégée (paradoxalement ?) par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne – se heurte frontalement à cet objectif d'uniformisation des normes et des valeurs de l'Union.

Il peut donc être conjecturé que les juges – et plus généralement les praticiens du droit – demeurent, dans l'exercice de leur office et de leurs fonctions, imprégnés d'une formation, de conceptions et d'impensés issus de leur droit national, ce qui invite à une recontextualisation de l'ensemble de ces normes et valeurs de l'Union à l'échelle des États membres et de la « réalité du terrain », en vue d'évaluer la pertinence de cet objectif d'uniformisation, de même que les modalités privilégiées pour l'atteindre.

OBJECTIFS ET HYPOTHESES DE RECHERCHE

L'objectif du projet est de prendre la mesure de l'uniformité des normes et valeurs défendues par l'Union dans le cadre du système de Droit international privé de l'Union qu'elle a progres-

sivement mis en place à partir de 1968 (et plus encore à partir de 2000).

L'hypothèse de la recherche est de considérer que de multiples facteurs expliquent que cette uniformité peine à être atteinte. D'un point de vue endogène, la préservation des cultures et traditions juridiques des États membres, expressément garantie par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, semble en être l'une des raisons principales. D'un point de vue exogène, la formation des praticiens du droit, ainsi que les impensés qui imprègnent leur conception du Droit et des normes et valeurs secrétées à l'échelon étatique paraît également pouvoir expliquer la conjecture selon laquelle l'uniformité prônée peine à être atteinte.

À partir d'une étude d'un concept, les « notions autonomes » du droit de l'Union, la recherche a pour ambition de démontrer que ces notions « autonomes », reflets d'un système propre – celui de l'Union – ne peuvent qu'être recontextualisées à l'échelon étatique par les praticiens du droit conduits à le mettre en œuvre. Par recontextualisation, il faut entendre un phénomène par lequel, de façon consciente ou inconsciente, les juridictions des États membres de l'Union européenne acculturent, à différents degrés, le droit de l'Union au moment de lui donner application. Le phénomène suppose l'adoption de divers comportements au moyen desquels le juge d'un État membre (re)donne au droit – supposément – uniforme une teinte nationale.

D'un point de vue scientifique, il convient d'interroger des « impensés », des a priori, qui induisent une part – à quantifier – de conception nationale dans le traitement et la mise en œuvre de normes de source européenne (dans le cadre spécifique du Droit internatio-

nal privé de l'Union). C'est pourquoi la sollicitation de partenaires établis dans certains États membres est nécessaire pour s'assurer que cette conjecture est partagée à l'échelon européen, et mesurer la part « nationale » qui imprègne l'objectif d'uniformité défendu par l'Union européenne.

Les États membres retenus (dans une première phase du projet) sont les suivants :

- Allemagne (autre État fondateur avec la France, de poids et d'influence dans la construction de l'Union sensiblement équivalents) ;
- Belgique (autre État fondateur avec la France, qui présente la particularité, par rapport à l'Allemagne et à la France, d'avoir une diversité linguistique dont l'influence sur la « recontextualisation » est à mesurer et à apprécier) ;
- Danemark (État membre ayant intégré ultérieurement le projet « communautaire » puis européen, et qui a pour particularité de n'être lié que par certains instruments uniformes – pour des raisons constitutionnelles qui lui sont propres) ;
- Pologne (État membre ayant intégré le projet européen tardivement, et dont la défense de normes et de valeurs nationales par rapport à celles du droit de l'Union fait question).

Par suite, après une première phase destinée à mettre à l'épreuve la conjecture réalisée, il est attendu une confirmation ou une infirmation du postulat du projet, ce qui permettra en toute hypothèse d'évaluer la pertinence de même que le poids de l'uniformité des normes et valeurs de l'Union sur l'ensemble du territoire des États membres. Il s'agira de continuer à interroger, tout à la fois la pertinence d'un objectif d'uniformité et l'influence du phénomène de « recontextualisation » sur celui-ci, en vue de réfléchir aux moyens et concepts pouvant améliorer la situation constatée.

Chronologie de mise en œuvre du projet

1er semestre 2023 :

Janvier-Février 2023 : conception du questionnaire.

Mars 2023 : diffusion du questionnaire auprès de praticiens du droit (dans les États membres retenus : Allemagne, Belgique, Danemark, France et Pologne).

Juin 2023 : analyse et traitement des données collectées par les différentes parties prenant part au projet.

2e semestre 2023 :

Juillet-Octobre 2023 : rédaction des rapports nationaux.

Novembre 2023 : colloque de restitution de la recherche.

Décembre 2023 : recherche de publication et de financements européens en vue d'ouvrir une seconde phase de recherche

Programme **BOURGEOIS** UJML3 2021 : **REPAIR**.
Violences sexuelles : changer les représentations sociales et culturelles, repenser les prises en charge judiciaires

Porteur du projet : **Gaëlle Marti**

Référence : -

Financement : **10 000 euros**

Durée : **1 an**



L'objectif du programme de recherche **REPAIR** était d'interroger la manière dont les représentations sociales des violences sexuelles permettent que de tels comportements aient lieu dans une impunité relative.

Il s'agissait de montrer, à partir de l'exemple des violences sexuelles, que le système juridico-judiciaire est partiellement déterminé par les cadres historiques, économiques, institutionnels, politiques et culturels dans lesquels il prend forme et sens. Cette dimension critique supposait de mettre à jour les représentations sociales (à travers les productions culturelles au sens large) qui révèlent autant qu'elles imprègnent le traitement juridique et judiciaire des violences sexistes et sexuelles.

Sur un plan méthodologique, l'ambition était de décloisonner les savoirs et les disciplines concernées par l'étude des VSS (droit, sociologie, psychologie sociale, philosophie, littérature, histoire, etc), mais aussi de faire dialoguer théoriciens, institutionnels et praticiens (du droit, du soin) afin de repenser le traitement juridique et judiciaire de ces violences et inviter à changer les représentations sociétales qui en permettent la perpétration.

Le projet REPAIR incluait également un volet de recherche expérimentale consistant en l'organisation d'un « procès fictif » permettant, dans l'espace public intermédiaire que constitue la « scène », de débattre avec un public élargi des questions sensibles et clivantes qui sont soulevées par la question des violences sexistes et sexuelles (notions de consentement, de zone grise, de culture du viol, de liberté d'expression etc.).

Le Projet REPAIR a donné lieu à **un colloque international et interdisciplinaire de 3 jours qui s'est déroulé les 3, 4 et 5 mars 2022** dans les universités Lyon 3, Lyon 2 et au théâtre de la Croix-Rousse, en partenariat avec la Métropole

de Lyon, le Barreau de Lyon et l'IUF.

Les communications peuvent être visionnées sur le **site de la webTV de Lyon 3**.

Un ouvrage collectif est en cours de réalisation (stade : relecture de l'ensemble des contributions) qui sera publié aux Presses universitaires de Rennes. La réalisation de l'ouvrage collectif s'est faite avec la collaboration de Lola Tillard (pour la transcription des tables rondes).

Le programme REPAIR a également donné lieu à deux conférences, ouvertes aux étudiants, sur la thématique des VSS et de la liberté d'expression, préalables à l'organisation du procès fictif :

Liberté de création, misogynie et démocratie, par Pierre AURIEL (7 octobre 2022)

La violence symbolique ne s'efface pas, par Gisèle SAPIRO (18 novembre 2022)

Il se poursuivra avec l'organisation d'un **procès fictif (Notre Procès)** qui sera joué au théâtre du Point du jour en version maquette le 15 juin 2023 et en version définitive en 2024, au théâtre du point du jour ainsi que dans différents lieux de diffusion du spectacle vivant. Ce projet bénéficie du soutien du GIS Genre.

Le procès fictif sera mis en scène par Gaëlle Marti et Bérénice Hamidi, avec l'aide de Manon Worms (collaboratrice artistique) et Emmanuel Manzano (cameraman). Ce procès fictif donnera lieu à un documentaire (Zone grise) qui sera réalisé en 2024/2025.

Le programme REPAIR a donné lieu à des interventions dans les médias : retrouvez-les sur la page dédiée au **projet REPAIR** sur le site du CEE.

Programme **MSH-LSE** 2021-2022 : **RGPD aware Operating System (*rgpdOS*)**

Porteur du projet : **Ludovic Pailler**

Référence : -

Financement : **12 000 euros**

Durée : **1 an**



Exposé du projet

Entré en vigueur depuis mai 2018, le règlement général sur la protection des données (RGPD) contraint les responsables de traitement et sous-traitants au respect d'un certain nombre de principes devant assurer la protection des données à caractère personnel des personnes concernées. Surtout, il opère un « changement complet de paradigme » (K. LENAERTS, « Le juge de l'Union européenne dans une Europe de la compliance », in M.-A. FRISON-ROCHE (dir.), *Pour une Europe de la compliance*, Dalloz, 2019, spéc. p. 10) en basculant vers la philosophie de la **compliance**. Cette obligation de mise en conformité est renforcée par le principe de **privacy by design**. Il impose le respect du RGPD dès la conception pour l'ensemble des outils de traitement des données. Mais marier la technique informatique et le droit n'est pas chose aisée. Ce dernier n'a pas été conçu en parfaite adéquation avec les techniques informatiques, eu égard à leur forte évolutivité. Les règles de droit ciblent principalement les opportunités et dangers que l'informatique fait naître. C'est donc à la lumière des obligations du RGPD qu'il convient de repenser l'architecture et les technologies informatiques, afin qu'elles rendent effectives la protection des données tout en préservant l'utilisabilité, la performance et l'évolutivité de l'outil.

Telle est l'ambition du projet *RGPD aware Operating System (rgpdOS)* : traduire et mettre en œuvre les exigences de la protection des données dans un outil technique au niveau du système d'exploitation, c'est-à-dire au point d'origine de la diffusion des données. Il s'agit de faire de la donnée l'élément central du système d'exploitation (ex. : *Windows, Linux*) et d'y implémenter directement les règles relatives à sa protection de sorte à concrétiser l'ambition même du RGPD qui est de garantir tout à la fois la protection des personnes concernées et la libre circulation des données.

Résultats

Au terme de cette année d'échanges scientifiques intenses, deux articles ont été produits. Le premier par les porteurs du projet en science informatique. Il formalise le projet et ses ambitions. Il est co-signé par les porteurs et les stagiaires du projet. Il a été proposé dans plusieurs conférences en science informatique.

Le second article a été rédigée dans la perspective d'une publication dans une revue juridique. Intitulé « **Protéger les données jusqu'à l'OS** », il est co-signé par les trois porteurs du projet et sa parution est actée pour un prochain numéro de la revue Dalloz IP/IT. Y sont présentés les défis et les enjeux du projet, aux fins de susciter des réactions et commentaires susceptibles de l'enrichir.

La substance de cet article a fait l'objet d'une communication sur l'actualité du droit européen de la protection des données lors d'une conférence donnée à Buenos Aires (Argentine), le 8 août 2022.

Dans sa composante juridique, le projet a vocation à se poursuivre à partir de la notion de donnée active, qui entre en résonance avec les derniers instruments de l'Union sur les données. Cette notion justifie une réflexion sur la refondation du droit de la protection des données qui tienne compte des considérations sociales, éthiques, environnementales et économiques.

TRAVAUX

Un **premier atelier « rgpdOS 1 »** s'est tenu durant la journée du **13 janvier 2022** à l'Université Jean Moulin Lyon III.

Il a donné lieu à des contributions formalisées de la part des intervenants (Pascal Kamina, Samira Merabet, Alain Tchana, Benoît Combemale, Ludovic Pailler, Johann Bourcier de l'Université Rennes I) aux fins d'identifier les enjeux et défis majeurs du projet. Plus précisément, cet atelier s'est concentré sur les contraintes juridiques et leur articulation avec les sciences informatiques. Les échanges nourris qui s'en sont suivis ont contribué à mesurer le fossé qui sépare juristes et informaticiens tant dans la compréhension mutuelle des outils et contraintes et que dans le regard porté sur les enjeux sociétaux et économiques. Cet atelier n'a pas donné lieu à la publication d'actes.

Un **deuxième atelier a été organisé le 2 mars 2022** à l'ENS en présence des trois porteurs du projet et des trois stagiaires. L'objectif était, pour Alain Tchana, d'exposer ses premières idées et premiers schémas du système d'exploitation envisagé pour le porter à la compréhension des juristes et le soumettre à l'épreuve critique. La notion de donnée active fut, pour les juristes présents, un point focal. Elle est clairement apparue comme étant l'élément à partir duquel pourrait se construire une recherche innovante en droit. Les éléments discutés et présentés ont servi de base à l'élaboration d'un article support pour des conférences et publications spécialisées en science de l'informatique.

Un **troisième atelier a été organisé à Rennes le 7 avril 2022**. Il a réuni les trois porteurs du projet et les trois stagiaires. L'objectif était d'échanger sur les objectifs et les enjeux d'un langage informatique implémentant la protection des données. Les échanges ont permis de mettre au jour la nécessité de ne pas se limiter au RGPD pour construire un système d'exploitation qui soit modulable. Ainsi les opérateurs économiques visés pourraient-ils trouver leur compte dans des fonctionnalités susceptibles d'être adaptées aux contraintes de la législation locale applicable.

Un **quatrième atelier s'est tenu le 13 mai 2022** à l'Université Jean Moulin Lyon III. Il a réuni les trois porteurs du projet, les trois stagiaires et Mme Natacha Crooks. Il a été l'occasion d'échanges informels sur l'opportunité du projet au regard de l'état de l'art en matière de bases de données et la mesure de ses ambitions scientifiques. Surtout, il a permis de préciser les implications et défis techniques à relever dans cette matière ainsi que d'affiner les conjectures de mise en œuvre de la protection des données sur ce point.

Le **dernier atelier s'est tenu le 14 décembre 2022**. Il a réuni les porteurs du projet afin de faire le point sur les avancées respectives de chacun et de déterminer les suites à donner au projet.



21 janvier 2022

2022 : L'Union européenne face à son destin. Que faut-il craindre, que faut-il espérer ?

L'état de l'Union, 3^e édition

Colloque organisé par les étudiants de Master en droit européen

(dir. sc. **Gaëlle Marti, Loïc Robert, Bernadette Le Baut-Ferrarese** et **Étienne Durand**)



17 février 2022

Projet TGL (**Aubin Nzaou**, post-doc, **Houston/Lyon**)

Governing Climate Change and Marine Biodiversity Loss: Can We Walk and Chew Gum at the Same Time?, by **Cymie R. Payne**, Associate Professor, Rutgers University, School of Environmental and Biological Sciences and School of Law

3-5 mars 2022

Colloque **REPAIR** | **Violences sexuelles : changer les représentations, repenser les prises en charge**

Colloque international organisé dans le cadre du projet bourgeon REPAIR, en partenariat avec l'université Lumière Lyon II

(dir. sc. **Bérénice Hamidi** et **Gaëlle Marti**)



Ouverture

20 m 51 s

Créé le 3 Mars 2022 à 09h00

Éric Carpano, professeur de droit public, Président de l'université Lyon 3
Nathalie Dompnier, professeure de sciences politiques, Présidente de l'université Lyon 2
Florence Delaunay, Adjointe au Maire de Lyon, déléguée aux Droits et égalités
Manuela Martini, professeure en 12 vues, 12 ce mois



17 mars 2022

Regards sur le droit international privé, 4^e édition

Colloque organisé par les étudiants de Master 2 Droit privé international et comparé

(dir. sc. **Jeremy Heymann**)

17 mars 2022

Projet TGL (**Aubin Nzaou**, post-doc, Houston/Lyon)

The Right to a Healthy Environment,
lecture by professor **Daniel Magraw**,
Johns Hopkins School of Advanced
International Studies



18 mars 2022

Les plateformes en ligne privées et le droit de l'Union européenne : deux constitutionnalismes non étatiques à la recherche de la souveraineté numérique, par le professeur **Constantin Yannakopoulos**

Visioconférence organisée par l'IDEA

(dir. sc. **Michaël Karpenschif**)

[Texte en ligne](#)



22 mars 2022

Projet TGL (**Aubin Nzaou**, post-doc, Houston/Lyon)

Governance by Contract: The Growth of Environmental Supply Chain Contracting, lecture by professor **Michael P. Vandenberg**, Vanderbilt University Law School

21-25 mars 2022

Semaine de l'Europe

(dir. sc. **Gaëlle Marti**)

21 mars | 17h00-20h00 | Europe et cinéma : **Quo Vadis, Aida?** (Jasmila Žbanić, 2020), puis débat entre la salle et **Sylvie Guillaume**, députée européenne et les jeunes bénévoles d'Amnesty International – Modération : **Maison des Européens / Europe direct Lyon Métropole**

22 mars | 17h00-20h00 | Europe et cinéma : **Great Freedom** (Sebastian Meise, 2021), puis débat entre la salle et les intervenants – Modération : **Maison des Européens / Europe direct Lyon Métropole**

23 mars | 14h00-17h00 | Europe et cinéma : **Bruxelles, ton univers impitoyable**, en présence du réalisateur **Yann-Antony Noghès**, puis débat avec la salle – Modération : **Gaëlle Marti** et **Mathieu Rouy**, doctorant

24 mars | 14h00-16h00 | Table ronde **Plateformes numériques, Intelligence artificielle, big data... vers une Europe numérique éthique, durable et compétitive ?**, avec **Frédéric Marty**, économiste, chargé de recherche CNRS, membre du collège de l'Autorité de la concurrence, au titre de personnalité qualifiée pour les professions réglementées, **Célia Zolynski**, professeure de droit privé à l'École de droit de la Sorbonne, membre du Comité national pilote d'éthique du numérique et de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme,

Antoine Petel, doctorant, et **Clémentine Pouzet**, doctorante contractuelle

24 mars | 17h00-19h00 | **Conférence sur la situation en Ukraine**, avec **Bernard Guetta**, député européen, membre de la commission affaires étrangères au Parlement européen, invité d'honneur et les communications de **Hélène Surrel**, professeure de droit public, directrice de Sciences Po Lyon, **Sandrine Cortembert**, maître de conférences en droit public, **Olivier Zajec**, professeur de sciences politiques, directeur de l'IESD et **Emmanuel Ruben**, écrivain (auteur de *Halte à Yalta*, JBZ et Cie, et de *Sur la route du Danube*, Rivages Payot)

Modération : **Gaëlle Marti**



24-25 mars 2022

Workshop MAPS à Malte

Atelier organisé dans le cadre du projet européen Jean Monnet Network MAPS

(Dir. sc. France **Kiara Neri**)





29 mars 2022

Workshop MERCRO 3

Sauvetage et migration en mer / Rescue and Migration at Sea

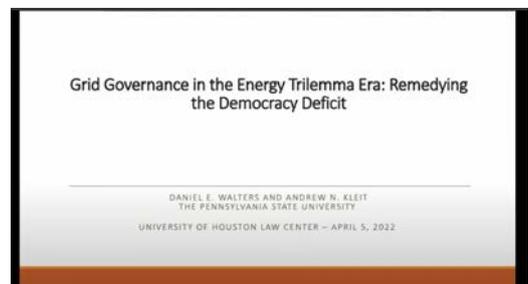
Atelier organisé dans le cadre du projet ANR JC JC MERCRO

(dir. sc. **Kiara Neri**)

5 avril 2022

Projet TGL (**Aubin Nzaou**, post-doc, Houston/Lyon)

Grid Governance in the Energy Trilemma Era: Remediating the Democracy Deficit, lecture by professor **Daniel E. Walters**, Penn State Law



14 avril 2022

Projet TGL (**Aubin Nzaou**, post-doc, Houston/Lyon)

Forgotten Waters, lecture by professor **Michele Okoh**, Duke University School of Law

19 avril 2022

Workshop MERCRO 4 : Police en mer et police des pêches / Law enforcement at sea and fisheries

Atelier organisé dans le cadre du projet ANR JC JC MERCRO

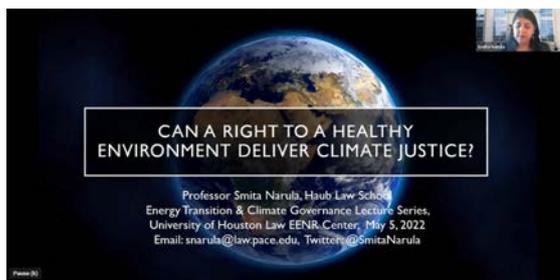
(dir. sc. **Kiara Neri**)



5 mai 2022

Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston/ Lyon)

Can a Right to a Healthy Environment Deliver Climate Justice?, lecture by professor **Smita Narula**, Pace University Elisabeth Haub School of Law



13 mai 2022

Transition énergétique : Les échelles de gouvernance

Projet TGL

VIDEO : **Première partie - Seconde partie**

(dir. sc. **Bernadette Le Baut-Ferrarese** et **Aubin Nzaou-Kongo**)



13 mai 2022

Atelier rgpdOS 2

Atelier organisé dans le cadre du projet MSH-LSE *rgpdOS*

(dir. sc. **Ludovic Pailler** et **Alain Tchana**)



19 mai 2022

Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston/Lyon)

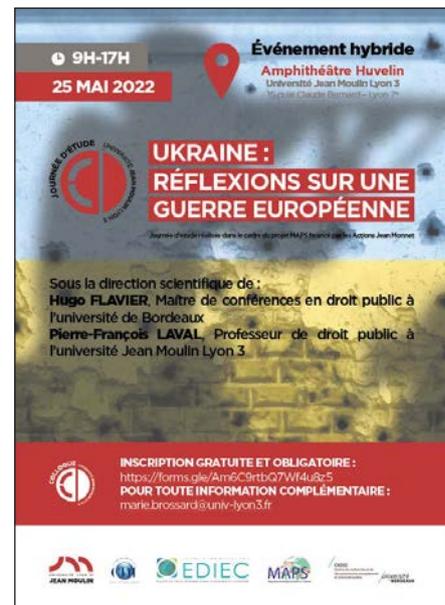
The Pursuit of Environmental Justice, lecture by professor **Deepa Badrinarayana**, Chapman University, Fowler School of Law

25 mai 2022

Ukraine : réflexions sur une guerre européenne

Journée d'étude réalisée dans le cadre du projet MAPS financé par les Actions Jean Monnet

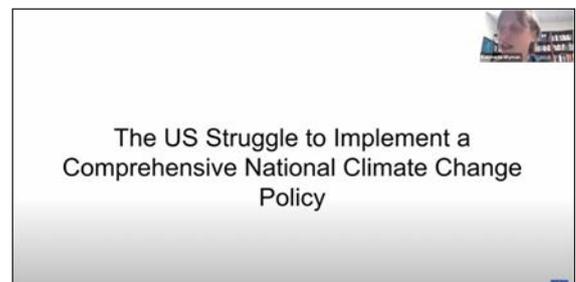
(dir. sc. **Hugo Flavier** et **Pierre-François Laval**)



2 juin 2022

Projet TGL (**Aubin Nzaou**, post-doc, Houston/Lyon)

The US Struggle to Establish a Comprehensive Legal Framework to Address Climate Change, lecture by professor **Katrina Wyman**, New York University School of Law



9 juin 2022

Projet TGL (**Aubin Nzaou**, post-doc, Houston/Lyon)

Litigating EPA Rules: A Fifty-Year Retrospective of Environmental Rulemaking in the Courts, lecture by professor **Cary Coglianese**, Edward B. Shils Professor of Law and Professor of Political Science; Director, Penn Program on Regulation

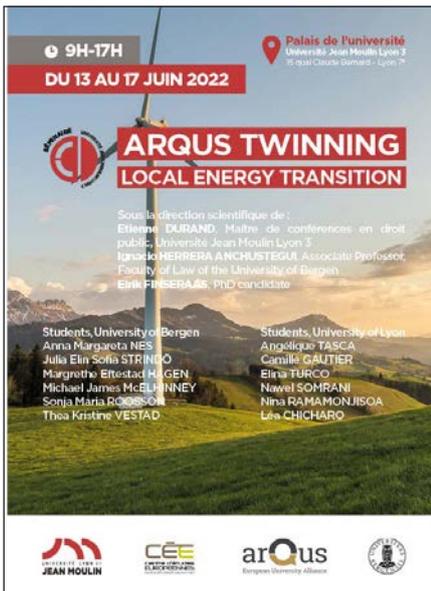


13 juin 2022

Les enjeux juridiques de l'intelligence artificielle

(dir. sc. **Gaëlle Marti** et **Mouna Mouncif-Moungache**)





Du 13 au 17 juin 2022

ARQUS TWINNING, Local energy transition

(dir. sc. **Etienne Durand**, Ignacio Herrera Anchustegui et Eirik Finseraas)



14 et 15 juin 2022

La réalité de la police en mer / The reality of law enforcement at sea : feedbacks from the field

Colloque final du projet de recherche MERCRO financé par l'ANR

(dir. sc. **Gaëtan Balan** et **Kiara Neri**)



29 juin 2022

Le clinicien dans tous ses états

5e colloque du Réseau des cliniques juridiques francophones

(dir. sc. **Ludovic Paillet** et **Xavier Aurey**)





16 septembre 2022

The handmaid's tale et le droit international public

(dir. sc. **Caroline CORNELLA, Pauline de BILBAO et Rosalie LE MOING**, Doctorantes au Centre de droit international)

Programme

30 septembre 2022

Actualité de la participation aux organisations internationales

Colloque organisé en partenariat avec la Société Française pour le Droit International (SFDI)

(dir. sc. **Julie FERRERO, Pierre-François LAVAL et Kiara NERI**)

Programme



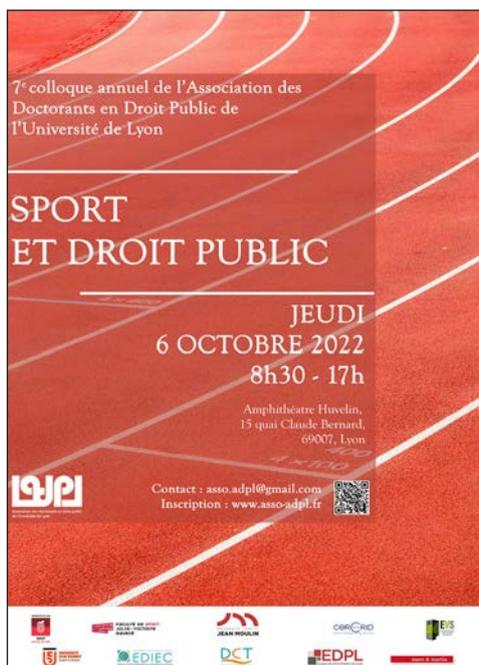
6 octobre 2022

Sport et droit public

7^e colloque annuel de l'Association des Doctorants en Droit Public de l'Université de Lyon

(dir. sc. **Hugo PETER et Florian BERGER**)

Programme



7 octobre 2022

Liberté de création, misogynie et démocratie

Conférence de **Pierre AURIEL** dans le cadre du projet bourgeon REPAIR et de l'axe GENRE du laboratoire Passages XX-XXI.

(dir. sc. **Gaëlle MARTI** et **Bérenice HAMIDI**)

Vidéo

CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
7 OCTOBRE 2022
14H00-16H00
Amphithéâtre Huvelin
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard - Lyon 7

Dans le cadre du projet Bourgeon REPAIR et de l'axe GENRE du laboratoire Passages XX-XXI
(Université Lumière Lyon 2)
En partenariat avec les Rencontres du genre - MSH Lyon Saad-Elstienne

Sous la direction scientifique de
Gaëlle MARTI, Professeure, Directrice du CEE-EDIEC Université Jean Moulin Lyon 3
Bérenice HAMIDI, Professeure en études théoriques, Université Lumière Lyon 2, Membre honoraire
de l'Institut Suppléant de France

**LIBERTÉ DE CRÉATION,
MISOGYNIE ET
DÉMOCRATIE**

Par **Pierre AURIEL**,
Docteur en droit public

INFOS
FACEDROIT.UNIV-LYON3.FR

JEAN MOULIN
CEE
EDIEC
Institut universitaire de France
msh
CONTACT
Équipe de droit international
européen et comparé
m.ediec@univ-lyon3.fr

CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
18 OCTOBRE 2022
17H00-19H00
Amphithéâtre Huvelin
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard - Lyon 7

**LA CAUSE
DES DROITS**

Diane ROMAN,
Professeure à l'École de droit public de la Sorbonne

Avec pour modérateurs :
Gaëlle MARTI, Professeure de droit public, Directrice du Centre d'Études
Européennes, Université Jean Moulin Lyon 3
Loïc ROBERT, Maître de conférences en droit public, Directeur adjoint du
Centre d'Études Européennes CEE-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3
Étienne DURAND, Maître de conférences en droit public, EDIEC-CEE, Université
Jean Moulin Lyon 3

INFOS
FACEDROIT.UNIV-LYON3.FR

INSCRIPTION GRATUITE ET OBLIGATOIRE

JEAN MOULIN
EDIEC
CEE

18 octobre 2022

La cause des droits

Conférence de **Diane Roman**, Professeure à l'école de droit public de la Sorbonne, sur son ouvrage *La cause des droits*, avec pour modérateurs :

Gaëlle MARTI, **Loïc ROBERT** et **Étienne DURAND**

Vidéo

20 et 21 octobre 2022

La conflictualité dans l'union européenne : menace existentielle ou catalyseur d'intégration ?

Colloque de lancement de la Chaire européenne Jean Monnet ProValEU.

(dir. sc. **Gaëlle MARTI** et **Loïc ROBERT**)

Programme

Vidéo partie 1

Vidéo partie 2

COLLOQUE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
FACILITÉ DE DROIT
COLLOQUE DE LANCEMENT
Chaire européenne Jean Monnet ProValEU
sur la promotion et la préservation des valeurs
de l'Union européenne

Sous la direction scientifique de
Gaëlle MARTI, Professeure de droit public, Directrice du
CEE-EDIEC, directrice de la Chaire Jean Monnet ProValEU,
Université Jean Moulin Lyon 3
Loïc ROBERT, Maître de conférences en droit public,
laboratoire du CEE-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3

**LA CONFLICTUALITÉ DANS
L'UNION EUROPÉENNE :
MENACE EXISTENTIELLE OU
CATALYSEUR D'INTÉGRATION ?**

9H30-17H30 / 9H-16H
20-21 OCTOBRE 2022
Auditorium HALBAUX
+ LIVE sur YouTube LYON 3
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard - Lyon 7

INFOS - PROGRAMME & INSCRIPTION SUR
FACEDROIT.UNIV-LYON3.FR

JEAN MOULIN
CEE
EDIEC
Financé par
l'Union européenne
Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche
Ministère de l'Économie
et des Territoires Ruraux



17 novembre 2022

La codification du droit international privé français à l'heure européenne (saison 2)
(dir. sc. Ludovic PAILLER)

Programme

Vidéos :

- Mots d'accueil
- L'influence du droit international privé de l'union sur le projet de codification française
- L'articulation des corpus européens et français dans le projet de codification française
- Remarques conclusives

18 novembre 2022

La violence symbolique ne s'efface pas

Conférence de **Gisèle SAPIRO**, Sociologue et directrice d'études au CNRS et à l'EHESS, dans le cadre du projet Bourgeon REPAIR et de l'axe GENRE du laboratoire Passages XX-XXI

(dir. sc. Gaëlle MARTI et Bérénice HAMIDI)

Vidéo



2 décembre 2022

The law applicable to choice of the court agreements under the Brussels I Bis regulation

Conférence de **Caterina Benini** dans le cadre des *Rendez-vous européens du droit international privé et comparé*

(dir. sc. **Jeremy HEYMANN**)



CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
2 DÉCEMBRE 2022
9H30-11H30
Salle Caillemier
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard - Lyon 7
Sous la direction scientifique de
Jeremy HEYMANN, Professeur Directeur du CREDIP Université Jean Moulin Lyon 3
RENDEZ-VOUS EUROPÉENS
DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET COMPARÉ
THE LAW APPLICABLE TO CHOICE OF
COURT AGREEMENTS UNDER
THE BRUSSELS I BIS REGULATION
Par Caterina BENINI,
Post-doctoral researcher in private international law,
Università Cattolica del Sacro Cuore, Milan
INFOS
FACDEDROIT.UNIV-LYON3.FR
CONTACT
ediec@univ-lyon3.fr
04 78 78 72 51



Avec le soutien
du programme ERASMUS+
de l'Union Européenne
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN
KU LEUVEN
UNIVERSITÉ DE GRENOBLE ALPES
BLENDED INTENSIVE PROGRAM
CONTEXTED
SOCIAL RIGHTS
Sous la direction scientifique de :
Gaëlle MARTI, Professeure de droit public, Directrice du
CEE-EDIEC, Porteuse de la Chaire Jean Monnet ProValue,
Université Jean Moulin Lyon 3
Loïc ROBERT, Maître de conférences en droit public,
Directeur adjoint du CEE-EDIEC, Université Jean Moulin
Lyon 3
12 TO 16 DECEMBER 2022
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN
Campus des quais/
Manufacture
Université Jean Moulin Lyon 3

Du 12 au 16 décembre 2022

Dans le cadre du programme Erasmus+,
Blended Intensive Program

CONTEXTED SOCIAL RIGHTS

(dir. sc. **Gaëlle Marti** et **Loïc Robert**)

Programme



Conférence de Laurence BÜRGORGUE-LARSEN



Vidéo training session_PAVM



Conférence d'Elisa LONCON_Hôtel de ville de Lyon

14 décembre 2022

Atelier rgpdOS 3

Atelier organisé dans le cadre du projet MSH-LSE *rgpdOS*

(dir. sc. **Ludovic Pailler** et **Alain Tchana**)



ATELIERS UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
ATELIER rgpdOS 3
14 DÉCEMBRE 2022
14H00-17H00
EN LIGNE
Sous la direction scientifique de :
Ludovic PAILLER, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3
Alain TCHANA, Professeur à l'Université Grenoble Alpes
Avec la participation :
Benoît COMBEMALE, Professeur des Universités - Université de Rennes 1
Ludovic PAILLER, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3
Alain TCHANA, Professeur à l'Université Grenoble Alpes
FACDEDROIT.UNIV-LYON3.FR
CREDIP msh crins
La Région Auvergne-Rhône-Alpes EDIEC
CONTACT
ediec@univ-lyon3.fr
04 78 78 72 51

3.2. COMMUNICATIONS (COLLOQUES, JOURNÉES D'ÉTUDES, ATELIERS, SÉMINAIRES ET CONFÉRENCES)

Gaëtan Balan

L'usage de la force par les commandos et forces spéciales dans les interceptions en mer, Workshop MERCRO 2 : *Le cadre des arrestations et de l'interception en mer* (dir. sc. Kiara Neri), Lyon, UJML3, 19 janvier 2022

Présidence de la table ronde « La police en mer et la sûreté », Colloque, *La réalité de la police en mer / The reality of law enforcement at sea : feedbacks from the field* (dir. sc. Gaëtan Balan et Kiara Neri), Colloque final du projet de recherche MERCRO financé par l'ANR, Lyon, UJML3, le 14 et 15 juin 2022

Gaëtan Balan et Kiara Neri

Direction scientifique, Colloque, *La réalité de la police en mer / The reality of law enforcement at sea : feedbacks from the field*, Colloque final du projet de recherche MERCRO financé par l'ANR, Lyon, UJML3, le 14 et 15 juin 2022.

Marie-Laure Basilien-Gainche

Déconstruire les catégorisations : saisir l'épaisseur des frontières, in séminaire mensuel du projet de recherche *Catégorisations multiples des migrants*, Centre de recherche transdisciplinaire Migrations, asile, multiculturalisme (MAM), Université Libre de Bruxelles, 25 octobre 2022.

Etudier migrations et frontières en droit de l'UE : pluralité, complexité, densité, in séminaire *Controverses sur les méthodes en droit de l'UE*, Aix-Marseille Université, 18 novembre 2022.

Pauline de Bilbao

Présidence, Workshop MERCRO 4, *Police en mer et police des pêches /Law*

enforcement at sea and fisheries (dir. sc. Kiara Neri), Atelier organisé dans le cadre du projet ANR JC JC MERCRO, Lyon, UJML3, 19 avril 2022.

Pauline de Bilbao, Caroline Cornella et Rosalie le Moing

Direction scientifique, Colloque, *The handmaid's tale et le droit international public*, UJML3, 16 septembre 2022.

Roya Pary Bouery

The role of the GLAM sector in the preservation of European cultural heritage : the restitution of artefacts looted during World War II, Workshop, *Sixth Workshop on Intellectual Property Rights in Szeged (WIPS6)* (dir. sc. reCreating Europe and inDICEs), Szeged, Hongrie, Université de Szeged, 9 et 19 juin 2022.

Yusra Chaaban

Entretien sur le Forum mondial de la jeunesse, *France 3 Corse ViaStella*, émission « Génération Méditerranée, l'hebdo », 30 janvier 2022

Initiatives présidentielles et la stratégie des femmes 2030, *El-Masraweya*, programme télévisé égyptien, 8 avril 2022.

Sandrine Cortembert

La situation de l'Ukraine au regard du droit international public, communication, *Conférence sur la situation en Ukraine* (dir. sc. Gaëlle Marti), Lyon, UJML3, 24 mars 2022

Les couloirs humanitaires, Journée d'étude *Ukraine : réflexions sur une guerre européenne* (dir. sc. Hugo Flavier et Pierre-François Laval), Lyon, UJML3, 25 mai 2022.

Etienne Durand

Propos conclusifs, Colloque TGL, *Transition énergétique : les échelles de gouvernance* (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese et Aubin Nzaou-Kongo), Lyon, UJML3, 13 mai 2022.

Direction scientifique, Séminaire, *Arqus Twinning, local energy transition*, Lyon, UJML3, du 13 au 17 juin 2022.

La faveur pour les énergies renouvelables, in Colloque *Loi Climat & Résilience : état des lieux et perspectives*, Université de Pau, 8 et 9 septembre 2022

La concertation entre Etats membres en matière de transition énergétique, Colloque *Concertation et transition énergétique*, Université de Pau, colloque des 27 et 28 octobre 2022

Hydrogène : enjeux juridiques, in *L'hydrogène pour les systèmes électriques décarbonés*, Université de Franche Comté, conférence du 10 novembre 2022

Présidence de table ronde, « L'a-conflictualité ou la conflictualité comme mode d'existence ? » *La conflictualité dans l'Union européenne : menace existentielle ou catalyseur d'intégration ?*, Université Jean Moulin 3, colloque des 20 et 21 octobre 2022.

Etienne Durand et Aubin Nzaou-Kongo

La gouvernance par les unions régionales et continentales, Colloque TGL, *Transition énergétique : les échelles de gouvernance* (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese et Aubin Nzaou-Kongo), Lyon, UJML3, 13 mai 2022.

Élise Di Roio

L'Union face aux perspectives de relance : La reprise économique et le devoir environnemental, colloque organisé par les étudiants de Master en droit européen, 2022. *L'Union européenne face à son destin : Que faut-il craindre, que faut-il espérer ?* (dir. sc. Gaëlle Marti, Loïc Robert, Étienne Durand et Bernadette Le Baut-Ferrarese),

Lyon, UJML3, 21 janvier 2022

Frédérique Ferrand

The distinction between facts and law on cassation- the evolution of the control exercised by the Court of cassation, in Colloque *Greek and French procedural systems on Cassation*, Thessalonique, 7 avril 2022, en visioconférence (contribution publiée)

Die französische Reform der vorläufigen Vollstreckbarkeit in Zivilsachen (la réforme française de l'exécution provisoire en matière civile), Conférence à l'Université de Munich (LMU), 18 juillet 2022

Les motivations récentes en procédure civile française, in *Congrès international des procédures : La procédure au service de l'humain, Hommage au Professeur Jean-François Renucci*, (dir. Yves Strickler), Université Côte d'Azur, 22 et 23 septembre 2022

The past and the Future: The French Cassation, colloque *On civil cassation and other appeals before Supreme Courts* (dir. Jordi Nieva Fienoll), Barcelone, 26 septembre 2022

Propos introductifs, colloque *La codification du droit international privé français à l'heure européenne (saison 2)*, 17 novembre 2022 (dir. L. Pailler)

Christine Ferrari-Breuer

La commande publique et les artistes, colloque *La création visuelle face aux lois*, organisé par le Centre de recherche et d'histoire inter-médias (CRHI) en partenariat avec l'Institut Droit Art et Culture (IDAC), Lyon, 4 mars 2022

Les conditions d'accès des ressortissants européens au marché des ventes volontaires aux enchères publiques, colloque *Enjeux et impacts de la loi de modernisation de la régulation du marché de l'Art - Aspects institutionnels, professionnels et économiques* (dir. sc. S. Thomasset-Pierre), Équipe de recherche Louis Jossierand,

Marylou Françoise

Formatrice et modératrice en qualité de co-directrice de la clinique juridique de Lyon 3. *Formation à la création et au développement de cliniques juridiques*, organisée par l'AUF, les 7, 8 et 9 décembre 2022 à Beyrouth (LIBAN)

Laurence Francoz Terminal

Parent légal, parent social, in *50 ans d'évolutions du droit de la famille Rencontres en hommage à Jacqueline Rubellin-Devichi*, colloque organisé par le Centre de droit de la famille et l'International Society of Family Law, Lyon (dir. sc. Hubert Bosse-Platière, Yann Favier, Hugues Fulchiron et Adeline Gouttenoire), UJML3, 24-25 mars 2022

La procréation assistée en France et les décisions clefs en matières de GPA, in *Las nuevas formas de paternidad dans le cadre du Projet européen Just Parent*, Université de Grenade, 15 décembre 2022.

Hélène Hamant

Le narratif historiographique de Vladimir Poutine et l'entrée en guerre, Journée d'étude, *Ukraine : réflexions sur une guerre européenne* (dir. sc. Hugo Flavier et Pierre-François Laval), Lyon, UJML3, 25 mai 2022.

Jeremy Heymann

Direction scientifique, colloque *Regards sur le droit international privé*, 4^e édition, organisé par les étudiants de Master 2 Droit privé international et comparé, Lyon, UJML3, 17 mars 2022

Présidence du premier panel sur le thème «Digitalisation and European Private International Law», Conférence inaugurale de l'Association européenne de Droit international privé (EAPIL - European Association of Private International Law), dir. sc. M. M. Fogt, Aarhus, Aarhus Universiteit, Juridisk Institut, 2-4 juin 2022.

Présidence du panel «Croiser les regards sur la conflictualité dans l'UE», in *La conflictualité dans l'Union européenne : menace existentielle ou catalyseur d'intégration ?*, colloque de lancement de la chaire Jean Monnet ProValUE sur la promotion et la préservation des valeurs de l'UE, (dir. sc. G. Marti et L. Robert), Lyon, 20 et 21 oct. 2022

Autonomie de la personne morale et détermination de la compétence en droit international privé, in *Que reste-t-il du principe d'autonomie de la personne morale ?* (dir. sc. R. Vabres), journée d'étude du DJCE de Lyon, Lyon, 4 nov. 2022

Réflexions sur la perte de nationalité : le point de vue états-unien, in *La perte de nationalité*, séance consacrée aux «tendances du droit comparé», séminaire annuel (dir. sc. S. Corneloup et d'E. Pataut), Paris, 16 nov. 2022

Une codification complémentaire du droit international privé de l'Union ?, in *La codification du droit international privé français à l'heure européenne (Saison 2)* (dir. sc. L. Pailler) Colloque Lyon 3, 17 nov. 2022

Vers un renforcement du forum actoris au profit du consommateur, in *Droit européen de la consommation au XXI^{ème} siècle : questions choisies* (dir. sc. E. Poillot), conférence, Luxembourg, 18 nov. 2022

Direction scientifique, Conférence *Rendez-vous européens du Droit international privé et comparé*, conférence CREDIP, Lyon 3, 2 décembre 2022

Michaël Karpenschif

Direction scientifique, visioconférence *Les plateformes en ligne privées et le droit de l'Union européenne : deux constitutionnalismes non étatiques à la recherche de la souveraineté numérique*, par le professeur Constantin Yannakopoulos, Lyon, IDEA, 18 mars 2022

Pierre-François Laval

Comprendre la guerre en Ukraine. Origine, implications, conférence organisée par la

Mairie du premier arrondissement de Lyon,
14 mars 2022

La guerre en Ukraine : enjeux humains, juridiques, culturels, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, Villeurbanne, 5 avril 2022

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, table ronde organisée par la Faculté des Langues, Université Jean Moulin – Lyon III, 7 avril 2022

Guerre en Ukraine et Sanctions sportives, conférence avec Oliver Costa et Mathilde Sénéchal, UJM3, 18 mai 2022

Le discours de l'agressé, Journée d'étude, *Ukraine : réflexions sur une guerre européenne* (dir. sc. Hugo Flavier et Pierre-François Laval), Lyon, UJML3, 25 mai 2022

Les sources internationales et européennes, *Conférence de méthodologie, Les sources de la science du droit*, deuxième rencontre doctorale entre l'Association des Doctorants en Droit Public de l'Université de Lyon (A.D.P.L) et l'Association Clermontoise des Doctorants en Droit et Sciences politiques (A.C.D.D), 17 juin 2022

L'accord migratoire Royaume-Uni/Rwanda du printemps 2022, Doctoriales de l'Université de Côte d'Azur, réseau EMOJIE, Milan, septembre 2022

Propos introductifs, *Actualité de la participation aux organisations internationales*, Journée d'études de la Société française pour le droit international, 30 septembre 2022

Pierre-François Laval et Hugo Flavier

Direction scientifique, Journée d'étude, *Ukraine : réflexions sur une guerre européenne*, Lyon, UJML3, 25 mai 2022.

Bernadette Le Baut-Ferrarese

Présidence de la table ronde « L'Union face aux perspectives de relance : La reprise économique et le devoir environnemental », colloque organisé par les étudiants de Master en droit européen, 2022. *L'Union européenne face à son destin : Que faut-il*

craindre, que faut-il espérer ? (dir. sc. Gaëlle Marti, Loïc Robert, Étienne Durand et Bernadette Le Baut-Ferrarese), Lyon, UJML3, 21 janvier 2022

Les objectifs climatiques récents de l'UE à l'épreuve de son droit sur l'énergie, colloque organisé par les étudiants de Master en droit européen, 2022. *L'Union européenne face à son destin : Que faut-il craindre, que faut-il espérer ?* (dir. sc. Gaëlle Marti, Loïc Robert, Étienne Durand et Bernadette Le Baut-Ferrarese), Lyon, UJML3, 21 janvier 2022

Présidence de la table ronde « L'échelle étatique », Colloque TGL, *Transition énergétique : les échelles de gouvernance* (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese et Aubin Nzaou-Kongo), Lyon, UJML3, 13 mai 2022.

Bernadette le Baut-Ferrarese et Aubin Nzaou-Kongo

Direction scientifique, Colloque TGL, *Transition énergétique : les échelles de gouvernance*, Lyon, UJML3, 13 mai 2022.

Bernadette Le Baut-Ferrarese, Leonard M. Baynes, Victor Flatt

Propos introductifs, Colloque TGL, *Transition énergétique : les échelles de gouvernance* (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese et Aubin Nzaou-Kongo), Lyon, UJML3, 13 mai 2022.

Laura Letourneux

The Refugee Crisis in Ukraine, communication, *Workshop Maps: Migration and Border Management. Challenges and Perspectives for Reform*, Malte, Università ta Malta, Faculty of Laws (Department of European and Comparative Law), 25 mars 2022

Gaëlle Marti

Direction scientifique, *Semaine de l'Europe*, Lyon, UJML3, du 21 au 25 mars 2022

Direction scientifique, table ronde *Régulation des plateformes en Europe*, Lyon, UJML3, 24 mars 2022

Direction scientifique, *Conférence sur la situation en Ukraine*, avec le député européen Bernard Guetta, Lyon, UJML3, 24 mars 2022

Communication, *Résonances*, en marge du spectacle de Tiphaine Raffier « La réponse des hommes », Villeurbanne, TNP, février 2022

Présidence de la table ronde « L'Union face aux perspectives de tensions : Le cas symptomatique des migrations », colloque organisé par les étudiants de Master en droit européen, 2022. *L'Union européenne face à son destin : Que faut-il craindre, que faut-il espérer ?* (dir. sc. Gaëlle Marti, Loïc Robert, Étienne Durand et Bernadette Le Baut-Ferrarese), Lyon, UJML3, 21 janvier 2022

Direction scientifique, Séminaire, *Les enjeux juridiques de l'intelligence artificielle*, Lyon, UJML3, 13 juin 2022.

Gaëlle Marti, Loïc Robert, Étienne Durand et Bernadette Le Baut-Ferrarese

Direction scientifique, colloque organisé par les étudiants de Master en droit européen, 2022. *L'Union européenne face à son destin : Que faut-il craindre, que faut-il espérer ?*, Lyon, UJML3, 21 janvier 2022

Gaëlle Marti et Bérénice Hamidi

Direction scientifique, colloque international *REPAIR, Violences sexuelles : changer les représentations, repenser les prises en charge*, Projet REPAIR, Lyon, UJML3, 3-5 mars 2022

« Introduction : recadrer la scène des violences sexuelles », colloque international *REPAIR, Violences sexuelles : changer les représentations, repenser les prises en charge* (dir. sc. Bérénice Hamidi et Gaëlle Marti), Projet REPAIR, Lyon, UJML3, 3-5 mars 2022

Modération de la table ronde « **Les narrations médiatiques : personnages et in-**

trigues », colloque international *REPAIR, Violences sexuelles : changer les représentations, repenser les prises en charge* (dir. sc. Bérénice Hamidi et Gaëlle Marti), Projet REPAIR, Lyon, UJML3, 3-5 mars 2022

Modération de la table ronde « **Rendre visibles, rendre dicibles les violences sexuelles au travail. Focus enseignement supérieur et spectacle vivant** », colloque international *REPAIR, Violences sexuelles : changer les représentations, repenser les prises en charge* (dir. sc. Bérénice Hamidi et Gaëlle Marti), Projet REPAIR, Lyon, UJML3, 3-5 mars 2022

Présidence de la séance « **Repenser le consentement** », colloque international *REPAIR, Violences sexuelles : changer les représentations, repenser les prises en charge* (dir. sc. Bérénice Hamidi et Gaëlle Marti), Projet REPAIR, Lyon, UJML3, 3-5 mars 2022

Direction scientifique, **Liberté de création, mysogynie et démocratie**, Conférence de Pierre AURIEL, Projet REPAIR, Lyon UJM3, 7 octobre 2022

Direction scientifique, *La violence symbolique ne s'efface pas*, Conférence de Gisèle SAPIRO, Lyon 2, Projet REPAIR, 18 novembre 2022

Gaëlle Marti et Mathieu Rouy

Modération, ciné-débat *Bruxelles, ton univers impitoyable*, en présence du réalisateur Yann-Antony Noghès, Lyon, UJML3, 23 mars 2022

Gaëlle Marti, Loïc Robert, Étienne Durand

Modérateur, *La cause des droits*, Conférence de Diane ROMAN, 18 octobre 2022

Gaëlle Marti et Loïc Robert

Direction scientifique, *La conflictualité dans l'UE : menace existentielle ou catalyseur d'intégration*, colloque de lancement de la chaire Jean Monnet ProValUE sur la promotion et la préservation des valeurs de l'UE, Lyon les 20 et 21 octobre 2022

Direction scientifique, Contexted Social Rights, Blended Intensive Program (Lyon, Leuven, Padova), 12-16 December 2022

Kiara Neri

Direction scientifique, Workshop MERCRO 3 : *Sauvetage et migration en mer / Rescue and Migration at Sea*, Lyon, UJML3, 29 mars 2022

Juridictions internationales et violences sexuelles, colloque international REPAIR, *Violences sexuelles : changer les représentations, repenser les prises en charge* (dir. sc. Bérénice Hamidi et Gaëlle Marti), Projet REPAIR, Lyon, UJML3, 3-5 mars 2022

Direction scientifique, Workshop MERCRO 2 : *Le cadre des arrestations et de l'interception en mer* (dir. sc. Kiara Neri), Lyon, UJML3, 19 janvier 2022

Les conditions des arrestations en mer au regard de la Convention de Montego Bay, Workshop MERCRO 2 : *Le cadre des arrestations et de l'interception en mer* (dir. sc. Kiara Neri), Lyon, UJML3, 19 janvier 2022

Direction scientifique, Workshop MERCRO 4, *Police en mer et police des pêches / Law enforcement at sea and fisheries*, Atelier organisé dans le cadre du projet ANR JC JC MERCRO, Lyon, UJML3, 19 avril 2022.

Propos introductifs : La mer superposition des régimes juridiques en mer, Colloque, *La réalité de la police en mer / The reality of law enforcement at sea : feedbacks from the field* (dir. sc. Gaëtan Balan et Kiara Neri), Colloque final du projet de recherche MERCRO financé par l'ANR, Lyon, UJML3, le 14 et 15 juin 2022.

« Security Council, international peace and security and the sea: the use of maritime resolutions », in *Effectiveness of UNCLOS Revisited Hosted by Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Korea*, Seventh International Conference on the Law of the Sea Law of the Sea for the Next Generation, Korean Society of International Law and the International Tribunal for the Law of the Sea, November 15 –17 2022

« Privatisation of maritime security », in *The*

next 40 years, UN Convention on the Law of the Sea at 40, Athènes, 30 novembre et 1er décembre 2022.

Kiara Neri et Ignacio Herrera Anchustegui

La gouvernance internationale, Colloque TGL, *Transition énergétique : les échelles de gouvernance* (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese et Aubin Nzaou-Kongo), Lyon, UJML3, 13 mai 2022.

Kiara Neri, Julie Ferrero et Pierre-François Laval

Direction scientifique, Colloque, Société française pour le Droit International (SFDI), *L'actualité de la participation aux organisations internationales*, UJML3, 30 septembre 2022.

Aubin Nzaou-Kongo

Direction scientifique, visioconférence **Governance by Contract: The Growth of Environmental Supply Chain Contracting**, by professor Michael P. Vandenberg, Vanderbilt University Law School, 22 mars 2022

Direction scientifique, visioconférence **The Right to a Healthy Environment**, by professor Daniel Magraw, Johns Hopkins School of Advanced International Studies, 17 mars 2022

Direction scientifique, visioconférence **Governing Climate Change and Marine Biodiversity Loss: Can We Walk and Chew Gum at the Same Time?**, by Cymie R. Payne, Associate Professor, Rutgers University, School of Environmental and Biological Sciences and School of Law, 17 février 2022

Direction scientifique, visioconférence **Re-viving Rationality: Saving Cost-Benefit Analysis for the Good of the Environment and Our Health**, by professor Michael Livermore, University of Virginia School of Law, 20 janvier 2022

Présidence de la table ronde « L'échelle non-étatique », Colloque TGL, *Transition énergétique : les échelles de gouver-*

nance (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese et Aubin Nzaou-Kongo), Lyon, UJML3, 13 mai 2022.

Direction scientifique, visioconférence **Grid Governance in the Energy Trilemma Era: Remedying the Democracy Deficit** by professor Daniel E. Walters, Penn State Law, 5 avril 2022.

Direction scientifique, visioconférence **Forgotten Waters** by professor Michele Okoh, Duke University School of Law, 14 avril 2022.

Direction scientifique, visioconférence **Can a Right to a Healthy Environment Deliver Climate Justice?** by professor Smita Narula, Pace University Elisabeth Haub School of Law, 5 mai 2022.

The African Union and the Governance of the Energy Transition in the Era of the Anthropocene, in *Conference on The Scales of Governance of the Energy Transition*, University of Houston Law Center, and University of Lyon 3, May 13, 2022

Moderator/Chair, "Panel on Non-State Actors and the Energy and Climate Transition," in *Conference on The Scales of Governance of the Energy Transition*, University of Houston Law Center, and University of Lyon 3, May 13, 2022

Direction scientifique, visioconférence **The Pursuit of Environmental Justice** by professor Deepa Badrinarayana, Chapman University, Fowler School of Law, 19 mai 2022.

Direction scientifique, visioconférence **The US Struggle to Establish a Comprehensive Legal Framework to Address Climate Change** by professor Katrina Wyman, New York University School of Law, 2 juin 2022.

Direction scientifique, visioconférence **Litigating EPA Rules: A Fifty-Year Retrospective of Environmental Rulemaking in the Courts** by professor Cary Coglianese, Edward B. Shils Professor of Law and Professor of Political Science; Director, Penn Program on Regulation, 9

juin 2022.

Climate Justice in a Climate-Constrained World: Non-State Actors, Climate Litigation and the Shaping of the Energy Transition, in *Conference on Local Energy Transition*, European University Alliance, University of Bergen and University of Lyon 3 (Lyon, France) June 16, 2022

Direction scientifique, visioconférence , **Lessons from the U.S. Experience**, by Professor E. Donald Elliott, George Mason University Antonin Scalia Law School, on Environmental Law, Environment Energy and Natural Resources Center, University of Houston Law Center (Houston, Texas, U.S.) June 23, 2022

The African Union and the Digitalized Governance of the Energy and Climate Transition: AU Bodies, Non-State Actors, and the Pursuit of Energy Efficiency, in *Conference on The Digitalizing Continent: Examining Challenges and Opportunities of Digital Transformation for Africa*, The Competence Center for African Research, University of St. Gallen (St. Gallen, Switzerland) July 13, 2022

The African Union and the Governance of the Climate-Energy Nexus, in *11th Annual Conference of the African Society of International Law, Africa and the Challenge of Climate Change* (Cairo, Egypt), October 28-29, 2022

Direction scientifique, visioconférence , **Expediting the Approval of Renewable Energy Projects** by Professor Michael Gerrard, Columbia University Law School, Environment, Energy & Natural Resources (EENR) Center, University of Houston Law Center (Houston, Texas, U.S.) December 8, 2022

Ludovic Pailler

Les difficultés liées à la traduction du droit en langage informatique, *Atelier rgpdOS 1* (dir. sc. Ludovic Pailler et Alain Tchana), Lyon, UJML3, 13 janvier 2022

Localisation du dommage en matière

d'atteinte à la vie privée, in *La localisation du dommage en droit international privé* (dir. sc. O. Boskovic et C. Kleiner), 30 et 31 mai 2022, Université Paris-Cité

Droit civil, in *Le juge français et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne* (dir. sc. R. Tinière), 3 juin 2022, ENM

La protection des données en Europe, Conférence à la Chambre de commerce internationale franco-argentine, 8 août 2022.

Les questions sociétales, nouvel écueil de la primauté, in *La primauté du droit de l'Union européenne. Nouveaux visages, nouvelles questions, nouveaux raisonnements* (dir. H. Gaudin), Palais du Luxembourg, le 7 oct. 2022.

La conciliation de la protection des données et des moyens de paiement, in *Les défis juridiques de l'évolution du paiement* (dir. A. Maymont), Clermont-Ferrand, le 14 oct. 2022

La compétence des fors européens dans la mise en oeuvre de la loi par les autorités administratives et judiciaires, in *Gouvernance de l'intelligence artificielle dans l'Union européenne : quelle place pour la protection des consommateurs* (dir. M. Ho-Dac et C. Pellegrini), Douai, 15 et 16 déc. 2022

Ludovic Paillet et Alain Tchana

Direction scientifique, Atelier *rgpdOS 1*, organisé dans le cadre du projet MSH-LSE *rgpdOS*, Lyon, UJML3, 13 janvier 2022

Ludovic Paillet et Enola Heranval

Direction scientifique, conférence de la Clinique juridique *Quels droits pour les étudiants en situation de handicap ? À l'Université et dans la vie active*, Lyon, UJML3, 9 mars 2022

Ludovic Paillet et Xavier Aurey

Direction scientifique, Colloque, *Le clinicien dans tous ses états*, 5e colloque

du Réseau des cliniques juridiques francophones, Lyon, UJML3, 29 juin 2022.

Antoine Petel

Modération, table ronde *Régulation des plateformes en Europe* (dir. sc. Gaëlle Marti), Lyon, UJML3, 24 mars 2022

Intervention, Séminaire *Les enjeux juridiques de l'intelligence artificielle* (dir. sc. Gaëlle Marti et Mouna Mouncif-Moun-gache), Lyon, UJML3, 13 juin 2022.

Almodis Peyre

Modération, Workshop *MERCRO 3 : Sauvetage et migration en mer / Rescue and Migration at Sea* (dir. sc. Kiara Neri), Lyon, UJML3, 29 mars 2022

Le contrôle des frontières européennes, une impasse pour les ressortissants afghans, colloque organisé par les étudiants de Master en droit européen, 2022. *L'Union européenne face à son destin : Que faut-il craindre, que faut-il espérer ?* (dir. sc. Gaëlle Marti, Loïc Robert, Étienne Durand et Bernadette Le Baut-Ferrarese), Lyon, UJML3, 21 janvier 2022

Clémentine Pouzet

Modération, table ronde *Régulation des plateformes en Europe* (dir. sc. Gaëlle Marti), Lyon, UJML3, 24 mars 2022

Intervention, Séminaire *Les enjeux juridiques de l'intelligence artificielle* (dir. sc. Gaëlle Marti et Mouna Mouncif-Moun-gache), Lyon, UJML3, 13 juin 2022.

Le droit aux prises des incertitudes de l'intelligence artificielle, Rencontres des Jeunes Chercheurs en Intelligence Artificielle (Évènement affilié à PFIA 2022), Saint-Etienne, École des Mines, 30 juin et 1^{er} juillet 2022.

Le rééquilibrage environnement-numérique au niveau européen : un élan encore insuffisant, in *Journée d'étude : « Numérique et environnement : quelle conciliation par le droit ? »* Ministères de l'Écologie de l'Énergie et des Territoires,

Université Paris Nanterre, 21 octobre 2022.

L'intelligence artificielle et ses enjeux, Communication Lycée Saint Marc, Lyon, 8 novembre 2022

Loïc Robert

Les violences sexistes et sexuelles devant la Cour européenne des droits de l'Homme, colloque international REPAIR, *Violences sexuelles : changer les représentations, repenser les prises en charge* (dir. sc. Bérénice Hamidi et Gaëlle Marti), Projet REPAIR, Lyon, UJML3, 3-5 mars 2022

Le rapatriement en France des enfants de djihadistes, colloque de l'Association du Collège de droit, en partenariat avec l'association Poli'gones et l'association AJ Amnesty Sciences Po Lyon, Lyon, UJML3, 31 janvier 2022

Mathieu Rouy et Pauline Dupont

L'appréciation de l'identité nationale saisie par le(s) juge(s) : nouvelle source de conflits ou nouvelle forme de dialogue ?, in *La conflictualité dans l'UE : menace existentielle ou catalyseur d'intégration*, Lyon (dir. Gaëlle Marti et Loïc Robert), colloque les 20 et 21 octobre 2022

Théo Sougy

« Rien ne se crée, tout se transforme » : le plagiat et la liberté créative de l'auteur, colloque *La création visuelle face aux lois*, organisé par le Centre de recherche et d'histoire inter-médias (CRHI) en partenariat avec l'Institut Droit Art et Culture (IDAC), Lyon, 4 mars 2022

Hélène Surrel

La Russie et le Conseil de l'Europe : du bras de fer au retrait, in *Conférence sur la situation en Ukraine* (dir. sc. Gaëlle Marti), Lyon, UJML3, 24 mars 2022

Blanche Sousi

Présidence et propos introductifs, « Le contexte européen du paiement », *Les défis juridiques de l'évolution du paiement*, (dir. Anthony Maymont), Ecole de droit, Centre Michel de l'Hospital, Université Clermont-Auvergne, 14 octobre 2022

Présidence et Communication, « Une future réglementation européenne (ou française) spécifique aux NFTs ? », *La réglementation des NFTs d'œuvre d'art en question*, organisé par l'Institut Art & Droit, Paris, 16 décembre 2022

4.1. SOUTENANCES DE THÈSES



© Vicente Guazzini

Vicente Guazzini

Analyse critique de la protection juridique des investissements étrangers, un régime déséquilibré au détriment de l'État

Thèse en droit international et relations internationales, dirigée par **Kiara Neri**

Soutenue le 14 février 2022

Résumé :

Le régime juridique de protection des investissements étrangers dans sa forme actuelle est le résultat d'un grand nombre de développements historiques, juridiques et économiques.

Aujourd'hui, la clé de voûte de ce régime est le mécanisme de règlement des différends entre investisseur et État basé sur traité (RDIE), un dispositif judiciaire permettant aux investisseurs étrangers de porter devant un tribunal arbitral ad hoc des réclamations relatives à la violation présumée d'une obligation de traitement par l'État d'accueil, couverte par un traité signé entre ce dernier et l'État d'origine de l'investisseur.

Cette étude analyse l'influence que ce régime juridique et son mécanisme de règlement des différends exercent sur l'État, sur les interactions de celui-ci avec les investisseurs étrangers et sur l'exercice de ses prérogatives réglementaires souveraines.

Ce travail examine ainsi les facteurs internes et externes qui façonnent cette influence sur l'État, et qui découlent des confrontations géopolitiques historiques, des effets économiques de la mondialisation, des évolutions jurisprudentielles et des dysfonctionnements systémiques affectant le mécanisme d'arbitrage.

Blanche Tinguely

La distribution sur Internet. Contribution à l'appréciation du régime des accords verticaux en droit de la concurrence européen, français et suisse

Thèse en cotutelle de droit comparé, dirigée par **Cyril Nourissat** et **Vincent Martenet**, professeur ordinaire à l'université de Lausanne

Soutenue le 18 février 2022



© Frédéric de la Mure

Résumé :

La question du traitement de la distribution sur Internet dans le régime – européen, français et suisse – des accords verticaux se pose avec une particulière acuité à l'approche de l'échéance, en mai 2022, du règlement d'exemption n° 330/2010 et des Lignes directrices qui l'accompagnent.

La présente étude formule des propositions d'évolution de ces textes (ainsi que des textes suisses, qui s'en inspirent largement), en se basant sur la démonstration du caractère unitaire de la distribution et l'appréciation du traitement actuel de la distribution sur Internet. La distribution sur Internet est une activité d'intermédiation assurée par des intermédiaires, dont l'intervention permet à l'offre et à la demande de se rencontrer dans des points de vente virtuels ; la convergence des canaux de distribution accroît leur degré de substituabilité, et donc l'identification de marchés pertinents intégrant à la fois les ventes en ligne et hors ligne.

Les risques de déstabilisation des réseaux de distribution – dont l'économie repose sur une logique de fermeture présumée favoriser la concurrence – qu'emporte la politique de libération des ventes en ligne peuvent être palliés, dans la mesure où : la distinction entre ventes actives et ventes passives est efficace pour préserver les exclusivités – à condition d'en avoir une lecture modernisée ; la notion de point de vente virtuel fonde et limite le pouvoir de contrôle du fournisseur sur le nombre et la qualité des points de vente virtuels de ses distributeurs (click and mortar et pure players), ainsi que sur leur référencement auprès de marketplaces ; s'agissant des pratiques de contrôle tarifaire (qui sont encore plus vulnérables au droit de la concurrence lorsqu'elles portent sur les prix de vente en ligne), devrait primer une considération a priori positive des pratiques de double prix.



© Véronique Gervasoni

Julie Grangeon

La contribution de l'action privée à la mise en œuvre du droit de l'Union européenne. Étude en droit de la concurrence à la lumière du private enforcement en droit américain

Thèse en droit international, européen et comparé, dirigée par **Éric Carpano**

Soutenue le 25 mars 2022

Résumé :

Intraduisible littéralement, le private enforcement est, par commodité, assimilé au contentieux subjectif et à l'action civile des victimes qui souhaitent obtenir réparation. Pourtant, son appréhension dans le contexte culturel et juridique américain comme dans celui de l'Union nuance cette assimilation traditionnelle.

Ce concept se conçoit à l'origine aux États-Unis comme un mécanisme de contribution des particuliers à la réalisation du droit fédéral. Par la consécration d'un droit d'action en justice, le Congrès cherche à assurer conjointement l'effectivité de la protection personnelle du requérant et celle des règles fédérales.

Cette logique fonctionnelle a trouvé un écho particulier en droit de l'Union depuis l'arrêt Van Gend en Loos de 1963.

Cela étant, à travers l'exemple du droit de la concurrence, ce travail vise, dans une perspective comparative, à démontrer que cette démarche libérale consistant à instrumentaliser l'intérêt individuel au service de l'intérêt objectif de mise en œuvre des règles présente aujourd'hui des limites.

Le champ de l'étude est plus précisément le reflet d'un dévoiement du private enforcement au détriment aussi bien de la protection subjective du requérant que de celle de l'ordre concurrentiel.

La thèse se propose ainsi, dans un champ plus prospectif, un dépassement de cette instrumentalisation originelle au profit d'un renouvellement du rôle du particulier dans la mise en œuvre du droit objectif dans le champ de l'Union européenne.

Ali Alenezi

L'efficacité des mesures provisoires et conservatoires dans l'arbitrage interne. Etude du droit français et du droit koweïtien.

Thèse de droit international comparé dirigée par **Cyril Nourissat**

Soutenue le 30 août 2022



© Ali Alenezi

Résumé :

En droits français et koweïtien, il existe une juridiction de référé quelque soit la matière. Cette juridiction a le pouvoir de prendre des mesures provisoires et/ou conservatoires pour régler momentanément une situation urgente ou pour sauvegarder provisoirement et rapidement un droit dans l'attente qu'un jugement au fond soit rendu. Toutefois, en matière arbitrale, le juge étatique n'est pas le seul compétent pour pouvoir prendre lesdites mesures. En effet, l'arbitre désigné dans la convention d'arbitrage dispose également de cette prérogative. À ce titre, les juges étatiques ou arbitraux français et koweïtiens, bénéficient de points forts mais également de faiblesses lorsqu'ils rendent ces mesures. D'une part, les juges des référés français et koweïtiens disposent de toutes les prérogatives permettant de rendre leurs décisions provisoires d'une manière efficace et rapide. Toutefois, la lourdeur des règles procédurales applicables devant les juridictions de référé peut s'avérer dissuasif. Elles peuvent ainsi préférer se tourner vers l'arbitre puisque les règles de procédure propre à l'arbitrage sont souvent perçues comme étant modernes, simples et rapides.

Toutefois, les arbitres de ces deux États ne disposent pas de l'impérium, qui garante garantissant l'efficacité et l'effectivité de leurs mesures. À ce titre, la substance de cette thèse résidera dans la comparaison entre le juge des référés et les arbitres français et koweïtiens concernant l'efficacité et la célérité de leurs mesures provisoires et/ou conservatoires. La présente thèse s'attachera à démontrer, au travers de cette comparaison, que l'arbitrage est préférable au traitement du litige malgré l'absence de certaines prérogatives importantes qui aident les arbitres pour rendre leurs mesures provisoires et/ou conservatoires rapides et efficaces.



© Rosalie Le Moing

Rosalie Le Moing

Les « normes grises » du droit international public. Contribution à une théorie générale de l'indétermination en droit international public

Thèse de droit international comparé dirigée par **Kiara Neri et Pierre-François Laval**

Soutenue le 20 septembre 2022

Résumé :

Les dogmes de rationalité et d'objectivité du droit s'opposent fondamentalement à l'indétermination des normes. Il en résulte naturellement une perception négative de l'indétermination. Or, les normes indéterminées sont fréquemment associées au droit international public. Ce système juridique est généralement présenté, par la doctrine, comme porteur d'un grand nombre de normes malléables, incertaines, ambiguës ou encore floues. L'indétermination des normes internationales serait donc bien plus fréquente et élevée que celle des normes internes.

Le bien-fondé de cette approche est rarement remis en cause. Il est communément accepté que l'indétermination serait non seulement néfaste mais également bien plus fréquente en droit international public qu'au sein des autres droits.

Les présents travaux entreprennent d'analyser la singularité du système juridique international ainsi mise en exergue par la doctrine, à l'aune de l'indétermination.

Cet objectif nécessite la proposition d'une théorie générale de l'indétermination, fondée à la fois sur les causes et les effets de cette dernière. L'analyse des causes de l'indétermination révèle que le contraste allégué entre les droits internes et le droit international public est contestable, dès lors qu'il existe des facteurs d'indétermination communs à l'ensemble des systèmes juridiques. Un constat similaire doit être dressé pour les effets de l'indétermination. L'idée selon laquelle l'indétermination serait révélatrice des défauts d'un système juridique – particulièrement du système juridique international – s'avère infondée. Cette perception négative doit être remise en cause, dès lors que l'indétermination n'est pas exclusivement dotée d'effets néfastes et qu'elle s'avère consubstantielle à la réelle nature du droit.



© Olfa Triki

Olfa Triki

Les successions internationales : étude comparée du droit tunisien, du règlement européen et du droit anglais

Thèse de droit international comparé dirigée par **Cyril Nourissat et Sami Jerbi**

Soutenue le 30 septembre 2022 à Sfax

Résumé :

La thèse est une étude comparée entre le droit tunisien, le règlement européen et le droit anglais en matière de successions internationales. Les systèmes juridiques comparés témoignent d'une extrême divergence. Le droit tunisien en particulier souffre d'une anomalie de rédaction entraînant des lacunes et des ambiguïtés juridiques en matière successorale. la divergence des systèmes ainsi que l'illisibilité du droit portent atteinte à la sécurité juridique. ce qui nécessite l'intervention du législateur tunisien pour modifier la législation de droit international privée liée à la matière successorale en consacrant les meilleurs moyens de coordination. Pour ce faire, on devait présenter d'abord les divergences entre les trois système. ces divergences portent sur les règles de conflits successorales ainsi que sur la planification successorale.

On a traité ensuite de la possibilité de coordination entre les systèmes hétéroclites en présentant les éléments en faveur de cette coordination ainsi que les éléments perturbateurs, pour proposer à la fin de la recherche, les solutions de droit international privé tunisien servant à une meilleure coordination.

PRIX DE THÈSE

Pour sa thèse intitulée « Uniformisation du droit de la propriété intellectuelle et conflits de lois dans l'OAPI », dirigée par Édouard Treppoz,

Falilou DIOP est le lauréat de 2 prix de thèse :

- Prix de thèse de l'ADI / ILA International Law Association Branche française

- Prix de l'Association des Hautes juridictions de cassation ayant en partage l'usage du français. **AHJUCAF**.



4.2. SOUTIEN AUX MASTERS

À l'origine, l'Équipe était le support scientifique des mentions Droit européen et Droit international, qui comprenaient 3 Masters (Droit européen des affaires, Droit international, Droit privé international et comparé).

Depuis la rentrée 2019-2020, l'offre de formation s'est enrichie avec la création de trois nouveaux masters¹, complétée depuis l'année universitaire 2021-2022 par le **Master Droit de l'énergie** :

- Master Droit de l'énergie / dir. **Etienne Durand** et **Bernadette Le Baut-Ferrarese**
- Master Droit européen des affaires / dir. **Étienne Durand**
- Master Droit européen des droits de l'homme / dir. **Gaëlle Marti** et **Loïc Robert**
- Master Droit global du changement climatique / dir. **Marianne Moliner-Dubost** et **Bernadette Le Baut-Ferrarese**
- Master Droit international public / dir. **Pierre-François Laval**
- Master Droit des organisations internationales / dir. **Kiara Neri** et **Julie Ferrero**
- Master Droit privé international et comparé / dir. **Jeremy Heymann**

Soutien aux opérations pédagogiques et scientifiques

L'EDIEC apporte son soutien logistique (ingénierie, matériel, communication), financier, pédagogique et scientifique aux colloques et journées d'études organisés par les associations de promotion des masters.



21 janvier 2022

2022 : L'Union européenne face à son destin. Que faut-il craindre, que faut-il espérer ?

L'état de l'Union, 3^e édition

Colloque organisé par les étudiants de Master en droit européen

dir. sc. **Gaëlle Marti, Loïc Robert, Bernadette Le Baut-Ferrarese** et **Étienne Durand**



17 mars 2022

Regards sur le droit international privé, 4^e édition

Colloque organisé par les étudiants de Master 2 Droit privé international et comparé

dir. sc. **Jeremy Heymann**

Concours de plaidoirie

L'EDIEC apporte également son soutien financier et scientifique avec l'encadrement des équipes par des doctorants de l'EDIEC :

Laurine HARBUTA, Doctorante du CDI, pour le **concours Charles Rousseau 2022** à Brest

Romane PONCET, Doctorante du CEE, pour le **concours René Cassin 2022**, à Strasbourg

1. Sont également dirigés par des enseignants-chercheurs de l'EDIEC :

- le Master Droit bancaire et financier et le DJCE en formation continue / dir. **Frédérique Ferrand**
- le Master Droit et fiscalité du marché de l'art / dir. **Christine Ferrari-Breur**
- le Master Droit et ingénierie financière / dir. **Jean-Pierre Viennois**
- le Master Droit de la propriété intellectuelle / dir. **Nicolas Bouche**
- le Master Droit public des affaires / dir. **Michaël Karpenschif**.

Publication en ligne des meilleurs mémoires des Masters adossés à l'EDIEC

Depuis 2012, la collection « *Les mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé* » publie **en ligne** les meilleurs mémoires des Masters adossés à l'Équipe. Il s'agit des mémoires ayant obtenu la note minimale de **16/20**, quel que soit leur nombre et quel que soit le parcours professionnel envisagé par l'étudiant.

Les mémoires sont transmis dans leur version après soutenance, mis en forme, corrigés, validés par l'auteur et le directeur/la directrice, et mis en ligne au cours du dernier trimestre de l'année universitaire.

Aussi **cinq nouveaux volumes** ont paru cette année :

Quentin Boucher

Le statut de citoyen.ne de l'Union: un statut fondamental, une ambition edificatrice

Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction de **Jeremy Heymann**, Professeur de droit privé, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 36, 2022, 138 p.

Guillaume Garnier

La définition du terme « religion » en droit international public

Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Mathilde Philip-Gay**, Professeure de droit public, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 37, 2022, 108 p.

Sarra Sfaxi

Monde arabe, « Femmes, paix et sécurité » : étude de l'effectivité de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies dans le monde arabe

Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, Maître de conférences et de **Julie Ferrero**, Professeure, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 38, 2022, 124 p.

Joyce Moiraud Rengouwa

Le droit international et la démocratie

Mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de **Philippe Blachère**, Professeur de droit public, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 39, 2022, 117 p.

Emmanuelle Gaucherand

Le droit international face aux enjeux de l'eau douce au Moyen-Orient : entre tensions et coopération. Le cas du Nil, du Jourdain, du Tigre et de l'Euphrate

Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Sandrine Cortembert, Maître de conférences en droit public, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 40, 2022, 227 p.

Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 1
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 2
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 3
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 4
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 5
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 6
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 7
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 8
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 9
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 10
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 11
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 12
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 13
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 14
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 15
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 16
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 17
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 18
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 19
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 20
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 21
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 22
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 23
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 24
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 25
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 26
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 27
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 28
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 29
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 30
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 31
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 32
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 33
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 34
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 35
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 36
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 37
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 38
Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé	N° 39

L'intégrale de la collection « Les Mémoires de l'EDIEC »

Emmanuelle Gaucherand, *Le droit international face aux enjeux de l'eau douce au Moyen-Orient : entre tensions et coopération. Le cas du Nil, du Jourdain, du Tigre et de l'Euphrate*, Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, Maître de conférences en droit public, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 40, 2022, 227 p.

Joyce Moiraud Rengouwa, *Le droit international et la démocratie*, Mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de **Philippe Blachèr**, Professeur de droit public, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 39, 2022, 117 p.

Sarra Sfaxi, *Monde arabe, « Femmes, paix et sécurité » : étude de l'effectivité de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies dans le monde arabe*, Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, Maître de conférences et de **Julie Ferrero**, Professeure, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 38, 2022, 124 p.

Guillaume Garnier, *La définition du terme « religion » en droit international public*, Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Mathilde Philip-Gay**, Professeure de droit public, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 37, 2022, 10 p.

Quentin Boucher, *Le statut de citoyen.ne de l'Union: un statut fondamental, une ambition édifiatrice*, Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction de **Jeremy Heymann**, Professeur de droit privé, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 36, 2022, 138 p.

Yaran Yildirim-Nepel, *La reconnaissance de la discrimination intersectionnelle au sein du système de la Charte sociale européenne*, mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de **Kiara Neri** et de **Loïc Robert**, maîtres de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 35, 2021, 185 p.

Lola Gernigon, *La lutte contre la pollution marine d'origine tellurique en droit international public. Une approche à renouveler*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Pascale Ricard**, chargée de recherche au CNRS, UMR DICE, Aix-Marseille Université, et **Kiara Neri**, maître de conférences HDR, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 34, 2021, 132 p.

Ismael A. Sambare, *Les organisations spatiales privées à but non lucratif : Asgardia et le Moon Village Association, une gouvernance inédite des activités spatiales à l'ère du Space 4.0*, mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction du professeur **Mireille Couston**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 33, 2021, 82 p.

Léna Sage, *Les rapports des États et des ONG en matière de traités internationaux : entre coopération et confrontation*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 32, 2021, 95 p.

Constance Bidon-Theurey, *L'effectivité de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Bilan et perspectives*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 31, 2021, 116 p.

Clélia Jouve, *L'effectivité du régime international relatif aux hydrocarbures en mer*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Kiara Neri**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 30, 2021, 131 p.

Ingrid Chalaye, *Le statut des orbites terrestres et leur utilisation à la lumière des principes du droit spatial*, Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction du professeur **Mireille Couston**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 29, 2021, 139 p.

Romane Poncet, *L'effet horizontal des droits sociaux fondamentaux en Europe*, mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction d'**Étienne Durand**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 28, 2021, 111 p.

Ève Buland, *Le bien-être animal dans le droit de l'Union européenne*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Bernadette Le Baut-Ferrarese**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 27, 2020, 75 p.

Nouwagnon Olivier Afogo, *Les mesures conservatoires du Tribunal international du droit de la mer et la protection du milieu marin*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Pascale Ricard**, chargée de recherche CNRS, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 26, 2020, 138 p.

Emeline Gravez, *L'Union européenne face à la remise en cause de l'État de droit en Pologne et en Hongrie*, mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de **Loïc Robert**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 25, 2020, 55 p.

Pauline de Bilbao, *Vers la gestion durable des ressources halieutiques : la mise en œuvre intégrée de l'Objectif de développement durable n° 14*, mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de **Kiara Neri**, maître de conférences HDR, et **Pascale Ricard**, chargée de recherche au CNRS, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 24, 2020, 127 p.

Joseph Basilien, *La protection de la partie faible au contrat international : regard sur l'encadrement des clauses de choix de loi, de forum et clauses compromissaires aux États-Unis et dans l'Union européenne*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Ludovic Pailler**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 23, 2020, 93 p.

Clémentine Pouzet, *Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur*, mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction du professeur **Gaëlle Marti**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 22, 2020, 103 p.

Claire Brunerie, *La commercialisation des tests génétiques*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Hugues Fulchiron**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 21, 2019, 76 p.

Valentine Pellet, *État de droit et indépendance judiciaire en droit de l'Union européenne*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Gaëlle Marti**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 20, 2019, 89 p.

Pierre Musy, *Le règlement pacifique du différend frontalier terrestre entre le Honduras et El Salvador*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Hélène Hamant**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 19, 2019, 129 p.

Coline Lacour, *La recherche du juge naturel pour connaître du délit virtuel dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Cyril Nourissat**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 18, 2018, 45 p.

Sirine Hocina Sanchez, *L'intervention des États tiers devant la Cour internationale de justice telle que prévue à l'article 62 de son statut*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 17, 2018, 73 p.

Mathieu Rouy, *Le critère d'« intégration sociale » dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Gaëlle Marti**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 16, 2018, 84 p.

Antoine Guérin, *Aspects juridiques européens de la situation migratoire à Calais*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Marie-Laure Basilien-Gainche**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 15, 2017, 135 p.

Emrullah Yolal, *Le coup d'État en droit international, mémoire de Master 2 Droit international public* / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 14, 2017, 218 p.

Fabien Prina, *L'Arctique : vers un statut juridique approprié ?*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Kiara Neri**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 13, 2016, 128 p.

Godefroy Garon, *Le contentieux frontalier terrestre franco-surinamien ou Contesté du Maroni*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Kiara Neri**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 12, 2016, 126 p. ; Annexes, 127 p.

Athénaïs Morales, *Abus de procédure, fraude et forum shopping dans l'arbitrage fondé sur un traité de protection des investissements*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Malik Laazouzi**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 11, 2016, 107 p

Colin Beziade, *Les traités successifs en droit international*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Kiara Neri**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 10, 2015, 150 p.

Laura Letourneux, *L'interaction entre les règles de l'organisation et la lex specialis dans le projet d'articles de 2011 sur la responsabilité des organisations internationales*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Frédérique Lozanorios**, docteur en droit, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 9, 2015, 130 p.

Charline Vuillermoz, *L'influence de l'Union européenne sur le droit des investissements*, mémoire de Master 2 Droit international privé et comparé / sous la direction du professeur **Malik Laazouzi**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 8, 2015, 73 p.

Amaury Cravarezza, *Le standard de l'opérateur privé en économie de marché*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Michaël Karpenschif**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 7, 2015, 94 p.

Christopher Jacquet-Cortès, *La proposition de règlement du 11 octobre 2011 sur le Droit commun européen de la vente. Regard de la doctrine française*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Pascale Deumier**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 6, 2014, 89 p.

Julie Grangeon, *La réparation du dommage concurrentiel saisie par le droit de l'Union européenne. Approche comparative*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Éric Carpano**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 5, 2014, 80 p.

Moussa Ouoba, *La CEDEAO et le chapitre VIII de la Charte des Nations unies. Aspects récents du maintien de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction du professeur **Stéphane Doumbé-Billé**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 4, 2013, 113 p.

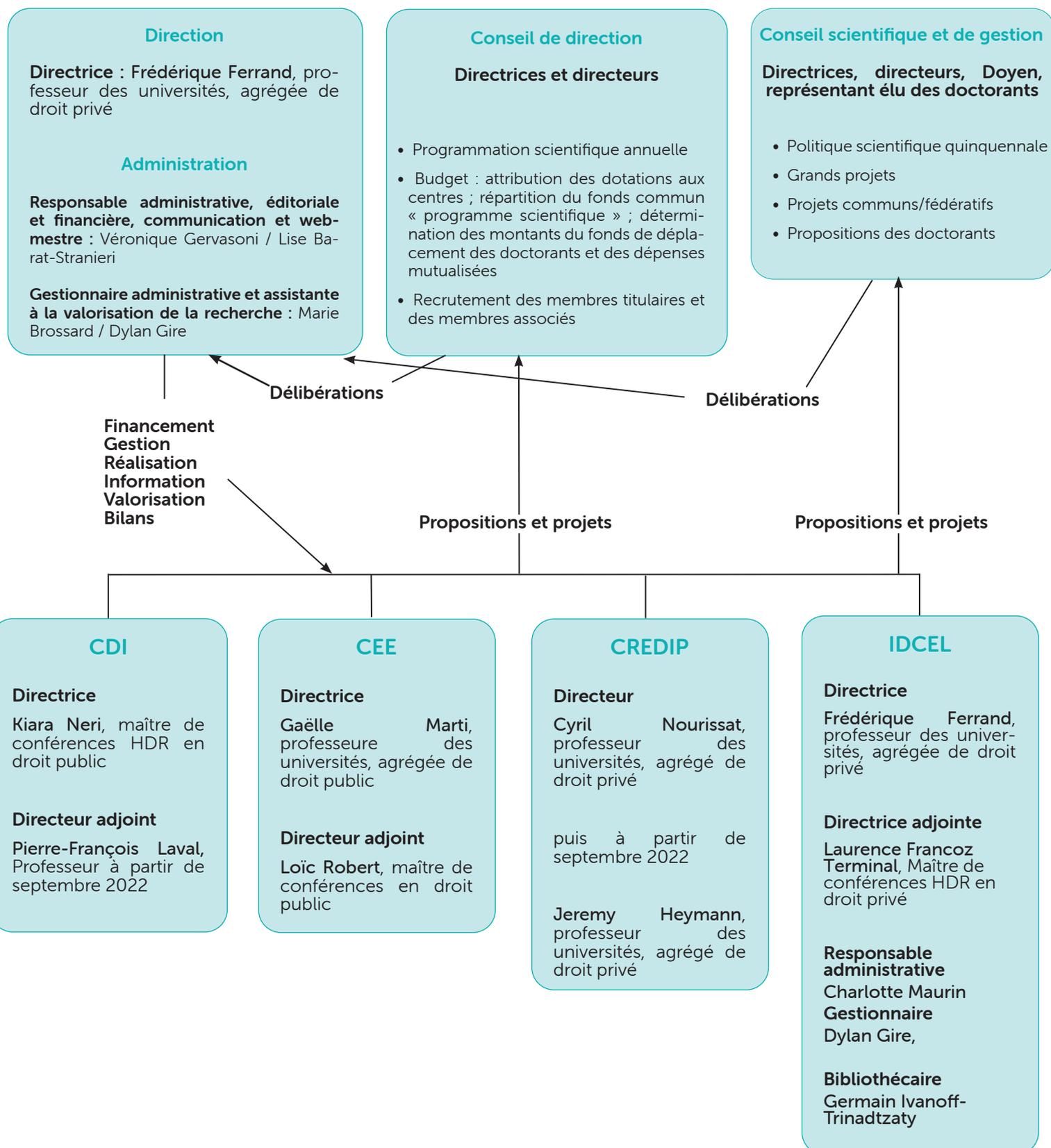
Cassandra Pinhel Araujo, *La protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne à la lumière de la Charte des droits fondamentaux*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Hélène Surrel**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 3, 2013, 133 p.

Maxime Barba, *L'exequatur sous le regard de la Cour européenne des droits de l'homme*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Louis d'Avout**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 2, 2012, 88 p.

Fabrice Jury, *La contractualisation des obligations de service public : un vecteur d'efficacité économique des services d'intérêt économique général*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Michaël Karpenschif**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 1, 2012, 110 p.

5. ORGANISATION DE L'ÉQUIPE

5.1. ORGANIGRAMME FONCTIONNEL



5.2. STATUTS

Article 1^{er}

Il est créé, au sein de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, une Équipe de droit international, européen et comparé (EA n°4185, EDIEC), au statut d'Équipe de recherche.

Article 2 – Objet

Cette Équipe a pour objet, d'une part, d'initier toute démarche scientifique permettant de fédérer les différents centres de recherche constitutifs de ladite équipe, d'autre part, de développer toute forme de coopération avec d'autres équipes de recherches en France et à l'étranger et, enfin, de procéder à toutes les études et activités pouvant relever du champ des droits international, européen et comparé soit directement soit en partenariat avec d'autres Équipes ou Centres de recherche. Cette démarche fédérative n'est pas exclusive de la possibilité pour chaque Centre de recherche adhérent de développer ses propres thématiques de recherche tout en recherchant autant que faire se peut à y associer les autres Centres dans le cadre de l'Équipe.

Article 3 – Missions

L'Équipe assure une mission de gestion générale des activités de recherche afférentes dans le cadre du contrat de recherche pour lequel l'Université Jean Moulin Lyon 3 a obtenu une habilitation ministérielle. Elle coordonne la politique scientifique des différents Centres de recherche qui en sont membres. Cette coordination ne remet pas en cause les besoins spécifiques à chaque Centre adhérent, tels qu'ils ont pu être définis par leur conseil d'administration et/ou scientifique respectifs, liés notamment à des programmes de recherche qui leur sont propres.

Article 4 – Centres membres de l'EDIEC

L'Équipe comprend quatre centres de recherche : le Centre de droit international (CDI), le Centre d'Études Européennes (CEE), le Centre de recherche en droit international privé (CREDIP) et l'Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL), qui fédèrent un ensemble de chercheurs et d'enseignants-chercheurs appartenant ou non à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Une majorité qualifiée des $\frac{3}{4}$ des Centres de l'Équipe est requise pour l'adhésion d'un nouveau Centre de recherche à l'Équipe, chaque Centre exprimant sa position selon les modalités propres à ses statuts. Une majorité qualifiée des $\frac{3}{4}$ des Centres de l'Équipe est également requise pour l'adhésion d'un enseignant-chercheur comme membre titulaire ou associé de l'Équipe.

Article 5 – Administration

L'Équipe est animée par un Directeur (une Directrice) nommé(e) pour cinq ans par le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sur proposition du Doyen de la Faculté de droit, après avis des responsables des Centres de recherche constitutifs de l'Équipe. Il ou elle est choisi(e) parmi les enseignants de la Faculté de Droit membres de l'Équipe.

Article 6 – Conseil scientifique et de gestion

L'Équipe est animée tant sur le plan scientifique que sur le terrain de la gestion par un Conseil scientifique et de gestion constitué du Directeur (de la Directrice) de l'Équipe ainsi que du Directeur (de la Directrice) de chacun des Centres de recherches membres de l'Équipe, d'un représentant des doctorants rattachés à l'Équipe et à un de ses Centres, et du Doyen de la Faculté de droit ou de son représentant. Ce Conseil se réunit au

moins une fois par an sur convocation du Directeur (de la Directrice) de l'Équipe. Il se réunit également à la demande du Doyen de la Faculté de Droit ou de la majorité des directeurs des Centres rattachés, sur un ordre du jour préalablement établi.

Article 7 – Budget

Les recettes de l'Équipe sont constituées par les crédits de recherche affectés et issus du contrat de recherche liant l'État à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de toute autre ressource publique ou privée qu'elle pourrait tirer de ses activités et de toute autre forme de soutien. Il appartiendra à son Conseil scientifique et de gestion d'en décider l'affectation chaque année en distinguant : 1° les sommes affectées à la gestion générale, à la mutualisation des moyens et équipements et à des actions scientifiques « fédérales », et 2° les sommes destinées aux activités propres des Centres de recherche.

Cette compétence ne remet pas en cause l'affectation des moyens matériels et financiers spécifiques dont les centres adhérents pourraient être bénéficiaires dans le cadre de contrats de recherche ou de subventions les concernant. Un bilan annuel est établi et présenté au Conseil scientifique et de gestion.

Article 8 – Adhésion

L'Équipe peut demander à pouvoir appartenir à d'autres institutions de recherche locales, nationales ou internationales sous couvert de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Elle inscrit sa démarche scientifique dans le cadre de l'Université de Lyon en favorisant tout partenariat avec les équipes et centres de recherche des Universités Jean Monnet de Saint-Étienne et Lumière Lyon 2. Elle peut aussi intégrer différents réseaux scientifiques gérés nationalement.

Article 9 – Liaison avec l'enseignement

L'Équipe développe toute activité (conférence thématique, journées d'études...) pouvant venir en appui aux différents Masters relevant du champ du droit international, européen ou comparé. Elle assiste également les doctorants dans le cadre d'activités similaires (conférences de thèses, séminaires de méthodologie...).

Article 10 – Approbation et modification des statuts

Les présents statuts sont soumis pour approbation au Conseil de la Faculté de Droit, puis, en cas d'approbation, aux conseils compétents de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Les présents statuts peuvent être modifiés sur approbation du Conseil scientifique et de gestion de l'Équipe à l'initiative de son Directeur (de la Directrice) ou de l'un des responsables des Centres de recherche adhérents, puis selon les modalités énoncées à l'alinéa premier pour leur approbation.

Article 11 – Dissolution de l'Équipe

Il peut être mis fin aux activités de la présente Équipe à l'initiative du Directeur (de la Directrice) ou de la majorité des responsables de Centres, sur décision unanime de son Conseil scientifique et de gestion, et après approbation des instances compétentes de l'Université (Conseil de la Faculté de Droit, Conseil d'administration et Commission Recherche de l'Université Jean Moulin Lyon 3).

Statuts modifiés, adoptés le 11 décembre 2017 par le conseil scientifique et de gestion, approuvés par le conseil d'administration de la faculté de droit le 16 mars 2018, et par le conseil d'administration de l'université Jean Moulin Lyon 3 le 18 septembre 2018 - [en ligne sur notre site web](#)

5.3. LISTE DES MEMBRES PAR CENTRE AU 31/12/2022

Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CDI

Enseignants-chercheurs

Sandrine CORTEMBERT, Maître de conférences en droit public
Julie FERRERO, Professeure agrégée de droit public
Hélène HAMANT, Maître de conférences en droit public
Pierre-François LAVAL, Professeur agrégé de droit public, Directeur adjoint
Kiara NERI, Maître de conférences en droit public HDR, Directrice

Chercheurs associés

Pascale RICARD, Chargée de recherche CNRS, UMR DICE, Aix Marseille Université
Djacoba TEHINDRAZANARIVELO, Chargé de cours, Global Studies Institute, Master en études africaines, Université de Genève

Docteurs

Ayham ALATA
Zied AYARI
Baba Hamady DEME
Vicente GUAZZINI
Liliana HAQUIN SÁENZ
Mehtap KAYGUSUZ
Rosalie LE MOING
Frédérique LOZANO RIOS
Caroline MIGAZZI
Guy-Fleury NTWARY

Françoise PACCAUD
Abdoulaye SOW
Anna Maria SMOLINSKA

Doctorants

Nouwagnon Olivier AFOGO
Benjamin ALLAHAMNE MINDA
Shahinaz ATLAM
Achilleff BIKIS
Milena BISZTYGA
Caroline CORNELLA
Pauline de BILBAO
Ester del NONNO
Ibrahima DIALLO, ATER
Bienvenu Criss-Dess DONGAR
Laura LETOURNEUX, ATER Vietnam
Hasina MAHMOUDI
Guilhem MERCIER
Florence MULET-WADY
Pierre MUSY
Sophie OLIVIER
Moussa OUOBA

Hugo PETER
Joyce RENGOUWA
Messan Riman VAN
Paul VERMA VERMA
Yaran YILDIRIM-NEPLE, Doctorant contractuel
Emrullah YOLAL

Amélie GAUDEL, Doctorante contractuelle EDPL en co-direction
Laurine HARBUTA, Doctorante associée, EDPL
Kokougan MESSIGA, Doctorant à l'Université de Tours, Doctorant associé

Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CEE

Enseignants-chercheurs

Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE, Professeure de droit public
Mathieu CARDON, Maître de conférences en droit public
Éric CARPANO, Professeur de droit public
Thierry DEBARD, Professeur de droit public
Étienne DURAND, Maître de conférences en droit public
Christine FERRARI-BREEUR, Maître de conférences HDR en droit public
Michaël KARPENSCHIF, Professeur de droit public
Bernadette LE BAUT-FERRARESE, Professeur de droit public
Efthymia LEKKOU, Maître de conférences en droit public
Gaëlle MARTI, Professeur de droit public, Directrice
Loïc ROBERT, Maître de conférences en droit public, Directeur adjoint
Hélène SURREL, Professeur de droit public, Sciences Po Lyon
Jean-Pierre VIENNOIS, Professeur de droit privé
Florence ZAMPINI, Maître de conférences HDR en droit public

Chercheurs associés

Karine CAUNES, Global Program Director Center for AI and digital policy, Editor-in-Chief of the European Law Journal (ELJ)
Mathieu COMBET, Maître de conférences en droit privé, université Jean Monnet, CERCRID
Emmanuelle MAZUYER, Directrice de recherche UMR CNRS 5137, Université Lyon 2.
Panayotis SOLDATOS, Professeur émérite de l'université de Montréal, Chaire Jean Monnet *ad personam* à l'université Jean Moulin Lyon 3
Dimitrios VOUGIOUKAS, Docteur en droit, avocat au barreau d'Athènes, enseignant agrégé à l'université Paris 13/Id'EF d'Athènes (<http://www.idef.gr/ideffr/idef.htm>)
Melchior WATHELET, ancien avocat général à la Cour de justice de l'Union européenne

Docteurs

Eleni ARTEMIOU
Marc AUGOYARD
Dylan GALLAND
Julie GRANGEON
Fabrice JURY
Penny KATSORCHI
Léa MAULET

Aubin NZAOU, Post-doc, Marie Skłodowska-Curie Research Fellow in Law and Energy Policy
Abdoulaye SOW

Doctorants

Florian BERGER, ATER
Roya Pary BOUERY
Yassine CHATTOUT, ATER
Amaury CRAVAREZZA
Melis DEMIR, Doctorante contractuelle 2022
Nathan GIRAUD
Antoine GUÉRIN
Mohamed HANAFI
Charlie NDZIE

Caroline NICOT
Antoine PETEL
Almodis PEYRE, ATER (associée au CDI)
Romane PONCET, Doctorante contractuelle 2021
Clémentine POUZET, Doctorante contractuelle 2020
Christel RIM
Mathieu ROUY, ATER
Marie TILLMANN
Georges TIREL

Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CREDIP

Enseignants-chercheurs

Nicolas BOUCHE, Maître de conférences HDR en droit privé

Blandine DE CLAVIÈRE, Maître de conférences en droit privé

Alain DEVERS, Maître de conférences HDR en droit privé

Falilou DIOP, Maître de conférences en droit privé

Yves EL HAGE, Maître de conférences en droit privé

Marylou FRANÇOISE, Maître de conférences en droit privé

Jeremy HEYMANN, Professeur de droit privé, directeur

Cyril NOURISSAT, Professeur de droit privé

Ludovic PAILLER, Professeur de droit privé

Chercheurs associés

Louis d'AVOUT, Professeur de droit privé, université Paris 2 – Panthéon-Assas

Maxime BARBA, Professeur de droit privé à l'université Grenoble Alpes

Cécile CORSO, Docteur en droit international privé, directrice de *Femmes Informations Juridiques Internationales Auvergne-Rhône-Alpes (FIJI)*

Cécile PELLEGRINI, Maître de conférences des universités catholiques, directrice pédagogique du *Bachelor of Civil Law UCLY/Maynooth University*

Seyed Abbas SEYEDI ARANI, Assistant Professor, University of Kashan (Iran)

Édouard TREPPOZ, Professeur de droit privé, université Paris 1 – Panthéon Sorbonne

Docteurs

Ali ALENEZI

Rim ACHOUR

Mina ADEL ZAHER

Golshid ARDEHALI

Dimitri BELOT

Charlemagne DAGBEDJI

Anne-Sophie DELOBRE

Sherif ELATAFY

Bérengère GREIL

Pamela GUICHARD

Olivier HUBERT

Theofanis KARDIMIS

Blanche DE LA MURE

Jérémy LHADI

Céline MOILLE

Monique NGO BAGAL

Sotheavireak RA

Colin REYDELLET

Pikol SIENG

Théo SOUGY

Olfa TRIKI

Doctorants

Yasmine ABDELLATIF DEKHIL

Evichy ABOUO

Joseph BASILIEN, Doctorant contractuel

Didier BATIONO

Arnaud BILLION

Claire BRUNERIE

Tatévick EDILYAN-NAJARYAN

Ymane GLAOUA

Zhanna HOVHANNISYAN

Ahmadali KABIRICHIMEH

Omar KARA-OMAR

Laurence LANDY

Ismael MAHAMIDOU, ATER

Emmanuelle MONGUILLET, Doctorante contractuelle

Athénaïs MORALES, ATER

Ariane PRAVAZ

Soufiane SAADAOU

Boubacar SANGARÉ

Etienne SANOGO

Farah SERRY

M'baha Moussa SISSOKO

Manon TCHEBANOFF

Charlotte VINCENT

Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants de l'IDCEL

Enseignants-chercheurs

Frédérique FERRAND, Professeur de droit privé, Directrice

Laurence FRANCOZ TERMINAL, Maître de conférences HDR en droit privé, Directrice adjointe

Blanche SOUSI, Professeur émérite de droit privé, Chaire Jean Monnet Droit bancaire et monétaire européen (créée *ad personam* en 1999), Directeur du Centre Européen de Recherches en Banque et Finance.

Enseignants-chercheurs extérieurs

Albane GESLIN, Professeure de droit public, Sciences Po, Lyon

Béatrice JALUZOT, Maître de conférences HDR en droit privé, Sciences Po Lyon

Docteurs

Yousra CHAABAN

Rui CHENG

Julie COURTOIS, Maître de conférences à l'université Grenoble Alpes

Nicolas COUTURIER

Dionysia MOUZAKI

Federica PORCELLI

Sylvio QUINCEY

Karim RIBAH

Mandiou TRAORÉ

Doctorants

Solène ALLOUI

Pascal JEAN-BAPTISTE

Haider JINANA

Martin LEJTMAN

Ho Nam PHAM

Luis PIQUERAS FERRIZ

6. MOYENS DE L'ÉQUIPE



6.1. DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE

Fonds documentaire de l'équipe

La mise à disposition du public des ouvrages et des périodiques est l'une des activités de l'EDIEC.

En effet, notre unité de recherche est le support scientifique de **7 Masters** (en droit de l'énergie, droit européen, droit international public, droit privé international et comparé) et le fonds est accessible aux étudiants à partir du Master.

La Bibliothèque Montesquieu-EDIEC, bibliothèque associée au Service commun de la documentation (SCD), dispose du plus important fonds de monographies et d'ouvrages de droit après les bibliothèques centrales, avec plus de **3 000 ouvrages au 31/12/2022**. La localisation des ouvrages du fonds s'effectue par le [catalogue général des bibliothèques de Lyon 3](#).

La localisation des ouvrages par le logiciel Koha permet de rendre visible nationalement le fonds, consultable notamment par l'intermédiaire du **Système universitaire de documentation (Sudoc)**.

Intégré à la Bibliothèque Montesquieu, le fonds documentaire du CEE est agréé par l'Union européenne (Office des publications de l'Union européenne, OPUE, Luxembourg), avec une **vingtaine** d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France. Ainsi est-il chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon. Le CEE est ainsi assujetti à trois obligations :

Être dépositaire de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre à disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt

Acquérir des **ouvrages** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** : commande, enregistrement, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt

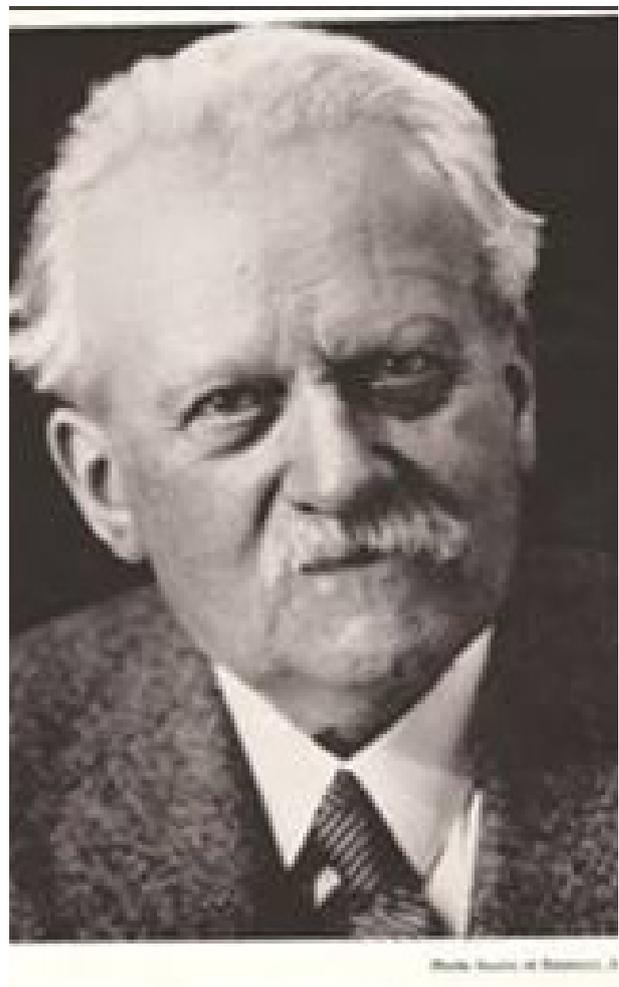
Permettre la **consultation des bases de données spécialisées et de sites institutionnels Internet**



Fonds documentaire de l'Institut de droit comparé Édouard Lambert

Héritière du riche fonds constitué par **Édouard Lambert**, la bibliothèque de l'IDCEL possède d'importantes collections en droit anglais et en droit américain, lesquels sont régulièrement actualisés. Le fonds de droit allemand est également bien développé.

La présence des principales collections de textes législatifs, de jurisprudence, de grandes revues et d'ouvrages de référence permet de faire des recherches de base en droit allemand, droit américain et droit anglais. Les ressources sont encore limitées en droit espagnol et en droit italien et très éparpillées s'agissant des autres droits étrangers. En plus des collections relatives aux droits étrangers, l'Institut est abonné aux grandes revues de droit comparé et achète la plupart des ouvrages paraissant dans cette discipline. L'Institut est abonné à *LEXIS*, qui donne accès en ligne à l'ensemble de la législation, réglementation et jurisprudence de tous les pays de langue anglaise. Les liens répertoriés sur l'ordinateur de la bibliothèque donnent accès aux textes législatifs étrangers et à de nombreux sites étrangers.



La totalité des documents numérisés du Fonds Édouard Lambert, sous la direction de **Laurence Francoz Terminal**, Maître de conférences en droit privé et Directrice adjointe de l'IDCEL, sont désormais en ligne sur le site web de l'IDCEL ([Fonds Édouard Lambert](#)).

6.2. SUPPORTS DE COMMUNICATION

Site web

Ouvert le 1^{er} septembre 2012 et hébergé par l'université Jean Moulin Lyon 3, notre **site web** présente la double particularité d'être **trilingue** (français, allemand, anglais) et d'avoir été **financé par les contributions** des quatre centres de recherche de l'Équipe : il constitue un portail fédératif, présentant les projets et activités scientifiques de ses membres, enseignants-chercheurs et doctorants.

EDIEC
ÉQUIPE DE DROIT INTERNATIONAL EUROPÉEN ET COMPARÉ

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
CHANGEMENTS LE MONDE

Présentation Recherche MERCRO TGL Publications Réseaux Contact

Bienvenue sur le site de l'Équipe de droit international, européen et comparé

Une partie de l'EDIEC

Jean-Sylvestre Bergé, Frédérique Ferrand, Michaël Karpenschif, Stéphane Doumbé-Billé et Malik Laazouzi

Lire la suite ...

Actualités

Bulletin de l'EDIEC
Le Bulletin de l'EDIEC (2021/4) est en ligne.
Par ce bulletin trimestriel, l'EDIEC souhaite informer la communauté universitaire et le grand public de son activité scientifique

Vidéos | Colloque Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ? 17-18-19 novembre 2021
(dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat)
Les vidéos du colloque sont en ligne

Axes de recherche 2021-25

1. Européanisation, modèles et systèmes de droit
2. Mobilité, droits et libertés
3. Globalisation, sécurité et comparaison

Nos axes de recherche en détail

Nos centres de recherche

Centre de Droit International

Centre d'Études Européennes

Centre de Recherche sur le Droit International Privé

Institut de Droit Comparé Édouard Lambert

Colloques / Journées d'études / Séminaires / Conférences

AGENDA 2022

10 au 14 janvier | Semaine Arqus | dir. sc. Étienne Durand

13 janvier | Atelier rgpdOS 1 | Atelier organisé dans le cadre du projet MSH-LSE rgpdOS | dir. sc. Ludovic Pailler et Alain Tchana

17 janvier | Workshop MERCRO | Atelier organisé dans le cadre du projet ANR JC JC MERCRO | dir. sc. Kiara Neri

21 janvier | L'état de l'Union | Colloque organisé par les étudiants de Master en droit européen | dir. sc. Gaëlle Marti et Loïc Robert

3 et 4 mars | Pour une justice réparatrice en matière de violences sexuelles | Colloque organisé dans le cadre du projet bourgeon REPAIR | dir. sc. Gaëlle Marti

17 mars | Regards sur le droit international privé, 4^e édition | Colloque Master DPIC | dir. sc. Jeremy Heymann

21 au 25 mars | Semaine de l'Europe | dir. sc. Efhymia Lekkou

13 mai | Transition énergétique : les échelles de gouvernance | Colloque TGL | dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese et Aubin Nzaou

Réseaux sociaux



Facebook

Créée en janvier 2018, la page **Facebook** de l'équipe compte **247** fans et **271** abonnés



LinkedIn

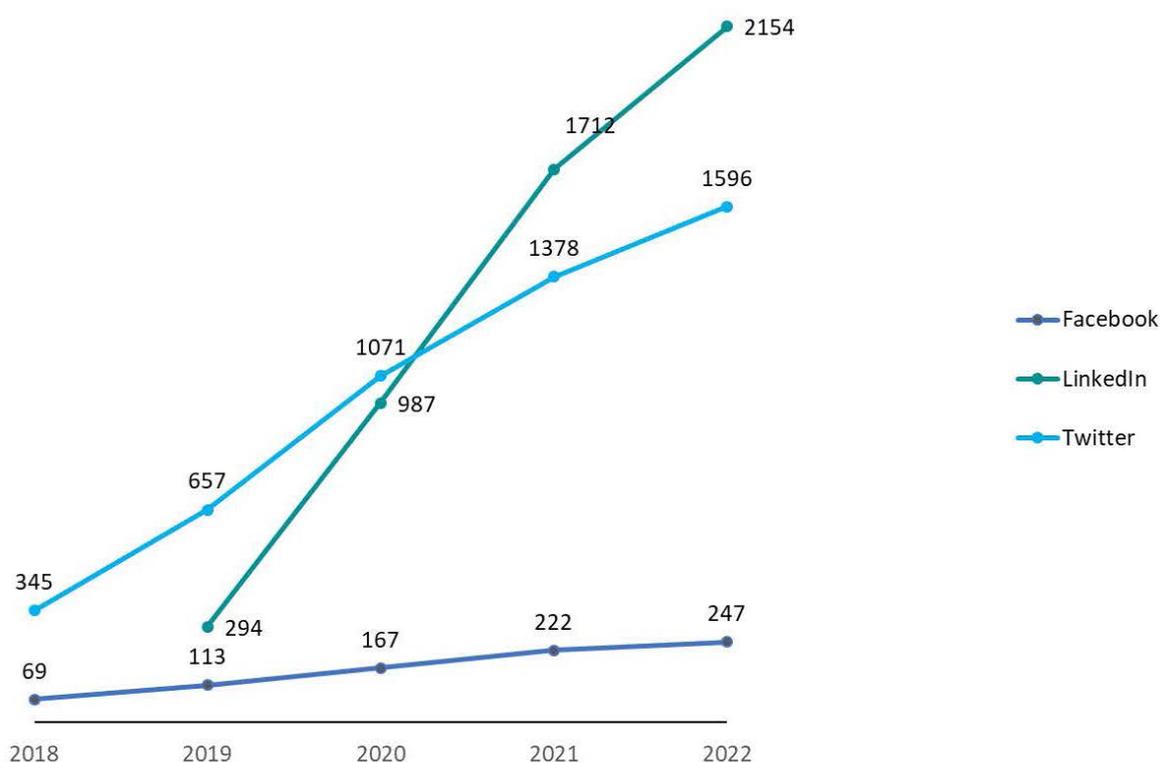
Créée en janvier 2019, la page **LinkedIn** de l'équipe compte **2154** abonnés

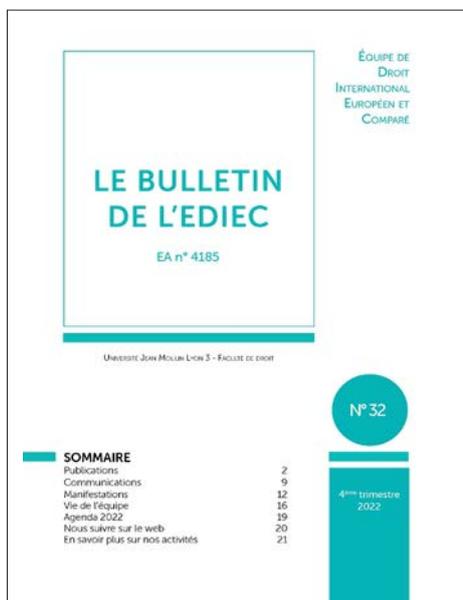


Twitter

Créé en janvier 2018, le compte **Twitter** de l'équipe est suivi par **1596** abonnés

Progression de l'audience de l'EDIEC sur les réseaux sociaux





Le Bulletin de l'EDIEC (ISSN : 2778-2425)

Trimestriel, le bulletin est publié **en ligne** depuis 2015 et il comporte à ce jour **32 numéros**.



Le Rapport annuel d'activité (ISSN 2778-2530)

Il est publié **en ligne** depuis 2011.

Les Cahiers de l'EDIEC (ISSN : 2740-3688)

La **collection** met en ligne les actes des journées et conférences de l'Équipe, depuis septembre 2020. Elle compte deux volumes et s'enrichira en 2023 d'un troisième volume :



- **The Handmaid's Tale et le droit international public. Actes du colloque du 16 septembre 2022** / dir. **Rosalie Le Moing, Caroline Cornella** et **Pauline de Bilbao**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Cahiers de l'EDIEC [en ligne] » : n° 3, 2023, à paraître
- **Actes de la journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé** / dir. **Kiara Neri, Gérard Aivo** et **Frédérique Lozanorios**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Cahiers de l'EDIEC [en ligne] » : n° 2, 2020, 138 p.
- **L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC** / dir. **Kiara Neri**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Cahiers de l'EDIEC [en ligne] » : n° 1, 2020, 96 p.

6.3. BUDGET INITIAL 2023

L'EDIEC consacre **86 %** de sa **dotation annuelle** (part de la subvention pour charges de service public versée par le MESRI à l'établissement, proposée par le Service général de la recherche et votée par le conseil d'administration de l'université) à son **activité scientifique** (opérations et documentation) et **14 %** à son **fonctionnement**.

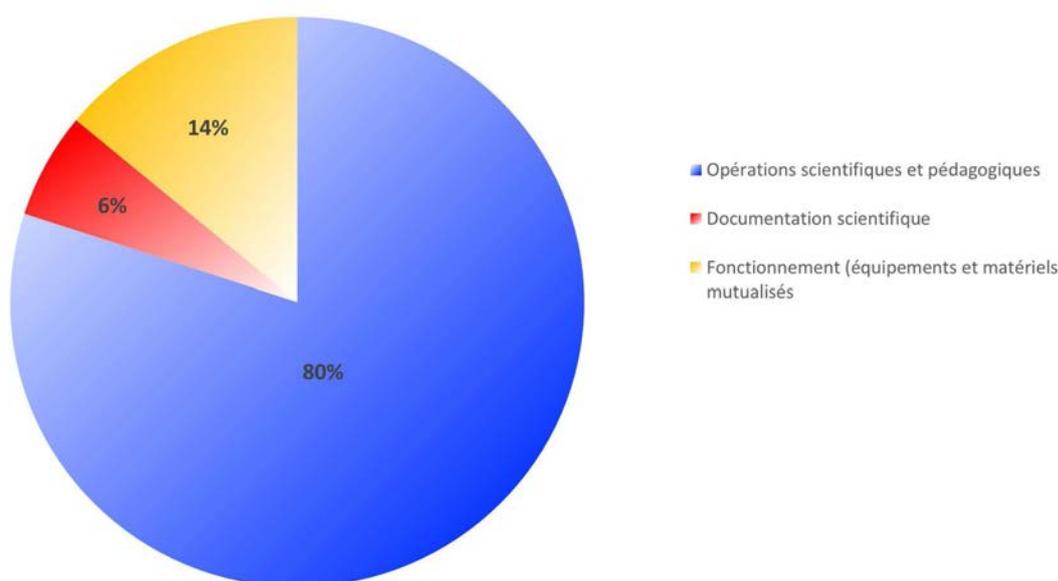
Depuis janvier 2016, les sous-centres sont gérés **sous un seul centre de responsabilité (CR)**, l'EDIEC, à l'exception de l'IDCEL, compte tenu de son statut d'institut et hors sa dotation recherche qui, par souci de cohésion et à notre demande, est maintenue sous le CR EDIEC. En conséquence, les décisions financières, budgétaires et comptables, et, partiellement, les décisions administratives corrélatives, sont centralisées au niveau de l'équipe ; de même, les eOTP¹ et les recettes affectées sont adossés au CR EDIEC et agrégés à son budget, sans fongibilité des dépenses et recettes. Depuis 2016, également, l'EDIEC réserve une partie de sa dotation à un **fonds** de déplacement des doctorants, permettant de participer (montant individuel maximal de **200 euros**), à leurs frais de mission pour assister à un colloque ou effectuer des recherches dans le cadre de leur thèse.

L'évaluation par le Hcéres de l'équipe ayant été excellente en 2015 (évolution positive de son périmètre, de sa gouvernance et de l'intensité de sa production scientifique), sa dotation a été augmentée de 20 %. Cette augmentation n'affecte pas la politique déterminée de l'EDIEC de **diversification et d'« externalisation » de ses ressources** (extérieures à l'établissement, publiques et privées ; par exemple, en 2019, le budget total de l'EDIEC a **triplé** par l'apport de financements nationaux et européens).

L'évaluation par le Hcéres réalisée en 2020 a de nouveau souligné le dynamisme de l'activité scientifique de l'équipe et réitéré le constat de la faiblesse de sa dotation financière.

En 2022 et 2023, 3000 € ont été rajoutés à la dotation initiale.

Postes de dépenses en % du budget total de l'Équipe (hors eOTP)



1. Éléments d'organigrammes techniques de projets. Pour notre équipe, ce sont des subventions régionales, nationales ou européennes d'un montant variant de **1 500 à 257 000 euros**

NOMINATIONS / PROMOTIONS / DISTINCTIONS

1^{er} janvier 2022

Intégration de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** au conseil consultatif du réseau EDENi (Économie et droit de l'énergie dans un contexte industriel), université de Franche-Comté, UFR STGI (Unité de formation et de recherche *Sciences, techniques et gestion de l'industrie*)

27 janvier 2022

Élection de **Clémentine Pouzet** en tant que représentante des doctorants de l'université Jean Moulin Lyon 3 au **conseil de l'École doctorale de droit ED 492**. Elle siègera notamment aux côtés de **Yassine Chattout** parmi les 4 représentants des universités constitutives de l'ED

21 février 2022

Publication de la thèse de **Yousra Chaaban** intitulée « *Dépendance et équilibre contractuel - étude de droit comparé* », et soutenue le 22 octobre 2020 (dir. **Béatrice Jaluzot**), en ligne, par l'Atelier national de reproduction des thèses (université de Lille)

1^{er} mars 2022

Qualification de **Falilou Diop** et **Marylou Françoise** aux fonctions de maîtres de conférences, par la section 01 (droit privé) du **Conseil national des universités**

22 mars 2022

Nomination de **Yves El Hage** en tant que rapporteur de la mission du CSPLA, co-présidée par les professeurs Tristan Azzi et Pierre Sirinelli, sur les faux artistiques

25 mars 2022

Nomination de **Gaëlle Marti** comme membre du jury des premier, deuxième et troisième concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature (session 2022)

Nomination de **Aubin Nzaou-Kongo** en tant que Co-editor-in-chief de la revue **The IUCN AEL Journal of Environmental Law** (ISSN 1929-6088), succédant à **Sandrine Maljean-Dubois** au comité éditorial

31 mars 2022

Départ de **Véronique Gervasoni** du poste d'administratrice de l'EDIEC pour le cabinet de la présidence de Lyon 3

26 avril 2022

Publication chez LGDJ de la thèse de **Yves El Hage**, lauréat du **Premier prix André Isoré de droit privé**, décerné par la Chancellerie des universités de Paris, édition 2021. Sa thèse, intitulée *Le droit international privé à l'épreuve de l'internet*, a été dirigée par le professeur **Tristan Azzi**.

1^{er} mai 2022

Arrivée de **Lise Barat-Stranieri** au poste de responsable administrative et financière de l'EDIEC

5 juillet 2022

Falilou Diop est lauréat de l'édition 2022 du prix de thèse de l'ADI / ILA International Law Association Branche française, pour sa thèse intitulée « Uniformisation du droit de la propriété intellectuelle et conflits de lois dans l'OAPI »

13 juillet 2022

Falilou Diop est lauréat du Prix de l'AHJUCAF 2022 pour sa thèse : « Uniformisation du droit de la propriété intellectuelle et conflits de lois dans l'OAPI ».

Septembre 2022

Obtention d'une **chaire Jean Monnet** par **Gaëlle Marti** pour son projet **ProValUE**, Promotion et préservations des valeurs de l'Union européenne, 2022/2025

Nomination de **Falilou Diop** et de **Marylou Françoise** au poste de Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3, rattachés au CREDIP-EDIEC.

Nomination du **Professeur Jeremy Heymann** au poste de Directeur du Centre de recherche sur le Droit international privé (CREDIP) qui prend la suite du Professeur Cyril Nourissat.

Arrivée de **Dylan Pierre-Antoine Gire**, Gestionnaire administratif et assistant à la valorisation de la recherche de l'EDIEC, en remplacement de Marie BROSSARD. Il travaille à mi-temps à l'EDIEC et à mi-temps à l'IDCEL.

Octobre 2022

Loïc Robert nommé référent du DIU Droit et grands enjeux du monde contemporain pour Lyon 3

NOUVEAUX DOCTORANTS

Melis DEMIR

« Féminisme et théorie des droits fondamentaux »

Thèse sous la direction de **Gaëlle MARTI** (CEE)

Janna HOVHANNISYAN

« Les NFT ou la nouvelle propriété virtuelle (Non Fungible Token comme un nouveau défi pour le droit à la propriété) »

Thèse sous la direction de **Ludovic PAILLER** (CREDIP)

Ho Nam PHAM

« Les fondements de la responsabilité extra-contractuelle en droit vietnamien. Etude de Droit Comparé »

Thèse sous la direction de **Béatrice JALUZOT** (Associée à l'IDCEL)

Joyce RENGOUWA BOUANGA-MOIRAUD

« Les résolutions de l'article 34-1 de la Constitution de 1958 en matière de politique étrangère »

Thèse sous la co-direction de **Julie FERRERO** (CDI) et de Philippe BLACHER (EDPL)

Étienne SANOGO

« La circulation du statut personnel du migrant »

Thèse sous la direction de **Ludovic PAILLER** (CREDIP)

Yaran YILDIRIM-NEPLÉ

« La discrimination systémique en droit international des droits de l'homme »

Thèse sous la direction de **Kiara NERI** (CDI)

NOUS SUIVRE SUR LE WEB

SITES

EDIEC, [Équipe de droit international, européen et comparé](#)

CDI, [Centre de droit international](#) :

[Le Journal du CDI](#)

[Le Podcast du droit international](#) + [Twitter](#) + [LinkedIn](#) + [YouTube](#)

CEE, [Centre d'études européennes](#)

CREDIP, [Centre de recherche sur le droit international privé](#)

IDCEL, [Institut de droit comparé Édouard Lambert](#)

RÉSEAUX SOCIAUX

[Facebook](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

BLOGS

L'Europe vue de l'amphi par [Blanche Sousi](#) : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Banque-Notes par [Blanche Sousi](#) : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Le Blog de Panayotis Soldatos : <https://www.soldatos.net>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS

PUBLICATIONS

Collection numérique « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) »
Collection numérique « [Les Mémoires de l'EDIEC](#) »
Les [publications](#) de nos enseignants-chercheurs et doctorants
Notre activité en archive ouverte sur [HAL](#)

RAPPORTS ANNUELS

Consulter nos [rapports annuels d'activité](#), édités depuis 2011.
Dernière parution : [Rapport d'activité 2021](#), décembre 2021, 100 p., 11,9 Mo

ÉVALUATIONS

Lire les évaluations quinquennales de notre équipe par des autorités administratives indépendantes nationales :

- [Évaluation par le Hcéres \(2020\)](#)
- [Évaluation par le Hcéres \(2015\)](#)
- [Évaluation par l'AERES \(2010\)](#)

Directrice de publication : **Frédérique Ferrand**, Professeure, Directrice de l'EDIEC

Responsable d'édition et responsable de la rédaction : **Lise Barat-Stranieri**, Administratrice de l'EDIEC (2022)

Graphiste et maquettiste : **Dylan Gire**, Gestionnaire administrative et assistant à la valorisation de la recherche de l'EDIEC

Rapport annuel (décembre)

Document gratuit, en open access : [CC-BY-NC-ND](#)

Disponible sur : <http://ediec.univ-lyon3.fr/presentation/rapports-dactivite>

Langue de publication : français

Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC – EA 4185)

Adresse postale : Université Jean-Moulin Lyon 3 – Faculté de droit – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 | 69372 Lyon Cedex 08

Courriel : ediec@univ-lyon3.fr | Téléphone : 04 78 78 72 51

Mise en ligne : 31 décembre 2022 – XII^e année – 12^e numéro – ISSN : 2778-2530